

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE PROVENCE

Date de Publication : 18/04/2019

N° : 2019/126

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

26 FÉVRIER 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du 4 mars et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - Michel AZOULAI - René BACCINO - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Patrick BORE - Nadia BOULAINSEUR - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Gérard CHENOZ - Anne CLAUDIUS-PETIT - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandra DALBIN - Sandrine D'ANGIO - Monique DAUBET-GRUNDLER - Christophe DE PIETRO - Jean-Claude DELAGE - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriaty DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Patrick GHIGONETTO - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Noro ISSAN-HAMADY - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Marc LOPEZ - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Marcel MAUNIER - Patrick MENNUCCI - Xavier MERY - Danielle MILON - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Roger RUZE - Isabelle SAYON - Eric SCOTTO - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Mireille BALOCCO représentée par Jérôme ORGEAS - Yves BEAUVAL représenté par Sandrine D'ANGIO - Mireille BENEDETTI représentée par Patrick BORE - Jean-Louis BONAN représenté par Patrick GHIGONETTO - Nicole BOUILLOT représentée par Josiane FOINKINOS - Valérie BOYER représentée par Laurence LUCCIONI - Marie-Christine CALATAYUD représentée par Josette VENTRE - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Alain CHOPIN représenté par Jean-Pierre BERTRAND - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Anne DAURES représentée par Brigitte VIRZI - Nathalie FEDI représentée par Richard FINDYKIAN - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINÉ - Karim GHENDOUF représenté par Marc POGGIALE - Roland GIBERTI représenté par Hélène MARCHETTI - André GLINKA-HECQUET représenté par Andrée GROS - Vincent GOMEZ représenté par Eugène CASELLI - José GONZALEZ représenté par Jocelyne TRANI - Régine GOURDIN représentée par Annie GRIGORIAN - Louisa HAMMOUCHE représentée par Josette FURACE - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Nathalie LAINE représentée par Lionel VALERI - Gisèle LELOUIS représentée par Jacques BESNAÏNOU - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Stéphane MARI - Patrick MAGRO représenté par Sophie CELTON - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC représentée par Danielle MILON - Claude PICCIRILLO représenté par Roland MOUREN - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Julien RAVIER représenté par Frédéric DOURNAYAN - Didier ZANINI représenté par Isabelle SAVON.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

René AMODRU - Mireille BALLETTI - Loïc BARAT - Frédéric BOUSQUET - Michel CATANEO - Catherine CHAZEAU - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Dominique DELOURS - Yann FARINA - Samia GHALI - Bernard JACQUIER - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Marie-Louise LOTA - Georges MAURY - Richard MIRON - Virginie MONNET-CORTI - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Grégory PANAGAUDIS - Christyane PAUL - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Véronique PRADEL - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Lionel ROYER-PERREAUT - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Jean-Louis TIXIER - Patrick VILORIA - Karim ZERIBI.

Commission "Vie Urbaine"

VU 001-001/19/CT

■ Acquisition à titre onéreux auprès de la Sarl Sud Réalisations Constructions d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement de l'avenue Colgate à Marseille 9ème arrondissement- Projet de rénovation urbaine du secteur Soude- Hauts de Mazargues

Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/16967/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux auprès de la Sarl Sud Réalisations Constructions d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement de l'avenue Colgate à Marseille 9^{ème} arrondissement-Projet de rénovation urbaine du secteur Soude Hauts de Mazargues» satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Soude/ Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé l'aménagement de l'avenue Colgate conformément à l'emplacement réservé n° 09-166 au PLU de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la Sarl Sud Réalisations Constructions d'une emprise foncière de 230 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 M n°259 sise avenue Colgate à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux auprès de la Sarl Sud Réalisations Constructions d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement de l'avenue Colgate à Marseille 9^{ème} arrondissement- Projet de rénovation urbaine du secteur Soude Hauts de Mazargues ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux auprès de la Sarl Sud Réalisations Constructions d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement de l'avenue Colgate à Marseille 9^{ème} arrondissement- Projet de rénovation urbaine du secteur Soude Hauts de Mazargues.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la Sarl Sud Réalisations Constructions d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement de l'avenue Colgate à Marseille 9^{ème} arrondissement- Projet de rénovation urbaine du secteur Soude Hauts de Mazargues ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 002-002/19/CT

■ **Cession à l'euro symbolique au profit de la Ville de Marseille de deux emprises foncières pour l'aménagement de la desserte du futur Parc de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement.**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/16968/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à l'euro symbolique au profit de la ville de Marseille de deux emprises foncières à l'aménagement de la desserte du futur Parc de la Jarre à Marseille 9^{ème} arrondissement. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de la Jarre se situe dans le secteur Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement sur lequel un Programme de Rénovation Urbaine a été contractualisé le 10 octobre 2011 avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur un projet global. Ce programme prévoit, dans le périmètre de la ZAC de la Jarre, la réalisation d'un parc urbain d'environ 3 hectares dont la Ville de Marseille est maître d'ouvrage.

Ce parc constituera un jalon paysager essentiel de l'axe majeur reliant les Plages aux Calanques et représentera un espace de respiration « verte » ayant vocation à favoriser les relations sociales et fonctionnelles entre les quartiers de La Soude, la Jarre et La Cayolle.

La réalisation de la desserte du futur Parc de la Jarre nécessite l'acquisition par la Ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence de deux emprises foncières à détacher des parcelles cadastrées Section 846 A n°257 sise rue Fortuné Marion et Section 852 C n°310 sise rue Marguerite de Provence.

Par acte notarié en date du 25 juillet 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait acquis ces terrains à titre gratuit auprès de Marseille Aménagement au titre des voies aménagées dans le cadre de la ZAC de la Jarre.

Le terrain situé rue Fortuné Marion constitue un délaissé issue d'une réserve foncière prévue à l'origine pour réaliser une voie Est/Ouest abandonnée au document d'urbanisme au profit de l'équipement espace vert de compétence communale.

L'emprise foncière située rue Marguerite de Provence forme quant à elle l'extrémité en impasse de ladite voie et sera aménagée afin de constituer le parvis d'entrée Ouest du Parc de la Jarre.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l’élection du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à l’euro symbolique au profit de la Ville de Marseille de deux emprises foncières à l’aménagement de la desserte du futur Parc de la Jarre à Marseille 9^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à la Cession à l’euro symbolique au profit de la Ville de Marseille de deux emprises foncières à l’aménagement de la desserte du futur Parc de la Jarre à Marseille 9^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Cession à l’euro symbolique au profit de la Ville de Marseille de deux emprises foncières à l’aménagement de la desserte du futur Parc de la Jarre à Marseille 9^{ème} arrondissement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 003-003/19/CT

■ Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la création de la voie nouvelle U226 Projet de rénovation urbaine Notre dame Limite Solidarité à Marseille 15^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/16964/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d’avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la création de la voie nouvelle U226 dans le cadre du projet de rénovation urbaine Notre dame Limite Solidarité à Marseille 15^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le 5 février 2010 a été signée entre les différents partenaires, la convention pluriannuelle relative au projet de rénovation urbaine de Notre Dame Limite / Solidarité à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Le projet de rénovation urbaine (PRU) Notre Dame Limite / Solidarité consiste en la démolition, reconstruction et création de nouveaux logements. Il s'accompagne d'un véritable maillage du secteur avec la création d'une voie centrale principale (U226) allant du Nord depuis le chemin de la Bigotte, au Sud jusqu'au chemin des Baumillons.

Cette voie publique est l'une des réponses majeures apportée à l'objectif fondamental de désenclavement de la cité et de rupture à son isolement. « L'avenue de la Solidarité » deviendra l'axe majeur de composition de la nouvelle organisation urbaine.

Au titre des compétences en matière de voirie qui lui sont dévolues conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage pour l'aménagement des voiries publiques du projet.

Par délibération n° VOI 007-939/15/CC du 10 avril 2015, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait approuvé le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique du projet de création de la voie nouvelle U226 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

Aujourd'hui, au vu de l'article L153-56 du Code de l'Urbanisme « lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la Déclaration d'Utilité Publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L300-6-1 est engagée, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité ».

De plus, la réalisation de la voie nouvelle U226 ne nécessite plus de mise en compatibilité du PLU car ce projet n'emporte pas de changement radical de localisation ou d'affectation de l'emplacement réservé existant mais seulement un léger ajustement afin de prendre en compte la topographie des terrains.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a initié les négociations amiables avec les propriétaires des terrains impactés par le tracé de la voie U226.

Compte tenu des difficultés rencontrées dans ces démarches d'acquisition, la Métropole Aix-Marseille-Provence devra éventuellement poursuivre la maîtrise foncière des terrains en cause par voie d'expropriation. Il est nécessaire par conséquent, d'approuver le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique de ce projet parallèlement à la poursuite des négociations amiables engagées avec les propriétaires concernés.

En application des articles L121-1 et suivants et de l'article R 131-1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et de l'enquête publique parcellaire visant à déterminer la cessibilité des propriétés impactées.

Lesdites enquêtes publiques pourront être sollicitées conjointement conformément à l'article R 131-14 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

Au préalable, il convient d'annuler la délibération n° VOI 007-939/15/CC du 10 avril 2015, adoptée par le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, qui portait sur la demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire ainsi que la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, en vue de la création de la voie nouvelle U226 à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur « Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la création de la voie nouvelle U226 Projet de rénovation urbaine Notre Dame Limite Solidarité à Marseille 15^{ème} arrondissement ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la création de la voie nouvelle U226 Projet de rénovation urbaine Notre Dame Limite Solidarité à Marseille 15^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la création de la voie nouvelle U226 Projet de rénovation urbaine Notre Dame Limite Solidarité à Marseille 15^{ème} arrondissement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 004-004/19/CT

■ Prise en considération du projet d'aménagement sur le secteur - Moulins - Docks Libres - Villette - Marseille 3^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17007/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération de prise en considération du projet d'aménagement sur le secteur « Moulins - Docks Libres - Villette », à Marseille dans le 3^{ème} arrondissement satisfait aux conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Le projet des « Docks Libres » est un projet urbain de 7 hectares, initié en 2006 par la Ville de Marseille, qui prend place dans le quartier de Saint-Mauront (3^{ème} arrondissement), à l'articulation entre Euroméditerranée, son extension, et la copropriété Bellevue.

Après avoir encadré entre 2007 et 2016 la réalisation par un opérateur du programme immobilier des « Docks Libres » sur 2,7 hectares, la Ville de Marseille a souhaité poursuivre la modernisation de ce secteur par une nouvelle phase exemplaire et ambitieuse.

Par délibération du 16 décembre 2015, elle a ainsi engagé un projet urbain sur environ 5 hectares délimités par les rues Caravelle, Salengro, National et le programme immobilier des Docks Libres, ainsi que sur la tête d'îlot située à l'angle avec la rue du moulin de la Villette.

Afin d'encadrer et de conforter l'action publique sur ce périmètre, la Ville de Marseille a approuvé par délibération du 16 décembre 2015 une convention d'intervention foncière en phase impulsion, permettant de mettre en œuvre un projet en partenariat avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la Métropole Aix Marseille Provence, et de poursuivre la maîtrise foncière.

Les objectifs poursuivis par ce projet d'aménagement reprennent les principes définis par le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLU de Marseille, et appuyés par l'Orientation d'Aménagement n°14 intitulée « Euroméditerranée II » :

- Poursuivre en priorité l'aménagement du cœur de métropole, dont deux des trois secteurs prioritaires sont le Centre-Ville et Euroméditerranée ;
- Amplifier la dynamique de renouvellement urbain, en cohérence avec le renforcement du réseau de TCSP et TC performants, dans une logique d'urbanisme de projets, de réutilisation des fonciers déjà urbanisés, d'intensification urbaine, d'équilibre et de renforcement de la mixité fonctionnelle ;
- Favoriser une densification maîtrisée des zones urbanisées et bien équipées, à travers des formes urbaines à la fois plus compactes et compatibles avec le maintien ou la création d'espaces de respiration et de nature dans la ville ;
- Favoriser la qualité environnementale et la sobriété énergétique des projets ;
- Renforcer l'attractivité de la métropole et la mobilité résidentielle en développant une offre de logements diversifiée et adaptée ;
- Renforcer le rôle des centralités et favoriser la proximité en développant une offre résidentielle, d'équipements, de commerces et de services ;
- Construire une ville apaisée privilégiant piétons et cyclistes, et requalifier l'espace public.

Il s'agit notamment de :

- favoriser la densification et le renouvellement urbains aux abords de la station de métro National, située à proximité immédiate ;
- atténuer les effets de bord du périmètre de l'Opération d'Intérêt National, qui jouxte l'opération à l'ouest et au nord ;
- éviter une rupture urbaine en avançant au même rythme que les projets importants qui environnent le site : la ZAC Cité de la Méditerranée, le parc Bougainville sur l'extension d'Euroméditerranée, le projet ANRU Saint-Mauront et le programme immobilier des Docks Libres ;
- rendre cet îlot de grande taille plus perméable aux circulations, notamment douces, et créer des espaces publics ;
- favoriser une mixité programmatique qui offre une bonne compatibilité entre des usages résidentiels, artisanaux, productifs et tertiaires, et qui prenne en compte le risque inondation ;
- réorganiser l'activité économique présente et agir sur un bâti par endroits dégradé ;
- lutter contre l'îlot de chaleur urbain et limiter l'inconfort aérodynamique.

Une affectation de l'autorisation de programme a été approuvée afin de mettre en œuvre une étude pré-opérationnelle de ce projet.

Par délibération du 1^{er} avril 2016, la Ville de Marseille a lancé une consultation d'assistance à l'élaboration d'un projet urbain sur ce périmètre.

Par délibération n° URB 023-2781/17/CM du conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, l'opération d'aménagement des Docks Libres à Marseille a été déclarée d'intérêt métropolitain, et elle a été transférée à la Métropole par délibération du conseil municipal du 25 juin 2018.

L'objectif de la mission d'étude, qui a débuté en mars 2018 pour une durée de 6 ans, est de concevoir puis décliner opérationnellement un projet dans ses composantes urbaines, architecturales et techniques. Elle comporte un volet hydraulique important, compte tenu de l'inondabilité du secteur, ainsi qu'un diagnostic approfondi du tissu économique existant.

Il s'agit de définir un projet d'aménagement public visant à établir une cohérence urbaine et à asseoir les actions publiques nécessaires à la reconfiguration du site.

Cette étude pré-opérationnelle, précisera :

- l'état du foncier,
- les formes urbaines réalisables,
- les capacités de constructibilité,
- le pré-programme des surfaces dévolues aux commerces, aux services et aux logements,
- les actions d'accompagnement à prévoir en terme d'équipements publics et d'aménagement des espaces publics,
- les procédures opérationnelles permettant d'atteindre les objectifs, leurs atouts, contraintes et délais,
- les esquisses financières de bilan pré-opérationnel.

Il s'agit, à ce stade, d'étudier l'économie générale d'un projet pour permettre ensuite à la Métropole de se prononcer par une décision de mettre en œuvre tout ou partie de ces aménagements, d'en programmer la réalisation et les inscriptions budgétaires.

Le plan précis du périmètre de projet est joint en annexe à la présente délibération.

En vertu de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme, la délibération par laquelle le Conseil de la Métropole prend en considération le projet d'aménagement Docks Libres et délimite les terrains affectés par ce projet permettra à la collectivité compétente d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la prise en considération du projet d'aménagement sur le secteur « Moulins - Docks Libres - Villette », à Marseille dans le 3^{ème} arrondissement .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le projet d'aménagement sur le secteur « Moulins – Docks Libres – Villette », d'intérêt métropolitain, a été transféré par délibération du conseil municipal du 25 juin 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce projet fait l'objet d'une étude pré-opérationnelle ;

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la prise en considération du projet d'aménagement sur le secteur « Moulins - Docks Libres - Villette » ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur la délibération portant sur la prise en considération du projet d'aménagement sur le secteur « Moulins - Docks Libres - Villette » de la commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 005-005/19/CT

■ Approbation de la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur la copropriété Maison Blanche à Marseille 14ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/16975/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'établissement public d'Aménagement Euroméditerranée et l'établissement public foncier PACA sur la copropriété Maison Blanche / Marseille 14^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille Provence compte parmi ses compétences l'habitat et l'aménagement du territoire et a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir la politique d'amélioration de l'habitat et du logement sur son territoire.

La problématique des copropriétés en difficulté se retrouve sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix Marseille Provence et sur le territoire de la Ville de Marseille en particulier.

Depuis une vingtaine d'années, les acteurs publics sont appelés régulièrement au chevet d'un certains nombres de copropriétés dégradées présentant des dysfonctionnements divers.

Au regard des enjeux sociaux majeurs que ces « parcs locatifs sociaux de fait » représentent, l'Etat a fait du traitement des copropriétés en difficulté de Marseille une priorité. Dans ce contexte, un accord partenarial intitulé « Pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées sur la Ville de Marseille » a été signé fin 2017 entre différents acteurs publics. L'objectif est le traitement massif et coordonné d'un certain nombre de copropriétés identifiées comme étant dégradées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 13 décembre 2018 un plan d'actions à court et moyen termes afin de mettre en œuvre, à travers le Programme Local de l'Habitat, une nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

La copropriété Maison Blanche située 221, boulevard Danièle Casanova au Canet dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille fait partie des 10 grandes copropriétés de Marseille dont la dégradation est avérée. Du fait de sa localisation stratégique et de sa proximité avec les aménagements liés à l'extension de l'OIN EUROMEDITERRANEE, Maison Blanche se trouve à l'articulation entre des secteurs à forte mutation et les quartiers existants (le Canet, les Arnavaux....).

Des études ont été engagées en phase diagnostic, pilotées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Par ailleurs, elle fait partie des 5 copropriétés inscrites au Plan Initiative Copropriétés (PIC) lancé récemment par l'Etat en concertation avec les collectivités locales. Ce plan opérationnel doit permettre aux collectivités d'intervenir de façon plus efficace sur les copropriétés dégradées avec un appui de l'Etat et de ses agences.

Cette copropriété, qui compte 220 logements, concentre des difficultés sociales, bâtementaires, financières et urbaines. Les parties communes de l'immeuble sont vétustes et nécessiteraient des aménagements lourds pour améliorer la sécurité du site. Les logements, occupés

par une population majoritairement jeune et très paupérisée, sont pour la plupart assez dégradés et ne disposent pas tous des éléments de confort nécessaires à une qualité de vie satisfaisante.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé que l'Etablissement Public Foncier PACA, qui réalise l'acquisition de biens immobiliers dans des projets conduits par les partenaires publics, intervienne sur la copropriété Maison Blanche dans le cadre d'un dispositif spécifique de portage immobilier le temps de la définition d'un projet urbain pour cette copropriété. Cette action foncière a pour objectif de freiner le processus de dégradation du bâti et d'assurer aux occupants des conditions de vie décentes en réintégrant des bonnes pratiques en matière de gestion, en améliorant le fonctionnement de la copropriété et en remettant sur le marché des logements aux normes

La Métropole Aix-Marseille Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier PACA ont ainsi convenu de s'associer pour conduire une mission d'intervention foncière sur la copropriété Maison Blanche.

Ainsi, afin de préparer la mutation future de cette propriété, la convention a pour but de mettre en place un portage immobilier permettant à l'EPF PACA l'acquisition de lots et des mesures de gestion renforcée recouvrant des missions techniques et de travaux, des missions de gestion locative et des missions d'accompagnement au relogement.

L'EPAEM poursuivra les études susvisées et définira le projet d'aménagement global. La Métropole apportera son concours en mobilisant les aides de droit commun et accompagnera le relogement des ménages qui s'avérerait nécessaire.

Le montant de l'engagement financier de l'EPF PACA au titre de la présente convention est fixé à cinq millions d'euros, hors taxes et hors actualisation.

La convention prendra fin le 31 décembre 2024 et pourra faire l'objet d'une prorogation si nécessaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat Métropolitain ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;
- Les procès-verbaux n° FAG 001-4256/18/CM, FAG 003-4258/18/CM et FAG 004-4259/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole portant élection respectivement de la Présidente, des Vice-Présidents, et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG 152-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2018/104 du 29 novembre 2018 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier PACA ;
- La délibération DEVT 012-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La convention d'intervention foncière
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'approbation de la convention d'intervention foncière entre la Métropole AMP, la Ville de Marseille, l'établissement public d'Aménagement Euroméditerranée et l'établissement public foncier PACA sur la copropriété Maison Blanche / Marseille 14^{ème} arrondissement » .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 13 décembre 2018 un plan d'actions à court et moyen termes afin de mettre en œuvre une nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé. ;
- Que la copropriété Maison Blanche est inscrite dans le Programme de Priorité Nationale.
- Qu'il est nécessaire de mener une mission d'intervention foncière sur la copropriété Maison Blanche en vue de freiner et de préparer sa future mutation dans l'attente de la définition d'un projet urbain en lien avec la stratégie de développement du projet de l'extension d'Euroméditerranée .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'approbation de la convention d'intervention foncière entre la Métropole AMP, la Ville de Marseille, l'établissement public d'Aménagement EuroMéditerranée et l'établissement public foncier PACA sur la copropriété Maison Blanche / Marseille 14^{ème} arrondissement »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 006-006/19/CT

■ **Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Expérimentation du permis de louer sur le quartier Noailles Marseille 1er arrondissement dans le cadre du projet d'opération programmée d'amélioration de l'habitat Marseille centre**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/16988/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Expérimentation du permis de louer sur le quartier Noailles dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Marseille

centre » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Un protocole d'Eradication de l'Habitat indigne a été signé par la Métropole et la Ville de Marseille le 21 décembre 2017. Il place la lutte contre l'habitat indigne au cœur de l'intervention privé dans le cadre du renouvellement urbain et de l'intervention sur l'habitat privé, selon une priorisation coordonnée avec les autres politiques publiques et leurs pilotes : l'Etat (Préfecture, Préfecture de Police, Ministère public), l'ARS, la Métropole, la Ville, la CAF; et les financeurs (Etat, Ville, Métropole, Région et Département, ANRU et ANAH).

Complémentaire de l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées et du protocole de préfiguration du nouveau programme national de renouvellement urbain, ce protocole vise à améliorer les immeubles et îlots dégradés des tissus anciens centraux et de faubourgs.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté sa nouvelle stratégie territoriale intégrée de lutte contre l'habitat indigne avec une traduction opérationnelle immédiate.

Parmi les outils nouveaux dont la Métropole souhaite se doter figure le permis de louer.

Il est envisagé de le mettre en place à Marseille à titre expérimental sur le quartier Noailles, selon délimitation ci annexée, au sein du périmètre couvert par le projet d'Opération d'Amélioration de l'Habitat Marseille Centre acté par délibération du 13 décembre 2018.

Au-delà des événements, le choix de ce quartier repose sur une proportion significative de logements potentiellement indignes, d'un taux important de propriétaires bailleurs privés (80 %) disséminées dans des copropriétés présentant des signes de fragilité ou de désorganisation, et d'une faible présence de bailleurs sociaux (4 % des résidences principales).

La loi ALUR (art. 92 et 93/CCH L.634-1 à L.635-11) permet aux établissements de coopération intercommunale (EPCI) de définir des secteurs géographiques, voire des catégories de logements ou ensembles immobiliers, pour lesquels la mise en location d'un bien par un bailleur est soumise à une autorisation préalable au décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 (CCH : R.634-1 à R.635-4) qui définit les modalités réglementaires d'application de ce régime et à la loi N°2018-1021 du 23 novembre 2018 dite loi ELAN en faveur de la lutte contre les marchands de sommeil.

A compter de l'entrée en vigueur du permis de louer, l'autorisation préalable à la mise en location est obligatoire sur le périmètre retenu. Ce dispositif conformément à l'article R365-1 du Code de la Construction et de l'Habitation concerne la mise en location ou la relocation de logements vides ou meublés à usage de résidence principale qui sont soumis au titre 1^{er} ou au titre 1^{er} bis de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs.

L'autorisation préalable délivrée par la Présidente de la Métropole conditionne la signature de chaque nouveau bail d'habitation.

La demande d'autorisation est déposée par le(s) bailleur(s) ou leur mandataire par formulaire CERFA n°15652*01 tel qu'annexé à la présente délibération. Cette demande pourra être adressée par voie électronique. Elle sera accompagnée obligatoirement des diagnostics techniques prévus à l'article 3-3 de la loi du 6 juillet 1989 (notamment, l'état des risques naturels et technologiques ; le diagnostic de performance énergétique ; le constat des risques d'exposition au plomb ; l'état de l'installation intérieure d'électricité et de gaz).

À son dépôt, la demande d'autorisation donne lieu à la remise d'un récépissé mentionné aux articles L112-3, R112-6 du Code des Relations entre le Public et l'Administration. L'autorisation préalable est délivrée expressément dans un délai d'un mois à compter du dépôt de la demande, à défaut le silence de l'autorité compétente vaut autorisation tacite.

L'instruction comprend la visite du logement par un technicien dédié.

L'autorisation préalable de louer peut être refusée ou soumise à condition lorsque le logement ne répond pas aux normes de décence définies par le décret 2002-120 du 30 janvier 2002 modifié le 1 juillet 2018 ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité des occupants et à la salubrité. Le cas échéant la décision est motivée et précise la nature des travaux ou aménagements prescrits pour satisfaire aux exigences de la sécurité et de la salubrité.

L'autorisation préalable ne peut pas être délivrée lorsque l'immeuble dans lequel est situé le logement fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité, de péril ou relatif à l'équipement commun des immeubles collectifs à usage principal d'habitation.

La décision de rejet est transmise à la Caisse d'Allocations Familiales et aux services fiscaux.

Une fois obtenue, l'autorisation expresse doit être jointe au contrat de location à chaque nouvelle location ou relocation.

L'autorisation est valable deux ans suivant sa délivrance si le logement n'a pas été remis en location.

Le transfert de l'autorisation à un nouvel acquéreur s'effectue par l'autorité compétente et la demande d'autorisation devra être renouvelée à chaque nouvelle location.

L'autorisation de louer est inopposable aux autorités publiques chargées d'assurer la police de la salubrité ou de la sécurité des bâtiments, ainsi qu'au droit afférent aux mesures administratives.

L'absence d'autorisation préalable est sans effet sur le bail dont bénéficie le locataire, cependant, le fait de mettre en location un logement sans avoir préalablement déposé la demande d'autorisation ou en dépit d'une décision de rejet est sanctionné par une amende variant entre 5 000 euros et 15 000 euros qui tiendra compte de la gravité des manquements.

Le paiement de l'amende est ordonné par le Préfet dans le délai d'un an à compter de la constatation des manquements.

La Métropole a décidé de mettre en place une Maison de l'Habitat au 19 rue de la République dans le 1^{er} arrondissement. Ce sera le lieu de réception et d'instruction les demandes d'autorisation préalable dans le cadre du permis de louer. La Métropole coordonnera avec la Ville de Marseille, l'Etat, la Caisse d'Allocations Familiales, parties prenantes du dispositif, le déroulé du dispositif jusqu'à la mise en œuvre des sanctions prévues.

La date d'entrée en vigueur de ce dispositif ne pourra être inférieure à 6 mois à compter de la publication de la présente délibération, soit au plus tard au 30 septembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Expérimentation du permis de louer sur le quartier Noailles dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Marseille centre.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Expérimentation du permis de louer sur le quartier Noailles dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Marseille centre ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Expérimentation du permis de louer sur le quartier Noailles dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Marseille centre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 007-007/19/CT

■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Approbation de la convention de gestion de service entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour la mise en œuvre des travaux et des relogements d'office par les concessionnaires de l'Éradication de l'Habitat Indigne

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/16987/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Approbation de la convention de gestion de service entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour la mise en œuvre des travaux et des relogements d'office par les concessionnaires de l'Éradication de l'Habitat Indigne» satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé la nouvelle stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne dont la métropole Aix-Marseille Provence a décidé de se doter, avec une mise en œuvre immédiate. Cette nouvelle politique de lutte contre l'habitat indigne métropolitaine sera intégrée dans le Programme Local de l'Habitat en cours d'élaboration et dans les documents de planification.

Pour rappel, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière d'habitat. Toutefois, les pouvoirs de Police spéciale de l'habitat sont détenus par les Maires des Communes membres de l'EPCI et par l'Etat.

Le Maire est l'autorité de police administrative au nom de la Commune. Il possède des pouvoirs de police lui permettant de mener des missions de sécurité, tranquillité et salubrité publique.

En matière de sécurité des immeubles, le Maire est amené à prendre des arrêtés municipaux visant à garantir la sécurité des occupants et à prescrire à l'encontre des propriétaires des travaux pour faire cesser les désordres identifiés.

En matière d'hygiène et de salubrité des immeubles, c'est le Préfet qui prend les arrêtés nécessaires à la suppression des désordres constatés. Le Maire est toutefois l'autorité administrative compétente pour engager les travaux d'office en cas de défaillance des propriétaires et copropriétaires (article L1331-29 du code de la santé publique).

En matière de relogement d'office, l'autorité administrative compétente en cas de défaillance des propriétaires et copropriétaires, peut être le représentant de l'Etat (insalubrité), la Maire (péril et insécurité des équipements communs), l'EPCI (dans le cadre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat ou d'opérations d'aménagement de sa compétence).

En cas de non-respect des injonctions prescrites dans les arrêtés et, sur constat de la carence des propriétaires, la commune peut procéder d'office au relogement des occupants et à la réalisation des travaux, aux frais des propriétaires concernés.

Sous certaines conditions, la mise en œuvre de ces relogements et travaux d'office a pu être confiée par la commune de Marseille à ses aménageurs dans le cadre de concessions d'aménagement visant à l'éradication de l'habitat indigne et des interventions dans les copropriétés dégradées.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en lieu et place de ses communes membres, les compétences en matière d'aménagement mentionnées à l'article L.300-1 du code de l'Urbanisme pour les opérations d'intérêt métropolitain, et de plein droit, celles en matière d'habitat et en particulier, l'amélioration du parc immobilier privé et la résorption de l'habitat insalubre.

Le transfert des compétences s'est accompagné du transfert des opérations en cours concernées.

La Métropole est à présent concédante des opérations d'aménagement pour le traitement de l'habitat indigne, des copropriétés dégradées et la résorption de l'habitat insalubre.

Il s'agit des opérations d'éradication de l'habitat indigne concédées à Urbanis Aménagement et Marseille Habitat couvrant l'ensemble des arrondissements de la ville de Marseille ; de d'aménagement sur le Parc Kallisté concédée à Marseille Habitat ; de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI) Saint Mauront Gaillard et Opération Grand Centre Ville concédées à la SOLEAM.

Par volonté d'efficacité, la ville de Marseille souhaite qu'il puisse être fait appel aux concessionnaires pour la mise en œuvre des travaux d'office et relogements d'office quand ils relèvent de sa compétence car ils offrent une réactivité opérationnelle indispensable.

En application des articles L 5215-27, L 5217-7 et L 5218-1 du CGCT et selon les modalités spécifiques définies dans la convention ci-annexée, la commune de Marseille souhaite confier, ses attributions à la Métropole, pour que la Métropole soit parfaitement fondée en tant que de besoin à confier la réalisation des relogements et des travaux d'office prescrits dans le cadre des arrêtés de police de l'habitat à ses concessionnaires dans le champs des concessions précitées.

La ville de Marseille assurera le versement à la Métropole des montants engagés et justifiés pour la mise en œuvre des travaux et relogements d'office réalisés dans le cadre des concessions selon des modalités détaillées dans la convention jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - LHI- Approbation de la convention de gestion de service entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour la mise en œuvre des travaux et des relogements d'office par les concessionnaires de l'Eradication de l'Habitat Indigne».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention de gestion de service entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour la mise en œuvre des travaux et des relogements d'office par les concessionnaires de l'Eradication de l'Habitat Indigne ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de gestion de service entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour la mise en œuvre des travaux et des relogements d'office par les concessionnaires de l'Eradication de l'Habitat Indigne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 008-008/19/CT

■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - LHI - Espace Accompagnement Habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence accord sur les modalités de participation de l'Agence départementale d'information sur le logement des Bouches-du-Rhône - ADIL 13 - avenant n°1 à la charte de partenariat

Avis du Conseil de territoire DUFSV 19/17064/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne – LHI – Espace Accompagnement Habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence : accord sur les modalités de participation de l'Agence départementale d'information sur le logement des Bouches-du-Rhône – ADIL 13 – avenant n°1 à la charte de partenariat » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Suite au drame de la rue d'Aubagne survenu le 5 novembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté par délibération du 13 décembre 2018 sa nouvelle stratégie territoriale intégrée de lutte contre l'habitat indigne avec une traduction opérationnelle immédiate.

Parmi les outils nouveaux dont la Métropole souhaite se doter figure l'Espace Accompagnement Habitat sur le territoire de Marseille. Il aura vocation à contribuer à la lutte contre l'habitat indigne.

Située au 19 rue de la République 13001, au cœur du renouveau urbain, l'Espace Accompagnement Habitat représentera une nouvelle dynamique du centre-ville dans son approche « service à l'habitant » axée sur les besoins des ménages, elle se verra un centre de ressources « au service de tous les habitants de la Métropole ».

La mission de ce poly-service qui mettra en synergie plusieurs acteurs de l'habitat, sera de centraliser dans un même lieu les principaux services dédiés aux ménages : accueillir, informer, traiter, prévenir, accompagner afin de répondre à la recherche de logement des ménages, au souhait de rénovation ou d'adaptation de leur logement, d'acquisition et rénovation en centre ancien, d'acquies en vente état futur de logement, de réaliser des économies d'énergie, d'obtenir une aide pour réaliser un projet de rénovation, de répondre aux questions juridiques ou financières liées au logement, et surtout de permettre aux ménages de procéder au signalement d'habitat non décent, non conforme au règlement sanitaire départemental (RSD) voire au code de la Santé Publique pour prévenir et éviter que les logements basculent dans la non décence ou insalubrité

Au-delà de l'aspect pratique pour les ménages, l'Espace Accompagnement Habitat sera l'occasion pour la Métropole de mobiliser et regrouper autour d'elle et de sa stratégie en matière d'habitat, les acteurs publics et privés. Elle regroupera les acteurs spécialisés dans l'information et le conseil, dans les domaines du logement, de l'amélioration de l'habitat et de l'habitat durable et de l'énergie.

Ainsi l'ensemble des partenaires devront s'engager au côté de la Métropole dans la mise en place de l'Espace Accompagnement Habitat, s'adressant à un large public (locataires, propriétaires occupants et propriétaires bailleurs et privés). Ce nouveau lieu d'accueil sera un guichet unique pour des démarches facilitées.

Le demandeur sera reçu en accueil général après analyse de la demande, il sera orienté vers les services de l'Espace Accompagnement Habitat qui apportera une réponse ou qui le dirigera vers d'autres compétences ou vers des services externes.

Un suivi sera effectué pour toutes demandes faites au sein de l'Espace Accompagnement Habitat qui assurera le suivi de la réponse finale.

Pour exercer les missions de service public dans le domaine du logement et de l'Habitat de l'Espace Accompagnement Habitat et plus particulièrement de

lutte contre l'habitat indigne, des compétences et un partenariat élargi avec L'Agence Départemental d'Information sur le Logement des Bouches-du Rhône (ADIL 13) doivent être définis par avenant n°1 à la Charte de partenariat dites « socles » votée par le conseil métropolitain du 13 juillet 2017.

L'avenant n°1 a pour objectif de définir les engagements de l'ADIL 13 à contribuer activement aux services proposés par l'Espace Accompagnement Habitat dans les domaines de Lutte contre l'Habitat Indigne et d'informations et conseils sur les questions de l'Habitat et du Logement.

Les besoins de la Métropole concernant les missions de lutte contre l'Habitat indigne proposées par l'ADIL13 démontrent la nécessité d'une présence quotidienne au sein de l'Espace Accompagnement Habitat. L'ADIL mobilisera pour cela un équivalent temps plein et devra recruter un nouveau collaborateur.

Comptes tenu de l'implication accrue de l'ADIL13 sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et dans la stratégie territoriale intégrée de lutte contre l'habitat indigne par la mise en œuvre d'une mission socle élargie par avenant n°1, le montant de la cotisation annuelle est portée de 380 000 euros à 425 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne – LHI – Espace Accompagnement Habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence : accord sur les modalités de participation de l'Agence départementale d'information sur le logement des Bouches-du-Rhône – ADIL 13 – avenant n°1 à la charte de partenariat.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne – LHI – Espace Accompagnement Habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence : accord sur les modalités de participation de l'Agence départementale d'information sur le logement des Bouches-du-Rhône – ADIL 13 – avenant n°1 à la charte de partenariat.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne – LHI – Espace Accompagnement Habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence : accord sur les modalités de participation de l'Agence départementale d'information sur le logement des Bouches-du-Rhône – ADIL 13 – avenant n°1 à la charte de partenariat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 009-009/19/CT

■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Convention d'intervention foncière Opération Grand Centre-Ville conclue avec l'Etablissement Public Foncier - Avenant n° 2 pour une action opérationnelle renforcée et le recours aux procédures de déclaration d'utilité publique

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17088/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Convention d'intervention foncière Opération Grand Centre-Ville conclue avec l'Etablissement Foncier – Avenant n° 2 pour une action opérationnelle renforcée et le recours aux procédures de déclaration d'utilité publique » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n° 012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé, suite au sinistre de la rue d'Aubagne.

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier.

La propriété privée constitue les trois quarts du parc habité et la source principale du mal-logement, c'est pourquoi un des enjeux fort du Plan de lutte contre l'habitat indigne consiste à pouvoir lancer si nécessaire dans des délais maîtrisés et contraints des procédures d'acquisition forcée.

Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale, un renforcement des moyens humains, un cadre opérationnel contractualisé avec l'Etat et des outils dédiés à hauteur des ambitions : un aménageur d'intérêt national et une foncière d'habitat.

Dans ce contexte, la Métropole a décidé de s'engager sans délais dans l'action avec les outils existants et a sollicité l'Etablissement Public Foncier (EPF) de la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur signataire de plusieurs conventions d'intervention foncière opérationnelles dans Marseille, afin d'intensifier et compléter l'action publique aux côtés de la SOLEAM et des deux concessionnaires d'Eradication de l'Habitat indigne (Marseille Habitat et Urbanis Aménagement) dont les objectifs et les moyens sont renforcés dans le cadre de la nouvelle stratégie adoptée sur le territoire central de Marseille.

En effet, la Métropole souhaite que l'EPF s'engage dans la maîtrise d'une cinquantaine d'immeubles, d'îlots ou de tènements relevant de la lutte contre l'habitat dégradé, notamment pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaires à la reconstitution d'une offre immobilière nouvelle.

Pour ce faire, il est nécessaire de faire évoluer le dispositif actuel et en priorité la convention d'intervention foncière sur le périmètre Grand Centre-Ville, signée le 19 février 2014 par la ville de Marseille et l'EPF puis devenue tripartite avec la Métropole qui l'a approuvée par délibération du 15 décembre 2016 pour pouvoir se porter en garantie de rachat.

Cette convention s'inscrit dans l'objectif de favoriser la réalisation des projets d'ensemble économes d'espace. A ce titre, elle complète l'intervention de la SOLEAM concessionnaire de l'opération Grand Centre-Ville dont les objectifs, visant le renouvellement urbain de 35 pôles de projets situés dans un périmètre de mille hectares, tendent notamment à produire 1400 logements nouveaux par restructuration ou démolition/reconstruction, produire 20 000 m2 de locaux d'activité - commerce et d'équipements, aménager l'espace public et améliorer la viabilisation.

Elle a fait l'objet en juin 2018 d'un premier avenant visant la mise en place à titre expérimental d'un viager social à vocation intergénérationnelle.

Il y a donc lieu aujourd'hui de confirmer l'EPF dans sa mission d'acquisition par voie amiable, de préemption et d'expropriation impliquant la mise en œuvre des procédures de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) « Logement social », « Vivien » et « réserve foncière ».

Cette action cible des secteurs prioritaires définis en fonction de plusieurs critères (vacance, bâti dégradé, friches...) sur lesquels il convient également de préciser par avenant les modalités de financement via la mobilisation des fonds SRU et de gestion et de recyclage, par l'EPF, afin de faciliter à terme la sortie des opérations.

Les conditions de lancement des procédures auprès du Préfet des Bouches du Rhône sur les secteurs ciblés seront précisées lors des prochaines séances du conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Les procès verbaux n° FAG 001-4256/18/CM, FAG 003-4258/18/CM et FAG 004-4259/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole portant élection respectivement de la Présidente, des Vices-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 152-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°13/1371 du 9 décembre 2013 du Conseil Municipal de Marseille ;
- La convention d'intervention foncière Grand Centre Ville n°2014/80251 entre la ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier régional ;
- La délibération URB 001-1219/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant une convention d'intervention foncière sur le périmètre grand centre-ville de Marseille ;
- La délibération URB 021-3983/18/BM du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière grand centre-ville de Marseille ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération n°012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de s'assurer de la maîtrise par l'EPF d'une cinquantaine d'immeubles, d'îlots ou de tenements relevant de la lutte contre l'habitat dégradé et contre la vacance, pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre immobilière et à la redynamisation du centre-ville de Marseille.
- Qu'il convient d'ajuster les modalités d'exécution de la convention d'intervention foncière Grand Centre-Ville afin d'intensifier l'action foncière partenariale par des moyens coercitifs pouvant conduire à des expropriations sur des secteurs ciblés dégradés à recycler.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération sur « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Convention d'intervention foncière Opération Grand Centre-Ville conclue avec l'Etablissement Public Foncier - Avenant n° 2 pour une action opérationnelle renforcée et le recours aux procédures de déclaration d'utilité publique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 010-010/19/CT

■ Approbation de la révision de l'opération d'investissement - Eradication Habitat Indigne - EHI - Lot 1 Marseille - et de son affectation

Avis du Conseil de Territoire

DGDU 19/17000/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire et saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

Par délibération n°012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé, suite au drame de la rue d'Aubagne.

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier mais aussi sévir, et, lorsqu'il le faut, pouvoir porter atteinte sans délais à la propriété privée qui constitue les trois quarts du parc habité et la source principale du mal-logement. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation, un renforcement des moyens humains, un cadre opérationnel contractualisé avec l'Etat et des outils dédiés à hauteur des ambitions : un aménageur d'intérêt national et une foncière d'habitat.

Toutefois sans attendre la mise en place de ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'engager sans délais une action avec les outils existants.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de deux opérations d'Eradication de l'Habitat Indigne (EHI) suite au transfert des compétences concernées.

Ces concessions d'aménagement ont été contractualisées en 2007 entre la Ville de Marseille et deux concessionnaires, respectivement Marseille Habitat et Urbanis Aménagement. Mises en place dans le cadre du premier protocole d'Eradication de l'Habitat Indigne, elles en constituent le volet opérationnel coercitif. Elles offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Il était demandé à chaque concessionnaire d'atteindre à échéance de 2019 les objectifs suivants :

- traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- effectuer, en substitution des propriétaires défaillants, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures de police de l'habitat.

Compte tenu de l'urgence à agir, il est proposé aujourd'hui d'augmenter significativement l'objectif des deux concessions EHI en visant l'expropriation pour chaque opérateur de 50 immeubles dégradés dans un temps limité en se donnant les moyens de cette ambition :

- une prorogation jusqu'au 31 décembre 2021,
- la revente systématique des immeubles maîtrisés à des bailleurs sociaux à prix d'équilibre,
- une augmentation de la participation publique correspondante puisque ces opérations seront largement déficitaires et que les opérateurs doivent renforcer leur effectifs pour tenir les délais contraints.

Afin de pouvoir assumer cette prorogation et l'augmentation de la participation publique, l'opération d'investissement n°2015120300 « Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 1 Marseille » inscrite au budget pour un montant initial de 4 600 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151065BP du programme 06, doit être révisée pour un montant de 11 700 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 16 300 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la révision de l'opération d'investissement n°2015120300 – Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 1 Marseille - et de son affectation .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Approbation de la révision de l'opération d'investissement n°2015120300 – Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 1 Marseille - et de son affectation ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 011-011/19/CT

■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat à Marseille 1er- 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville - 4ème quartiers Blancarde et Cinq avenues - 5ème- 6ème - 7ème - 8ème - 9ème - 10ème - 11ème - 12ème arrondissements - Approbation de l'avenant 22

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/16981/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat à Marseille 1er, 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ème quartiers Blancarde et Cinq avenues, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements – Approbation de l'avenant n°22 d'augmentation des objectifs et de prorogation » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé, suite au drame de la rue d'Aubagne.

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les politiques de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier mais aussi sévir, et, lorsqu'il le faut, pouvoir porter atteinte sans délais à la propriété privée qui constitue les trois quarts du parc habité et la source principale du mal-logement. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation, un renforcement des moyens humains, un cadre opérationnel contractualisé avec l'Etat et des outils dédiés à hauteur des ambitions : un aménageur d'intérêt national et une foncière d'habitat.

Toutefois sans attendre la mise en place de ce cadre, la Métropole a décidé d'engager sans délais une action avec les outils existants.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la métropole Aix-Marseille Provence est concédante de deux opérations d'Éradication de l'Habitat Indigne (EHI) suite au transfert des compétences concernées. Ces concessions d'aménagement contractualisées en 2007 entre la ville de Marseille et deux concessionnaires, respectivement Marseille Habitat et Urbanis Aménagement. Mises en place dans le cadre du premier protocole d'Éradication de l'Habitat Indigne, elles en constituent le volet opérationnel coercitif. Elles offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Il était demandé à chaque concessionnaire d'atteindre à échéance de 2019 les objectifs suivants :

- traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- effectuer, en substitution des propriétaires défaillants, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures de police de l'habitat.

Compte tenu de l'urgence à agir, il est proposé aujourd'hui d'augmenter significativement l'objectif des deux concessions EHI en traitant 50 immeubles dégradés supplémentaires dans chaque concession en engageant la maîtrise foncière de ces immeubles par voie d'expropriation dans un temps limité en se donnant les moyens de cette ambition :

-une prorogation jusqu'au 31 décembre 2021,

-la revente systématique des immeubles maîtrisés à des bailleurs sociaux à prix d'équilibre,

-une augmentation de la participation publique correspondante puisque ces opérations seront largement déficitaires et que les opérateurs doivent renforcer leur effectifs pour tenir les délais contraints.

Pour le lot 1, la concession n° T1600918C0 a fait l'objet de l'approbation régulière des comptes rendus annuels à la collectivité et des divers avenants actualisant ses objectifs.

Par délibération du n°008-4214/18/CM du 28 juin 2018 a été approuvé le Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 ainsi que l'avenant n°21 afférent.

A cette échéance la concession présentait les caractéristiques suivantes :

Montant total des dépenses :
21 405 526 euros TTC

Montant total des recettes :
10 395 526 euros TTC

Participation publique à l'équilibre du bilan :
11 010 000 euros TTC

Le bilan opérationnel est le suivant :
- 48 immeubles entièrement réhabilités par le concessionnaire après acquisition,
- 18 immeubles en cours de travaux ou en phase de préparation de chantiers,
- 5 immeubles en cours de maîtrise foncière

Sur les 97 immeubles inscrits, 66 sont traités ou en cours de traitement.

Pour augmenter l'objectif opérationnel de 50 immeubles nouveau à maîtriser et revendre à échéance du 31 décembre 2021 le nouveau bilan de la concession EHI lot 1 s'établit comme suit :

Montant total des dépenses :
37 977 034 euros TTC

Montant total des recettes :
11 880 257 euros TTC

Participation publique à l'équilibre du bilan :
26 110 000 euros TTC

Ainsi une participation de la Métropole augmentée de 15 100 000 euros

Un avenant n° 22 à ladite convention propose la prorogation de deux ans de la concession n° T1600918C0, l'augmentation des objectifs opérationnels et les moyens financiers alloués en conséquence.

Les travaux d'office réalisés par le concessionnaire pour le compte de la ville de Marseille feront l'objet d'un remboursement à la concession sur justificatifs. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé -Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat à Marseille 1er, 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ème quartiers Blancarde et Cinq avenues, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements – Approbation de l'avenant n°22 d'augmentation des objectifs et de prorogation.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat à Marseille 1er, 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ème quartiers Blancarde et Cinq avenues, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements – Approbation de l'avenant n°22 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat à Marseille 1er, 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ème quartiers Blancarde et Cinq avenues, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements – Approbation de l'avenant n°22.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 012-012/19/CT

■ Approbation de la révision de l'opération d'investissement - Eradication Habitat Indigne - EHI - Lot 2 Marseille - et de son affectation

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17001/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

Par délibération n°012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé, suite au drame de la rue d'Aubagne.

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier mais aussi sévir, et, lorsqu'il le faut, pouvoir porter atteinte sans délais à la propriété privée qui constitue les trois quarts du parc habité et la source principale du mal-logement.

Cette politique nécessite une refonte de l'organisation, un renforcement des moyens humains, un cadre opérationnel contractualisé avec l'Etat et des outils dédiés à hauteur des ambitions : un aménageur d'intérêt national et une foncière d'habitat. Toutefois sans attendre la mise en place de ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'engager sans délais une action avec les outils existants.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence est concédante de deux opérations d'Éradication de l'Habitat Indigne (EHI) suite au transfert des compétences concernées.

Ces concessions d'aménagement ont été contractualisées en 2007 entre la Ville de Marseille et deux concessionnaires, respectivement Marseille Habitat et Urbanis Aménagement.

Mises en place dans le cadre du premier protocole d'Éradication de l'Habitat Indigne, elles en constituent le volet opérationnel coercitif. Elles offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Il était demandé à chaque concessionnaire d'atteindre à échéance de 2019 les objectifs suivants :

- traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- effectuer, en substitution des propriétaires défaillants, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures de police de l'habitat.

Compte tenu de l'urgence à agir, il est proposé aujourd'hui d'augmenter significativement l'objectif des concessions EHI en visant l'expropriation pour chaque opérateur de 50 immeubles dégradés dans un temps limité en se donnant les moyens de cette ambition :

- une prorogation jusqu'au 31 décembre 2021,
- la revente systématique des immeubles maîtrisés à des bailleurs sociaux à prix d'équilibre,
- une augmentation de la participation publique correspondante puisque ces opérations seront largement déficitaires et que les opérateurs doivent renforcer leur effectifs pour tenir les délais contraints.

Afin de pouvoir assumer la prorogation de la concession ainsi que l'augmentation de la participation publique, l'opération d'investissement n°2015120400 « Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 2 Marseille » inscrite au budget pour un montant initial de 1 350 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151065BP du programme 06, doit être révisée pour un 14 450 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 15 800 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la révision de l'opération d'investissement n°2015120400 – Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 2 Marseille – et de son affectation » .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Approbation de la révision de l'opération d'investissement n°2015120400 – Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 2 Marseille – et de son affectation ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 013-013/19/CT

■ **Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégadé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc 3ème - 4ème Chartreux et Chutes-Lavie - 13ème - 14ème - 15ème et 16ème arrondissements - Approbation de l'avenant 21**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/16982/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégadé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arcenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes-Lavie, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements – Approbation de l'avenant n°21 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégadé, suite au drame de la rue d'Aubagne,

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier mais aussi sévir, et, lorsqu'il le faut, pouvoir porter atteinte sans délais à la propriété privée qui constitue les trois quarts du parc habité et la source principale du mal-logement. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation, un renforcement des moyens humains, un cadre opérationnel contractualisé avec l'Etat et des outils dédiés à hauteur des ambitions : un aménageur d'intérêt national et une foncière d'habitat.

Toutefois sans attendre la mise en place de ce cadre, la Métropole a décidé d'engager sans délais une action avec les outils existants.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la métropole Aix-Marseille Provence est concédante de deux opérations d'Éradication de l'Habitat Indigne (EHI) suite au transfert des compétences concernées. Ces concessions d'aménagement ont été contractualisées en 2007 entre la ville de Marseille et deux concessionnaires, respectivement Marseille habitat et Urbanis Aménagement. Mises en place dans le cadre du premier protocole d'Éradication de l'Habitat Indigne, elles en constituent le volet opérationnel coercitif. Elles offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Il était demandé à chaque concessionnaire d'atteindre à échéance de 2019 les objectifs suivants :

- traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,

- acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,

- effectuer, en substitution des propriétaires défaillants, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures de police de l'habitat.

Compte tenu de l'urgence à agir, il est proposé aujourd'hui d'augmenter significativement l'objectif des concessions EHI en traitant 50 immeubles dégradés supplémentaires dans chaque concession en engageant la maîtrise foncière de ces immeubles par voie d'expropriation dans un temps limité en se donnant les moyens de cette ambition :

- une prorogation jusqu'au 31 décembre 2021,

- la revente des immeubles maîtrisés en priorité à des bailleurs sociaux à prix d'équilibre, et à la marge à des propriétaires privés pour du logement locatif social ou de l'accession selon les situations,

- une augmentation de la participation publique correspondante puisque ces opérations seront largement déficitaires et que les opérateurs doivent renforcer leur effectifs pour tenir les délais contraints.

Pour le lot 2, la concession n° T1600919CO a fait l'objet de l'approbation régulière des comptes rendus annuels à la collectivité et des divers avenants actualisant ses objectifs.

Par délibération du n°007-4213/18/CM du 28 juin 2018 a été approuvé le Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 ainsi que l'avenant n°20 afférent.

A cette échéance la concession présentait les caractéristiques suivantes :

Montant total des dépenses :
20 265 513 euros TTC

Montant total des recettes :
9 977 589 euros TTC

Participation publique à l'équilibre du bilan : 10 287 924 euros TTC

Le bilan opérationnel est le suivant :

- 24 immeubles acquis par le concessionnaire,
- 51 lots maîtrisés pour portage dans 12 immeubles : 27 logements ont été revendus à ce jour,
- 94 logements livrés dont 43 étaient sous maîtrise d'ouvrage Urbanis Aménagement.

Sur les 75 immeubles inscrits, 55 ont été traités.

Pour augmenter l'objectif opérationnel de 50 immeubles à maîtriser et revendre à échéance du 31 décembre 2021 le nouveau bilan de la concession EHI lot 2 s'établit comme suit :

Montant total des dépenses :
36 154 478 euros TTC

Montant total des recettes :
36 136 910 euros TTC

Participation publique à l'équilibre du bilan :
24 811 253 euros TTC

soit une participation métropolitaine augmentée de
14 523 329 euros.

Un avenant n°21 à ladite convention propose la prorogation de deux ans de la concession n° T1600919CO, l'augmentation des objectifs opérationnels et les moyens financiers alloués en conséquence.

Les travaux d'office réalisés par le concessionnaire pour le compte de la ville de Marseille feront l'objet d'un remboursement à la concession sur justificatifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes-Lavie, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements – Approbation de l'avenant n°21 d'augmentation des objectifs et de prorogation.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes-Lavie, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements – Approbation de l'avenant n°21.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes-Lavie, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements – Approbation de l'avenant n°21.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 014-014/19/CT

■ **Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Programme d'interventions à déclarer d'utilité publique sur du patrimoine privé dégradé - Approbation du troisième programme de restauration immobilière à soumettre à enquête publique - Approbation des modalités de concertation publique pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer l'utilité publique**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/16986/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Programme d'interventions à déclarer d'utilité publique sur du patrimoine privé dégradé – Approbation du troisième programme de restauration immobilière à soumettre à enquête publique – Approbation des modalités de concertation publique pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer l'utilité publique » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé, suite au drame de la rue d'Aubagne.

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier mais aussi sévir, et, lorsqu'il le faut, pouvoir porter atteinte sans délais à la propriété privée lorsqu'elle est source de mal-logement. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale, un renforcement des moyens humains et financiers, un cadre opérationnel contractualisé avec l'Etat et des outils dédiés à la hauteur des ambitions : un aménageur d'intérêt national et une foncière d'habitat.

Sans attendre la mise en place effective de ce cadre opérationnel, la Métropole a décidé d'engager sans délais à Marseille certaines actions avec les outils existants.

Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celles de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur un patrimoine dégradé du fait de l'inaction volontaire ou du manque de moyens financiers des propriétaires, ou de la négligence.

Restauration immobilière :

Dans le cadre de l'opération Grand Centre Ville de Marseille, la SOLEAM anime depuis 2016 l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat à volet Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multisites grand centre ville à volet copropriétés dégradées incitant les propriétaires et les copropriétaires privés à réhabiliter leur propre patrimoine par le biais d'un dispositif d'accompagnement technique et financier. Faute d'adhésion des propriétaires à ce dispositif incitatif après plusieurs mois d'animation de l'opération malgré l'information, les mailings et le démarchage, il a été décidé de recourir à la procédure de restauration immobilière pour imposer les travaux nécessaires à la réhabilitation globale et pérenne des immeubles ciblés. A cette fin, une concertation a été organisée en février 2018 dont le bilan a été approuvé par délibération URB 015-3854/18/CM du 18 mai 2018.

Parmi les immeubles repérés comme les plus dégradés, 28 ont fait l'objet en septembre puis en décembre 2018 d'une saisine de la Préfecture sollicitant l'ouverture des enquêtes publiques préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) qui imposera un programme de travaux, à réaliser dans un délai fixé, sous peine d'expropriation des propriétaires défaillants.

Dans le cadre du renforcement de l'action en matière de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, il apparaît désormais incontournable d'imposer un troisième programme de restauration immobilière sur l'ensemble des immeubles privés le nécessitant inclus dans le périmètre de l'OPAH-RU multisites.

Il s'agit de 47 immeubles en état médiocre ou mauvais, dont 24 copropriétés, dont la moitié sont fragiles, et 23 propriétés uniques. Le programme des travaux concernant ces immeubles à soumettre à enquête publique est joint en annexe.

Les immeubles expropriés permettront de produire du logement aidé, locatif social ou en accession à la propriété, dans le respect de la réglementation de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) à chaque fois qu'elle participera au financement des opérations.

Production de logements sociaux :

Le deuxième volet d'action est l'application de la stratégie qui sera systématisée une fois en place les outils dédiés ; elle consiste à transformer le parc « social de fait » en parc « social de droit » en expropriant à cette fin les immeubles objets des actes de polices de l'habitat révélant l'incurie des propriétaires privés. Est ainsi visé l'expropriation de 100 immeubles dans le délai le plus court pour produire du logement social.

A Marseille, deux aménageurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, sont actuellement signataires de concessions d'Eradication de l'Habitat Indigne (EHI) jusqu'à fin 2019 qui leur permet d'agir dans ce champ de compétence pour le compte de la Métropole. A cet effet sont proposés, par rapports distincts présentés à cette même séance du Conseil métropolitain, les avenants actualisant les objectifs opérationnels, les moyens et la durée de ces deux concessions pour la maîtrise de 50 immeubles chacune à échéance 2021. Le recours à ces outils permet d'enclencher dès à présent les procédures de maîtrise foncière devant aboutir à l'expropriation de ces immeubles en vue de reconstituer une nouvelle offre de logement social, notamment dans les secteurs carencés.

Le champ d'intervention prioritaire des concessionnaires EHI est constitué par les immeubles objets d'interventions et d'évacuations. Sur les quelques trois cents adresses déjà signalées, doivent être identifiés précisément les immeubles d'habitation privés qui devront faire l'objet d'un programme de travaux de réhabilitation et restructuration en vue de la production de logements sociaux institutionnels. La maîtrise foncière de ces biens impose l'obtention d'une Déclaration d'Utilité Publique du programme d'habitat social (DUP "logement social").

Cet objectif de maîtrise d'une centaine d'immeubles privilégie les immeubles isolés dont le traitement ponctuel ne remet pas en cause une restructuration à l'îlot, ou dont les désordres ne découlent pas d'une pathologie d'ores et déjà identifiée affectant la stabilité des sols sur un périmètre plus large ou issue des mitoyens.

Compte tenu du cadre d'intervention, le recours massif aux DUP "logement social" relève d'une

logique de renouvellement urbain et nécessite une concertation publique préalable dont le bilan devra être approuvé pour la constitution du dossier d'enquête publique.

Réserve foncière :

Pour les immeubles dégradés situés dans des îlots urbains dont l'état général est préoccupant, soit du fait des pathologies à la source des désordres (instabilité des sols, réseaux vétustes et fuyards, techniques de construction déficientes, etc.) soit du fait de la dégradation ou de la mutation de l'environnement urbain (proximité d'infrastructure générant de fortes nuisances, configuration morphologique obsolète des îlots, etc.) la maîtrise ponctuelle des immeubles dégradés ne permet pas d'apporter une solution d'ensemble pérenne. Pour répondre à ces situations qui appellent une maîtrise plus large et parfois du remembrement foncier propices aux opérations de renouvellement urbain nécessaire, il convient de pouvoir acquérir des immeubles sans connaître encore leur destination dans un projet d'ensemble. Pour être efficace cette stratégie appelle de recourir à la Déclaration d'Utilité Publique « réserve foncière » qui permet d'engager les expropriations utiles ou nécessaires. Cette DUP « réserve foncière » constitue un outil complémentaire de la politique poursuivie de lutte contre l'habitat privé dégradé et le renouvellement urbain qu'elle nécessite à plus large échelle.

Compte tenu que les DUP "Réserve foncière", nécessitent également d'être soumises à concertation publique, celle-ci sera conjointe à celle organisée pour le DUP « logement social » puisqu'elles s'inscrivent dans le même stratégie intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

Les modalités de concertation adoptées concernant la production de logements sociaux à Marseille par voie d'expropriation et la constitution de réserve foncière propice au renouvellement urbain dans le cadre de la lutte contre l'habitat dégradé, consisteront en :

- une exposition dans un lieu public pendant un mois des documents présentant la stratégie intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé et son volet relatif à la transformation du parc privé « social de fait » en parc « social de droit » ainsi que la constitution de réserves foncières propices au renouvellement urbain des îlots dégradés ou obsolètes, explicitant la procédure de Déclaration d'Utilité Publique à solliciter pour poursuivre l'expropriation du foncier privé entrant dans cette stratégie

- des registres mis à disposition du public, permettant de consigner les remarques, questions et observations des habitants et usagers.

- une permanence technique, dont le calendrier sera précisé dans l'avis public, permettant d'apporter des explications et répondre aux questions.

Les dates et lieux de l'exposition seront portés à la connaissance du public par un avis qui sera publié dans deux journaux locaux, affiché en mairie de Marseille et au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et mis en ligne sur les sites internet des collectivités concernées.

A l'issue la concertation, un bilan sera soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante compétente. Une synthèse du bilan de la concertation, apportant les réponses aux questions soulevées le cas échéant par le projet, sera consultable en ligne sur le site internet indiqué par les collectivités concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Programme d'interventions à déclarer d'utilité publique sur du patrimoine privé dégradé – Approbation du troisième programme de restauration immobilière à soumettre à enquête publique – Approbation des modalités de concertation publique pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer l'utilité publique.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à Le projet de délibération portant sur « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Programme d'interventions à déclarer d'utilité publique sur du patrimoine privé dégradé – Approbation du troisième programme de restauration immobilière à soumettre à enquête publique – Approbation des modalités de concertation publique pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer l'utilité publique ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Programme d'interventions à déclarer d'utilité publique sur du patrimoine privé dégradé – Approbation du troisième programme de restauration immobilière à soumettre à enquête publique – Approbation des modalités de concertation publique pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer l'utilité publique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 015-015/19/CT

■ Réhabilitation du parc de logements privés - Approbation du règlement du dispositif d'aides en complément de l'ANAH sur le territoire de Marseille Provence DUFVS 19/16995/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Déléataire des aides de l'Anah, la métropole est maître d'ouvrage des opérations programmées d'amélioration de l'habitat privé sur son territoire. Chaque conseil de territoire approuve des conventions de programme dans lesquels les aides de l'Anah, de la métropole et des partenaires financeurs sont précisées.

C'est ainsi que le conseil de territoire de Marseille Provence pilote un Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux », des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat à volet Renouvellement Urbain (OPAH RU) sur Marseille, La Ciotat et Marignane, des plans de sauvegarde sur les grandes copropriétés dégradées. Chaque opération donne lieu à une convention de programme, précisant les objectifs et les aides apportées par l'Anah et les collectivités. Par le biais de ces conventions, la Métropole octroie les aides de l'Anah qui restent instruites et payées par les services décentralisés de l'Anah, pour le compte de la Métropole Aix Marseille Provence.

Afin d'amplifier l'impact des aides de l'Anah en lien avec les spécificités du territoire et les enjeux déclinés dans les documents de planification – Programme Local de Habitat, Protocole de Lutte contre l'Habitat Indigne (LHI), Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), Accord partenarial pour une politique d'intervention sur les copropriétés fragiles et dégradées, Programmes territoriaux spécifiques – le conseil de territoire complète sur fonds propres les aides contractualisées dans les conventions partenariales. Il convient aujourd'hui de préciser et harmoniser à travers un règlement général, la nature de ces aides et leurs modalités d'application pour les programmes en cours et à venir.

Les objectifs d'amélioration visés concernent :

- Requalifier, revitaliser des quartiers d'habitat vétuste
- Contribuer à la lutte contre l'habitat dégradé, l'insalubrité.
- Améliorer la performance énergétique du parc privé
- Requalifier le parc social de fait en parc social de droit
- Produire des logements à loyer maîtrisé.

- Accompagner le redressement des copropriétés fragiles ou dégradées
- Adapter les logements pour le maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées

Trois types de bénéficiaires sont ciblés : les propriétaires occupants, aux ressources modestes, les propriétaires bailleurs acceptant le conventionnement de leur logement à loyer social, le syndicat des copropriétaires en cas de travaux sur parties communes en copropriété.

Aides de Marseille Provence en direction des propriétaires occupants :

- Une prime « Habiter Mieux » de 2000 ou 3000 euros selon la performance atteinte après travaux, générant un gain énergétique important, conforme à l'objectif de réduction des besoins énergétiques, du « Plan Climat d'AMP » ; le gain après travaux est mesurée par le Diagnostic de performance énergétique.

- Une prime « Accession à la propriété » de 5000 euros dans des secteurs présentant une trop forte présence de logements locatifs. Elle vise à attirer des propriétaires occupants qui s'engagent à acquérir et réaliser des travaux d'amélioration dans un logement pour y résider pendant au moins 6 ans. La prime sera engagée après compromis de vente et payée au vu de l'acte notarié authentique.

Aides de Marseille Provence en direction des propriétaires bailleurs :

- Une prime « de réduction de loyer » de 50 euros/m² pour inciter les propriétaires bailleurs à appliquer un loyer modéré pour des locataires sous plafonds de ressources. La convention de logement social ou très social passée pour une durée de 9 ans avec l'Anah permet aux locataires de bénéficier de l'Aide Personnalisée au Logement versée par la CAF. De plus, le logement est comptabilisé dans l'inventaire des logements locatifs sociaux (loi SRU) réalisé par l'Etat dans chaque commune.

- Une prime d'intermédiation locative, de 2000 euros, pour les propriétaires bailleurs s'engageant à confier leur logement à une structure agréée d'intermédiation locative (Agence immobilière sociale ou association) pour une durée d'au moins 3 ans. L'intermédiation locative permet au propriétaire de déléguer et de sécuriser la gestion de son bien via une location principale ou un mandat confié à ladite structure qui assurera l'accompagnement des ménages fragiles.

- Une aide au Bail à Réhabilitation de 20% des travaux plafonnés à 10 000 euros par logement, pour les organismes agréés pour la maîtrise d'œuvre d'insertion et la gestion locative de ménages aux ressources très modestes logés à des loyers très sociaux.

Aides de Marseille Provence en direction des copropriétés fragiles et dégradées :

- une aide aux travaux sur parties communes à hauteur de 20 % du montant des travaux toutes taxes comprises. Sont concernées les copropriétés fragiles et dégradées faisant l'objet d'une opération programmée (OPAH CD, Plan de Sauvegarde ou OPAH RU A volet Copropriété Dégradée.
- une aide prenant en charge l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) nécessaire pour l'obtention d'une subvention de l'Anah, lorsque la copropriété ne peut pas être assistée par une équipe opérationnelle, soit parce qu'il n'y en a pas, soit parce que l'équipe n'a pas la disponibilité pour répondre rapidement à la demande.

Il s'agit aujourd'hui d'approuver le règlement ci-annexé des aides accordées par Marseille Provence sur fonds propres dans le cadre des opérations partenariales signées avec l'Anah. Ce règlement est susceptible d'évolutions qui seront approuvées par avenant soumis à l'assemblée délibérante ou donneront lieu au besoin à refonte complète d'un nouveau règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt d'inciter les propriétaires occupants, bailleurs et les copropriétaires à engager des travaux de réhabilitation permettant le maintien d'un parc d'habitat privé en bon état ;
- Que l'incitation à la réduction des loyers, à la production de loyers sociaux, à l'intermédiation locative, notamment lors de la remise sur le marché de logements vacants pour produire une nouvelle offre de logements sociaux dans le parc privé et améliorer les conditions de vie des populations modestes et fragiles constitue une priorité affichée du Programme local de l'habitat.
- L'importance d'améliorer la performance énergétique du parc de logements occupés par des propriétaires aux ressources modestes ;
- La pertinence d'aider les copropriétés fragiles et dégradées à effectuer en priorité des travaux sur les parties communes quand elles nécessitent des travaux de gros œuvre ou de mises aux normes et que la copropriété est endettée.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve le Règlement d'application des aides sur fonds propres ci-annexé. Ce règlement est applicable pour toute nouvelle opération, il entrera en application sur les opérations en cours à l'occasion d'avenants aux conventions initiales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Proximité"

PROX 001-016/19/CT

■ **Approbation de la révision et de l'affectation d'opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et de la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille Provence**

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17039/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire Marseille-Provence, comprenant les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre de la première Décision Modificative de l'année 2019, sont inscrites deux opérations d'investissement qui nécessitent une révision de son autorisation de programme.

En effet, tout d'abord l'opération n°2017106800 intitulée « ALLAUCH – Aménagement accès du Lycée Enco de Botte » doit être révisée à hauteur de 5 000 000 euros TTC. L'amélioration de l'aspect qualitatif du séparateur longitudinal entre la chaussée et la voie verte ainsi que la prise en compte des résultats des reconnaissances géotechniques qui préconisent une reprise de la structure de la chaussée (non prévu initialement), nécessitent une augmentation du financement

Ensuite, l'opération n°2018106400 intitulée « MARSEILLE 13007 – Aménagement de la rue des Catalans » doit être révisée à hauteur de 4 000 000 euros TTC. Cette augmentation résulte à la fois de l'intégration dans le cadre du périmètre de cette opération, des rues de Suez, Papety, Aleman, Girardin et Charas (entre Bd Charles Livon et Av de la Corse), et d'un traitement très qualitatif de l'espace viaire. Le projet d'aménagement consiste ainsi à

étendre la reprise qualitative des revêtements de surface des trottoirs et chaussées sur l'ensemble de ces voies adjacentes à la rue des catalans.

Enfin, l'opération n°2018100600 intitulée « MARSEILLE 13013 – Aménagement parking Lafforage » doit être révisée à hauteur de 690 000 euros TTC. Cette révision est la conséquence du résultat des consultations (maitrise d'œuvre et travaux) et du surcoût lié à la création des murs de clôture avec un aménagement paysager plus qualitatif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération «Approbation de la révision et de l'affectation d'opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et de la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation de la révision et de l'affectation d'opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et de la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 002-017/19/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Marseille 13005 - Aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari - Annule et remplace la délibération du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17032/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari dans le 5^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille.

Par la délibération n°MET 18/8851/CM en date du 13 décembre 2018, portant « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – MARSEILLE 13005 – Aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari » est supprimée et remplacée par la présente compte tenu de l'extension du périmètre d'intervention et d'aménagement. Le montant de l'autorisation de programme reste fixé à 4,2 millions d'euros.

Ce périmètre comprend désormais:

- En ce qui concerne la rue Ferrari, la partie comprise entre la place Jean Jaurès et la rue Saint-Pierre (6 100 m²).

- En ce qui concerne la rue Saint-Pierre, la partie comprise entre la place Jean Jaurès et l'allée Fraissinet d'une part (7 500 m²), et celle située entre la rue Jean Martin et l'entrée du cimetière Saint-Pierre (12 300 m²).

Le projet de voirie envisagé, consiste à restructurer et réorganiser l'espace suivant les usages et les besoins.

A cet effet, l'opération d'investissement « Marseille 13005 - Aménagement de la rue Saint-Pierre et de la rue Ferrari », pour un montant de 4 200 000 €, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « MARSEILLE 13005 – Aménagement de la rue Saint-Pierre et de la rue Ferrari » - Annule et remplace la délibération N°MET 18/8851/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 » dans

l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « MARSEILLE 13005 – Aménagement de la rue Saint-Pierre et de la rue Ferrari » - Annule et remplace la délibération N°MET 18/8851/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 » dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 Voirie Métropolitaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 003-018/19/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du parking du Fangas - boulevard du Redon Marseille 9ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/16882/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la réalisation du parking du Fangas, au boulevard du Redon dans le 9^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille

Le périmètre de l'opération comprend une superficie de 1 000m² à aménager. Actuellement sur site, existe un parking sauvage non régleménté.

Le projet de voirie envisagé, consiste à aménager un parking de 49 places au cœur du noyau villageois du Redon (13009).

A cet effet, l'opération d'investissement n°2017 1 017 00 : « Aménagement de la création du parking du Fangas, boulevard du Redon, Marseille 13009 », pour un montant de 200 000 €, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « MARSEILLE 13009 – Aménagement du parking du Fangas, boulevard du Redon » » dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 Voirie Métropolitaine.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « MARSEILLE 13009 – Aménagement du parking du Fangas, boulevard du Redon » dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 Voirie Métropolitaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 004-019/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Rue François Mauriac Marseille 10^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17040/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la rue François Mauriac (13010).

Le projet consiste à réaménager cette voie entre la place de Pont de Vivaux et la rue Romain Rolland pour sécuriser les cheminements piétons et organiser le stationnement.

A cet effet, l'opération d'investissement «Rue François Mauriac Marseille 10^{ème} arrondissement » pour un montant de 400 000 euros, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – Rue François Mauriac Marseille 10^{ème} arrondissement » dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement -Rue François Mauriac Marseille 10^{ème} arrondissement » pour un montant de 400 000 euros, , dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 005-020/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Boulevard de la Barasse Marseille 11^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17041/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement du boulevard de la Barasse (chaussée et trottoir coté pair) .

Cet aménagement comprend la reprise des revêtements, des bordures et l'organisation du stationnement entre les rues Albert et montée Montgrand (13011).

A cet effet, l'opération d'investissement « Boulevard de la Barasse Marseille 11^{ème} arrondissement » pour un montant de 300 000 euros, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – Boulevard de la Barasse Marseille 11^{ème} arrondissement » dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Boulevard de la Barasse Marseille 11^{ème} arrondissement » pour un montant de 300 000 euros, dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 006-021/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la traverse de la Baume Loubière Marseille 13^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/16863/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la traverse de la Baume Loubière dans le 13^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille

Le périmètre d'étude de l'opération se situe entre le chemin de Château Gombert et la partie élargie de la traverse soit un linéaire de 860 mètres. Périmètre à réaménager compte tenu de nombreux projets de constructions en cours de réalisation.

Le projet de voirie envisagé, consiste à élargir la voie pour permettre le croisement des véhicules et à sécuriser les modes doux de déplacement.

A cet effet, d'investissement n°2019101500 intitulée « MARSEILLE – 13013 - Aménagement de la traverse de la Baume Loubière », pour un montant de 200 000 euros, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée, afin de financer les différentes études relatives à la définition du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « MARSEILLE 13013 – Aménagement de la traverse de la Baume Loubière » dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Marseille 13013 - Aménagement de la traverse de la Baume Loubière » pour un montant de 200 000 euros dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 007-022/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du rond point chemin de la Pounche - Avenue Fournacle - Mère Thérèse Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17029/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la création d'un rond point au croisement du chemin de la Pounche, avenue Fournacle et rue Mère Thérèse dans le treizième arrondissement de Marseille.

A cet effet, l'opération d'investissement « Marseille 13013 – Aménagement du rond point chemin de la Pounche - avenue Fournacle - Mère Thérèse », pour un montant de 250 000 euros, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du rond point chemin de la Pounche – Avenue Fournacle – Mère Thérèse Marseille 13^{ème} arrondissement » dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Aménagement du rond point chemin de la Pounche – Avenue Fournacle – Mère Thérèse Marseille 13^{ème} arrondissement » dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 008-023/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Place Tarquin - Marseille 15^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/16891/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la place Edgar Tarquin dans le 15^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille afin d'offrir un cadre de vie de qualité aux riverains.

Cette place sert actuellement de zone de parking aux riverains suite à de nombreuses constructions immobilières au droit de cette place.

Le périmètre de l'opération comprend une surface de 3 600m² avec reprise des revêtements de la place en pierre naturelle pour les espaces piétonniers. Une réfection des trottoirs et de la chaussée des voies périphériques est envisagée, en sus de la rénovation des espaces verts.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2019 1 014 00 : « MARSEILLE 13015 – Place Tarquin », pour un montant de 1 500 000 €, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Place Tarquin - Marseille 15ème arrondissement » ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Place Tarquin - Marseille 15ème arrondissement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 009-024/19/CT

■ Approbation de l'affectation partielle de l'opération d'investissement relative à l'amélioration de l'accès de la porte 4 du Port de Marseille 15ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17009/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Charte Ville-Port, signée en 2013 par les institutions publiques (Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental 13, Communauté urbaine de Marseille, Ville de Marseille), le Grand Port Maritime de Marseille et Euroméditerranée, affirme la nécessaire adaptation des bassins de Marseille et la réallocation des sites par blocs d'exploitations cohérents.

Consécutivement à la restructuration des terminaux à passagers engagée par le Grand Port Maritime de Marseille (relocalisation du trafic Maghreb au Cap Janet et du trafic Corse à Arenç) une étude de préféabilité a été conduite par la DREAL et le GPMM en faveur du réaménagement de la porte 4 du port située dans le 15ème arrondissement de Marseille.

Cette étude a mis en avant le fait que les voiries d'accès à la porte 4 supportent un trafic routier intense (jusqu'à 3040 véhicules/heure en entrée/sortie de la porte 4 au moment des débarquements) mélangeant les poids lourds porte-conteneurs qui desservent le terminal de Mourepiane, les cars de tourisme, les taxis, les véhicules particuliers du terminal croisière, les embarquements et débarquements des passagers des ferries.

Ce trafic routier est générateur de conflits d'usages et pose des problèmes de confort et de sécurité pour les piétons. Par ailleurs la porte 4 souffre d'un manque de visibilité de l'accès et des points de dépôt ainsi qu'un déficit de places de stationnement.

L'étude de préféabilité a permis de retenir une solution de réaménagement des voiries pour améliorer l'accessibilité en dédoublant la porte 4 via la création d'une porte 4bis dédiée aux flux vers l'international.

Le Comité de pilotage de la Charte Ville-Port du 10 juin 2016 a acté que la Métropole assurerait la maîtrise d'ouvrage du projet d'aménagement de la desserte routière du terminal international en

articulation avec les travaux pilotés par le Grand Port Maritime de Marseille dans son emprise.

Cette opération est inscrite à l'avenant n°2 du Contrat de Plan État-Région 2015-2020 adopté par l'Assemblée régionale du 13 juillet 2016 et retranscrit dans la convention départementale d'application des Bouches du Rhône, adoptée par l'Assemblée régionale du 3 novembre 2016, sur la base d'une enveloppe budgétaire évaluée à 10,5 M€ HT.

A cet égard, la présente opération d'aménagement fait l'objet de l'approbation au Conseil Métropolitain de ce jour, d'une convention de partenariat et de financement, permettant la prise en charge d'une partie de l'investissement. Ainsi, au titre de la convention susmentionnée, il convient d'indiquer la clé de répartition des cofinancements :

- Conseil départemental des Bouches-du-Rhône : 4 000 000 euros
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : 2 500 000 euros
- Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 4 000 000 euros

Par délibération VOI 008-1510/16/CM du 15 décembre 2016 l'autorisation de programme correspondante a été affectée partiellement pour un montant de 12 600 000€.

Un marché de maîtrise d'œuvre a été conclu pour reprendre les études et aboutir à un dossier Projet permettant de rédiger les marchés de travaux. Ces études ont mis en avant une sous-estimation du budget nécessaire à la réalisation de l'opération, dans un contexte d'évolution du programme suite à la concertation préalable menée à l'automne 2018.

Ainsi, afin de mener à bien cette opération et en prévision de l'enquête publique prévue au printemps 2019, l'affectation partielle de l'autorisation de programme correspondante d'un montant de 14 000 000 euros est nécessaire pour l'attribution des marchés de travaux. Un avenant à la convention de partenariat et de financement sera établi pour fixer la répartition des montants supplémentaires. Cette affectation totale de l'autorisation de programme doit être approuvée au Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 008-1510/16/CM du 15 décembre 2016 affectant partiellement l'autorisation de programme ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'affecter partiellement l'autorisation de programme de réaliser les études et travaux concernant l'opération d'amélioration de l'accès à la Porte 4 du port de Marseille, à Marseille (15ème arrondissement).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 010-025/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la rue Rabelais Marseille 16ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/16888/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la rue Rabelais dans le 16^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille.

Le périmètre de l'opération se situe entre le carrefour avenue André ROUSSIN et le chemin de Saint HENRI . La surface à traiter est de 4 200 m² environ. Dans la partie à sens unique à créer, la chaussée existante sera recalibrée entre 3,90 m et 4,00 m de largeur. Les trottoirs seront élargis pour les rendre accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite. Une zone 30 est envisagée dans la partie étroite de la voie.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2019 1 009 00 : « MARSEILLE 13016 – Aménagement de la rue Rabelais », pour un montant de 480 000 €, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « MARSEILLE 13016 – Aménagement de la rue Rabelais » » dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 Voirie Métropolitaine.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement » MARSEILLE 13016 – Aménagement de la rue Rabelais » » dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 Voirie Métropolitaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 011-026/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Création d'une voie de liaison entre les avenues du Général de Gaulle et du Septième Régiment du Tirailleur Algérien Commune de Plan-de-Cuques

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17031/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la création d'une voie de liaison entre les avenues du Général de Gaulle et du Septième Régiment du Tirailleur Algérien.

Le projet consiste à effectuer le raccordement de la rue de Chantons sur une voie de liaison à créer entre l'avenue du Général de Gaulle et l'avenue du Septième Régiment du Tirailleur Algérien.

A cet effet, l'opération d'investissement « Création d'une voie de liaison entre les avenues du Général de Gaulle et du Septième Régiment du Tirailleur Algérien commune de Plan-de-Cuques », pour un montant de 150 000 euros, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Cette opération prendra en charge dans un premier temps les études de faisabilité technique du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – Création d'une voie de liaison entre les avenues du Général de Gaulle et du Septième Régiment du Tirailleur Algérien commune de Plan-de-Cuques » dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Création d'une voie de liaison entre les avenues du Général de Gaulle et du Septième Régiment du Tirailleur Algérien commune de Plan-de-Cuques » dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 013-027/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du chemin de Sainte-Brigitte Commune de Ceyreste

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17030/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement du chemin de Sainte Brigitte sur la commune de Ceyreste.

Actuellement, cette voie présente deux profils différents, avec 8m de largeur sur 180m et 13 m sur environ 220 m de long.

Compte tenu de la présence de l'autoroute en parallèle de la voie, il est envisagé de créer un seul et unique trottoir, avec piste cyclable et places de stationnement.

A cet effet, l'opération d'investissement « Ceyreste – Aménagement du chemin de Sainte Brigitte », pour un montant de 150 000 euros, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – Aménagement du chemin de Sainte Brigitte commune de Ceyreste » dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du chemin de Sainte Brigitte commune de Ceyreste » pour un montant de 150 000 euros T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 014-028/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du Haut de l'avenue Eugène Julien Commune de Ceyreste

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17025/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit de requalifier et élargir la partie métropolitaine de l'avenue Eugène Julien en impasse sur la commune de Ceyreste.

Cette voie présente un profil en long très pentu et un profil en travers de 6 mètres de large. Elle dessert plusieurs équipements : camping, centre aéré, terrains de sport. Le plateau faisant office d'aire de retournement est le point de départ de nombreuses randonnées en zone Natura 2000.

Le linéaire de voie à traiter est de 320 mètres linéaires.

Cette voie fait l'objet d'un emplacement réservé à 8 mètres dont les terrains d'assiette appartiennent principalement à la Commune facilitant ainsi la mise en œuvre d'un élargissement qui permettra la réalisation d'une chaussée de 5 mètres de large avec un trottoir unilatéral de 3 mètres. Il conviendra également de prendre en compte la desserte en transport en commun, la nécessité de développer l'offre de stationnement sur la partie haute et la création d'un réseau pluvial aujourd'hui inexistant.

A cet effet, l'opération d'investissement « Ceyreste – Aménagement du Haut de l'avenue Eugène Julien », pour un montant de 1 500 000 euros, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « CEYRESTE – Aménagement du Haut de l'avenue Eugène Julien » » dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du Haut de l'avenue Eugène Julien commune de Ceyreste » dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 016-029/19/CT

■ Approbation d'une convention de remise des ouvrages du bassin de la Parette avec la Société de la Rocade L2 à Marseille 12ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/16860/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales ; le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La rocade L2 constitue une voie rapide urbaine sur le territoire de la Ville de Marseille reliant les autoroutes A7 et A50. De nombreux protocoles successifs ont été signés entre l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches du Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour financer les opérations d'accompagnement de la rocade L2.

Pour permettre la réalisation rapide de l'ensemble de la liaison L2 dans des conditions économiques optimisées, l'État a signé le 07 octobre 2013 un contrat de partenariat avec la Société de la Rocade L2 portant sur le financement, la conception, la construction, la gestion technique et la maintenance de l'infrastructure.

Conformément aux dispositions du Contrat de Partenariat, le Titulaire est chargé de finaliser dans le cadre des travaux de la L2 Est, les travaux du bassin d'orage de la Parette, qui ne reçoit pas les eaux de la L2, mais les eaux de surface. Ce bassin se situe sur l'avenue Pierre Chevallier, à Marseille 12^{ème} arrondissement.

Par délibération n° VOI 006-637/12/CC du 26 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé une convention cadre sur le foncier de la rocade L2 entre l'Etat et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Cette convention, figurant en annexe 5 du contrat de partenariat, expose les modalités de reprise en gestion par les collectivités des ouvrages et aménagements, qui ne sont pas situés en surface des ouvrages autoroutiers, et notamment les ouvrages de franchissement, de rétablissement, de création de voiries, ou de réseaux. L'article 5.2. de cette convention prévoit de conclure des conventions de remise en gestion.

Dans ce contexte, le bassin de la Parette est destiné, après réalisation des travaux, à être transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément aux stipulations du Contrat de Partenariat, dans l'objectif d'aménager un parking relais de 380 places en superstructures au dessus du bassin.

Il convient donc d'approuver la convention de transfert de gestion du bassin de la Parette réalisé dans le cadre de la rocade L2 Est, qui définit les conditions de transfert de gestion de ce bassin à la Métropole Aix-Marseille-Provence après travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 006-637/12/CC du 26 octobre 2012 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la convention cadre sur le foncier de la Rocade L2 ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la délégation des compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver, la convention de transfert de gestion du bassin de la Parette réalisé dans le cadre de la création de la rocade L2 Est à Marseille 12^{ème} arrondissement, qui définit les conditions de transfert de gestion de ce bassin à la Métropole Aix-Marseille-Provence après travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'approbation de la convention de transfert de gestion du bassin de la Parette réalisé dans le cadre de la création de la rocade L2 à Marseille 12^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 017-030/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement relative aux opérations d'accompagnement de la Rocade L2 à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/16970/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La rocade L2, mise en service dans sa totalité le 25 octobre 2018, relie les autoroutes A7 et A50. De nombreux protocoles successifs ont été signés entre l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour financer les opérations d'accompagnement de la rocade L2.

Par délibération VOI 017-462/11/CC du 8 juillet 2011, le Conseil de Communauté a approuvé une convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la rocade L2 entre l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches du Rhône, et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, pour un montant de 75,792 M€HT.

Cette convention signée le 25 octobre 2011 prévoyait des opérations d'aménagement urbain sous la maîtrise d'ouvrage de la communauté urbaine à hauteur de 16,89 M€HT sur le périmètre du boulevard Arnavon et de l'avenue Allende.

Par délibération VOI 008-1276/16/BM du 15 décembre 2016, le Bureau Métropolitain a approuvé une nouvelle convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la L2 intégrant la Ville de Marseille. Cette convention n° 17/0228, signée le 27 février 2017 modifie notamment le périmètre pour les aménagements urbains de la L2 Nord, comprenant désormais la requalification du boulevard Arnavon et l'aménagement du secteur allant du giratoire de Sainte Marthe jusqu'au giratoire du Père Wrevinski. Elle porte le montant des travaux relevant d'une maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à hauteur de 23 M€HT.

Les cofinanceurs réunis le 10 juillet 2018 en Comité de pilotage se sont accordés pour conforter ce programme d'opérations en redéployant, à enveloppe financière constante, des crédits disponibles vers des opérations complémentaires concourant à l'amélioration de l'insertion urbaine de la rocade.

Dès lors, il convient de modifier par avenant la convention financière pluriannuelle du 27 février 2017, pour redéployer 4 M€HT de crédits non consommés au titre des indemnités du MIN, vers des opérations existantes ou complémentaires liées à la rocade L2.

Ce redéploiement est affecté aux opérations suivantes :

- (h1) Aménagements urbains complémentaires de la L2 Nord : + 2 M€HT. Cette opération sous maîtrise d'ouvrage Etat, est financée à hauteur de 1,1 M€ par l'Etat et 0,9 M€ par le Département des Bouches du Rhône.
- (h2) MIN Travaux et indemnisation complémentaires sur le MIN : + 2 M€ HT. Cette opération sous maîtrise d'ouvrage SOMIMAR, est financée à hauteur de 1,1 M€ par la Région et 0,9 M€ par la Métropole.

Par ailleurs, la ville de Marseille modifie son programme d'intervention, compte tenu du non-déplacement de la crèche des Oliviers, tout en maintenant son investissement d'origine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 07-462/M/CC du 08 juillet 2011, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 008-1276/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La Délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 à la convention de financement relative aux opérations d'accompagnement de la rocade L2 ;
- Qu'il convient de redéployer, à enveloppe financière constante, des crédits disponibles vers des opérations complémentaires concourant à l'amélioration de l'insertion urbaine de la rocade.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement relative aux opérations d'accompagnement de la Rocade L2 à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 018-031/19/CT

■ Approbation du bilan de la concertation préalable concernant la requalification des espaces du centre-ville à Marseille 1er et 2ème arrondissements

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 19/17091/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

Par délibération n°VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

La réalisation des études de maîtrise d'œuvre a été confiée au groupement INGEROP Conseil et Ingénierie/Michel DESVIGNE Paysagiste TANGRAM Architectes.

Sur la base des premières études techniques, une concertation préalable dont le lancement a été approuvé par la délibération n°PROX 024-300/18/CT du 26 Juin 2018 du Conseil de Territoire Marseille Provence a été organisée, du 18 décembre 2018 au 05 février 2019.

Les modalités de cette concertation ont fait l'objet d'un avis de presse dans les annonces légales des journaux « La Marseillaise » (en date du 10 décembre 2018) et « La Provence » (en date du 11 décembre 2018).

Trois expositions permanentes, d'une durée de 7 semaines et utilisant comme supports neuf panneaux de concertation se sont tenues :

Au siège institutionnel du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

En Mairie des 1^{er} et 7^{ème} arrondissements de Marseille ;

En Mairie des 2^{ème} et 3^{ème} arrondissements de Marseille.

Les neuf panneaux exposés présentaient l'opération :

- 1 - Le périmètre AVAP de Marseille ; la gamme de matériaux ; la palette végétale ;
- 2 - La mobilité à l'échelle du centre-ville ;

3 - Palette de matériaux ; ambiances paysagères, ambiance et mobilier d'éclairage ;

4 - Le secteur Opéra et rue Beauvau ;

5 - Le secteur du Cours Jean-Ballard et place du Général de Gaulle ;

6 - Le secteur Canebière-partie-basse ;

7 - Le secteur Bourse : rue des Fabres, rue Bir Hakeim, place Gabriel Péri et rue Henri Barbusse ;

8 - Le secteur rue Caisserie ;

9 - Le secteur Mazargan.

Outre les neuf panneaux exposés, une plaquette éditée en 3 000 exemplaires présentant l'opération était disponible sur les lieux d'exposition, ainsi qu'un registre mis à la disposition du public afin de recueillir les avis.

Une réunion publique de lancement de la concertation préalable a été organisée afin de présenter le projet à la population le mardi 18 décembre 2018 à 18h00 au siège institutionnel du Conseil de Territoire Marseille Provence, au Palais du Pharo.

Les observations formulées sur les registres sont très variées et peuvent être regroupées suivant les thèmes suivants :

- L'intérêt du projet ;
- Circulation stationnement ;
- Transports en commun ;
- Modes doux ;
- Parti paysager du projet ;
- Aménagement de l'espace public ;
- Les différents usages ;
- Coûts et phasage des travaux.
- Observations diverses.

De nombreuses remarques ont été portées sur les registres, dont plusieurs contributions écrites d'associations de riverains, de commerçants et des chambres consulaires. Il est à noter que plusieurs avis expriment formellement une satisfaction par rapport au projet. Les remarques exprimées au cours de cette consultation du public ont été étudiées et analysées et constituent le bilan de la concertation préalable qui est joint au présent rapport.

Les principales conclusions que l'on peut tirer de cette concertation sont les suivantes :

-Le projet de requalification des espaces publics du centre-ville recueille globalement des avis très favorables, qui expriment le souhait de disposer d'un centre-ville apaisé, grâce à la piétonnisation de plusieurs secteurs,

-Satisfecit pour les plantations envisagées dans le cadre du projet,

-Vigilance et attention particulière sur la gestion et l'entretien des espaces,

- Préoccupation vis-à-vis de la suppression des places de stationnement en surface et des mesures

de compensation possibles (au niveau tarifaire et nombre de places résidents),

-Modalités de fonctionnement des aires piétonnes (contrôle d'accès, livraisons, dépose minute).

Elles ne remettent pas en cause les objectifs généraux du projet, ni ses caractéristiques.

Le maître d'ouvrage va donc engager sur ces bases, l'opération de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°PROX 024-300/18/CT du 26 Juin 2018 du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver le bilan de la concertation préalable pour la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- Qu'il s'avère nécessaire de poursuivre l'opération de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille intégrant notamment le secteur Mazagran ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant le bilan de la concertation préalable pour la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 019-032/19/CT

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la requalification du Cours Lieutaud Marseille 1er et 6ème arrondissements**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17018/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le cours Lieutaud forme avec le boulevard Garibaldi un axe majeur du centre-ville de Marseille, reliant la Canebière au Nord et le boulevard Baille au Sud ; il fait partie de la ceinture de boulevards initié dans le projet Vieux-Port, délimitant un périmètre ayant vocation à fonctionner en zone apaisée.

Toutefois, son positionnement dans la trame de voirie, son contexte urbain et ses usages actuels se traduisent par une saturation des espaces, ce qui pénalise à la fois la fluidité de la circulation et les cheminements piétons.

L'allègement de trafic opéré depuis la mise en service de la rocade L2 permet désormais d'envisager la requalification urbaine du Cours Lieutaud, qui, avec la rocade du Jarret, constituait l'un des deux grands axes de transit en centre-ville.

Ainsi, par délibération en date du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme de requalification du Cours Lieutaud à Marseille, portant sur 1 300 mètres linéaires, de la Canebière au boulevard Baille en intégrant le boulevard Garibaldi.

Les objectifs principaux du projet sont les suivants :

- Assurer un écoulement satisfaisant de la circulation par une réduction du profil de voirie intégrant un traitement qualitatif des deux grands carrefours intermédiaires ;
- Créer un alignement d'arbres sur chaque rive du Cours Lieutaud ;
- Organiser un stationnement unilatéral rationnel, intégrant des aires de livraison et des emplacements pour les deux roues ;
- Offrir des itinéraires continus pour les modes doux et des cheminements piétons plus confortables ;
- Mettre en valeur le patrimoine bâti remarquable.

La maîtrise d'œuvre de la requalification du Cours Lieutaud est assurée depuis septembre 2017 par le groupement TANGRAM Architectes (Mandataire)/ARTELIA Ville & Transport/Philippe DONJERKOVIC/LATERALE.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera, pour le compte de la Ville de Marseille, les équipements qui relèvent d'une compétence communale : éclairage public (génie civil réseau, câbles, accessoires et matériels), mobilier urbain (bancs) ainsi que Signalisation Lumineuse Tricolore et Vidéoprotection, soit une participation financière de la Ville de Marseille estimée à 1 202 359,20 € TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement des travaux pour la requalification du Cours Lieutaud à Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 001-710/16/CC du 30 juin 2016 approuvant le programme de requalification du Cours Lieutaud et le lancement du concours de maîtrise d'œuvre ;
- La délibération VOI 003-2844/17/CM du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole, approuvant l'affectation de l'opération d'investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 Décembre 2018 relative à la délégation de compétences du conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente Aix-Marseille-Provence Métropole ;
- La délibération du conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 Février 2019.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en raison de l'imbrication des compétences de la Ville et de la Métropole au sein d'une opération unique, la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique s'avère opportune ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 020-033/19/CT

■ Approbation du bilan de la concertation pour la restructuration du terminal international à passagers à Cap Janet Marseille 2ème et 16ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/16814/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Charte Ville-Port, signée en 2013 par les institutions publiques (Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental 13, Communauté urbaine de Marseille, Ville de Marseille), le Grand Port Maritime de Marseille et Euroméditerranée, affirme la nécessaire adaptation des bassins de Marseille et la réallocation des sites par blocs d'exploitations cohérents.

Dans ce cadre, il a notamment été décidé de mener un projet de regroupement sur le terminal existant du Cap Janet les flux de passagers à destination du Maghreb aujourd'hui diffus au sein du port, pour partie traités au Sud (Bassin de la Joliette) et pour partie au Nord du port, sur le Cap Janet. L'objectif est d'offrir une meilleure lisibilité de l'organisation du port, un meilleur niveau de service pour les passagers et une disposition plus opérationnelle pour les compagnies exploitant ces terminaux.

Ce projet est porté par le Grand Port Maritime de Marseille mais le Comité de pilotage de la Charte Ville-Port du 10 juin 2016 a acté que la Métropole assurerait en accompagnement la maîtrise d'ouvrage du projet d'aménagement de la desserte routière du terminal international. Il s'agit donc d'un projet global

avec une maîtrise d'ouvrage conjointement menée en parallèle par le Grand Port Maritime de Marseille et la Métropole.

Par délibération n° VOI-002-1997/BM en date du 18 mai 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé une convention de cofinancement et de partenariat avec le Grand Port Maritime de Marseille, le Département des Bouches-du-Rhône, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et l'Etat.

Par délibération n° VOI 001-3660/18/CM en date du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé les modalités de la concertation préalable pour l'opération de restructuration du terminal international à passagers de Cap Janet.

Cette concertation préalable s'est déroulée du 17 septembre 2018 au 19 octobre 2018.

En application des articles L121-16 et R121-21 du Code de l'Environnement, un bilan de la concertation doit être établi et rendu public.

Le présent rapport a pour objet d'approuver le bilan de la concertation établi conjointement par le Grand Port Maritime de Marseille et la Métropole ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L.121-16 et R.121-21 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI-002-1997/BM du 18 mai 2017 du Bureau de la Métropole approuvant une convention de cofinancement et de partenariat avec le Grand Port Maritime de Marseille, le Département des Bouches-du-Rhône, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et l'Etat ;
- La délibération VOI 001-3660/18/CM du 22 mars 2018 du Conseil de la Métropole approuvant les modalités de la concertation préalable pour l'opération de restructuration

du terminal international à passagers de Cap Janet ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver le bilan tiré de la concertation préalable menée conjointement avec le Grand Port Maritime de Marseille pour le projet de restructuration du terminal international à passagers à Cap Janet, à Marseille (2^{ème} et 16^{ème} arrondissements) qui s'est déroulée du 17 septembre 2018 au 19 octobre 2018 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant le bilan de la concertation préalable menée conjointement avec le Grand Port Maritime de Marseille pour la restructuration du terminal international à passagers à Cap Janet à Marseille (2^{ème} et 16^{ème} arrondissements).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 021-034/19/CT

■ **Approbation de la convention de partenariat liée à la Commission d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques relative à la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/16969/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable (CIA) de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération URB 030-645/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la création de l'opération d'aménagement - Requalification de la promenade du Port Vieux de La Ciotat.

Par délibération VOI 001-3614/18/CM du 15 Février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le bilan de la concertation pour cet aménagement.

Par délibération FAG 047-4101/18/CM séance du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains des travaux d'aménagement de la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux d'aménagement de la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Les travaux nécessaires à la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat occasionneront des perturbations pour l'ensemble des professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de La Ciotat, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CMIA et la prise en charge financière des indemnisations proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Ville de La Ciotat, pour sa part, poursuit son grand projet urbain qui remettra à neuf l'ensemble des voiries et des espaces publics traversés sur ce secteur. La requalification du Port-Vieux a été identifiée comme un enjeu pour le développement de

la commune permettant ainsi d'élargir son rayonnement comme commune littoral et de mettre en valeur la façade portuaire et historique de la ville.

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans, professions libérales et entreprises ;
- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel ;
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA ;
- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 de constitution de la Commission Indemnisation Amiable métropolitaine ;
- La délibération URB 030-645/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le principe de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- La délibération VOI 001-3614/18/CM du 15 février 2018 relative à l'approbation du bilan de concertation préalable pour la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- La délibération FAG 047-4101/18/CM du 28 juin 2018 élargissant le champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à la réalisation des travaux d'aménagement pour la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat portant sur les quais Ganteaume, Général De Gaulle, F.Mitterrand et sur une partie de l'avenue V.Giraud. Il a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux d'aménagement de la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- Par délibération VOI 001-3614/18/CM du 15 Février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le bilan de la concertation pour cet aménagement ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 Décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques relative à la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de La Ciotat, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce sujet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques relative à la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 022-035/19/CT

■ **Approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux de requalification du cours Lieutaud à Marseille 1er et 6ème arrondissements**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/16961/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis plusieurs années, Marseille a engagé une véritable mutation de ses infrastructures routières pour soulager son centre-ville. Le Cours Lieutaud est l'un des axes les plus sollicités de la ville qui souffre de multiples nuisances. Il forme avec le boulevard Garibaldi un axe majeur du centre-ville de Marseille, reliant la canebière au Nord et le boulevard Baille au Sud. L'ensemble du secteur se situe au Site

Patrimonial Remarquable (SPR). Sa requalification est essentielle au renouvellement du secteur.

Le Plan de Déplacement Urbain approuvé par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 28 juin 2013, prévoit la requalification du Cours Lieutaud en Boulevard Urbain multimodal, dont l'objectif est de garantir, une circulation fluide des véhicules, des aménagements cyclables continus, et un minimum d'espaces publics garanti.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite redonner un visage plus apaisé à cet axe fortement sollicité. Une ambition facilitée par la mise en service complète de la Rcade L2 en octobre 2018, rocade de contournement de l'agglomération. A l'horizon 2020, cet axe de 8 km de long reliant les autoroutes Est et Nord devrait permettre d'alléger d'environ 15% la circulation sur le cours Lieutaud.

Par délibération en date du 29 juin 2018, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône a approuvé la participation financière du département sur cette opération pour un montant de 9 000 000 € HT pour un coût global de l'opération évalué à 13 333 333 € HT.

Les objectifs principaux de la requalification du Cours Lieutaud sont les suivants :

- Reconquérir l'espace public (avec 40% d'espace alloué à la voiture, contre 80% actuel),
- Créer des alignements d'arbres à hautes tiges sur chaque rive du Cours et révéler les qualités du cours originel,
- Assurer un écoulement satisfaisant de la circulation,
- Organiser des espaces piétons plus confortables et un stationnement rationnel (livraisons, 2 roues, expositions de motos),
- Offrir des itinéraires confortables et continus pour les modes doux,
- Souligner l'axe du Cours et ses transversales,
- Favoriser la diversité des usages et la mutabilité de l'espace public,
- Proposer un traitement de qualité des 2 grands carrefours (Salvator/Thurner ; Cours Julien /Rue du marché des Capucins),
- Mettre en valeur le patrimoine bâti : pont de la Rue d'Aubagne, passerelle Estelle, escalier Bédarrides.

Les travaux se dérouleront entre 2019 et 2021.

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique

riveraine des chantiers, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable a été chargée d'une part, d'examiner les réclamations des professionnels situés sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct dès lors que ces derniers travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Un tel dispositif permet à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

Le conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence a pareillement approuvé la délibération VOI 001-4697/18/CM du 18 octobre 2018 portant l'approbation du bilan de concertation préalable pour la requalification du cours Lieutaud.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'intervention de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques résultant des travaux de rénovation qui seront réalisés sur le cours Lieutaud à Marseille 1^{er} et 6^{ème} arrondissements.

Par ailleurs, un périmètre d'indemnisation relatif aux commerces impactés par ces travaux d'aménagement a été défini et joint à la délibération pour approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération VOI-001-4697/18/CM du 18 octobre 2018 relative à l'approbation du bilan de concertation préalable pour la requalification du cours Lieutaud à Marseille ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 Décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques liés aux travaux de requalification du cours Lieutaud à Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux d'aménagement de la requalification du cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques est de nature à répondre à ce besoin.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce sujet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques liés aux travaux de requalification du cours Lieutaud à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 023-036/19/CT

■ **Approbation du principe d'élargissement du champ d'intervention de la commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques liés aux travaux de requalification de la place Jean Jaurès à Marseille 1er, 5ème et 6ème arrondissements**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17008/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Avec le plan «Ambition Centre-Ville», la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille souhaitent apporter au centre-ville une attractivité et une qualité de vie qui l'affirme comme un lieu de destination.

La requalification de la place Jean-Jaurès s'inscrit pleinement dans ce plan «Ambition centre-ville» qui vise la rénovation de plusieurs aires urbaines situées au cœur de la ville. Plus grande place de Marseille et deuxième espace public de la ville après le Vieux-Port, elle est le symbole de la typicité locale, l'emblème d'un Marseille historique. La place se mue en grande place méditerranéenne, polyvalente, piétonne et accessible.

Concevoir un nouvel espace de vie fonctionnel, transformer l'espace dédié à la voiture hier en un espace piéton demain, créer une place végétalisée, créer une harmonie visuelle, tels sont les principaux

objectifs de ces travaux d'aménagement de la Place Jean Jaurès.

Les travaux se dérouleront entre 2018 et 2020.

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable est chargée d'une part, d'examiner les réclamations des professionnels situés sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct dès lors que ces derniers travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier métropolitain.

Un tel dispositif permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

Le conseil de la Métropole a concomitamment adopté la délibération URB 030-2788/17/CM du 19 octobre 2017 relative à l'approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet de requalification de la place Jean Jaurès des pôles du secteur de la Plaine à Marseille (1er, 5ème et 6ème arrondissements) de l'Opération Grand Centre-Ville.

Par ailleurs, il a également voté la délibération URB 002-3276/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement «Grand Centre-Ville» à Marseille - Approbation de l'avenant 8 à la concession - Approbation de l'avenant 1 à la convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille

pour le dit projet de requalification de la place Jean Jaurès au sein des pôles du secteur de la Plaine.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'intervention de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques résultant des travaux de requalification qui seront réalisés sur la place Jean Jaurès située à la limite des 1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille.

Par ailleurs, un périmètre d'indemnisation relatif aux commerces impactés par ces travaux d'aménagement a été défini et joint à la présente délibération pour approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 030-2788/17/CM du 19 octobre 2017 relative à l'approbation du bilan de concertation publique pour le projet de requalification de la place Jean Jaurès à la limite des 1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements, au sein des pôles du secteur de la Plaine ;

- La délibération URB 002-3276/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement «Grand Centre-Ville» à Marseille - Approbation de l'avenant 8 à la concession - Approbation de l'avenant 1 à la convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille pour le projet de requalification de la place Jean Jaurès à la limite des (1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements), au sein des pôles du secteur de la Plaine ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 Décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques liés aux travaux d'aménagement de la place Jean Jaurès à la limite des 1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements, au sein des pôles du secteur de la Plaine à Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux d'aménagement de la place Jean Jaurès à la limite des 1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements, au sein des pôles du secteur de la Plaine à Marseille ;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques est de nature à répondre à ce besoin ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce sujet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques liés aux travaux d'aménagement de la place Jean Jaurès à la limite des 1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements, au sein des pôles du secteur de la Plaine à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 024-037/19/CT

■ Approbation de la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux pour l'aménagement de l'avenue Lacanau secteur ouest sur la commune de Marignane DAEP 19/16944/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune et la Métropole ont engagé un projet visant à aménager le secteur ouest de l'avenue Lacanau, depuis l'avenue du 8 mai 1945 jusqu'à l'allée des Oliviers.

Cette avenue connaît un trafic de véhicules pratiquant des vitesses excessives et les modes doux de déplacement ne sont pas suffisamment pris en compte. Par ailleurs, des établissements scolaires et des commerces sont situés le long de son tracé. Ainsi, des travaux visant à réduire les vitesses pratiquées, à assurer la sécurité des usagers, notamment des cycles et piétons, ainsi que d'embellissement s'avèrent nécessaires.

Afin que les travaux d'aménagement de l'avenue Lacanau depuis l'avenue du 8 mai 1945 jusqu'à l'allée des Oliviers se déroulent dans les meilleures conditions possibles en termes de coût et de coordination des prestations, la solution la plus adaptée consiste à ce que la maîtrise d'ouvrage de cette opération soit assurée par une seule collectivité.

La présente convention prise dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau secteur ouest a donc pour objet de confier à la Métropole Aix-Marseille-Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence communale :

- Le génie civil pour la fibre optique et la vidéosurveillance,
- La réalisation de l'arrosage,
- La réalisation des espaces verts,
- Le génie civil pour la fibre optique et la vidéosurveillance,
- Le génie civil pour l'éclairage public.

Elle a également pour objet de définir les conditions administratives du remboursement par la Commune pour les prestations relevant de sa compétence.

Elle a enfin pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Commune qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS, Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de l'avenue Lacanau secteur Ouest, depuis l'avenue du 8 mai 1945 à l'avenue des Oliviers, sur la commune de Marignane ;

- Qu'il apparaît opportun pour des raisons financières et techniques que les travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, conclue avec la commune de Marignane, de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux portant sur l'aménagement de l'avenue Lacanau secteur Ouest, depuis l'avenue du 8 mai 1945 à l'avenue des Oliviers.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires pour la réalisation de cette opération seront inscrits au Budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence :
Opération 2011105900 : Nature 4581191003 – Fonction 844 – Sous-Politique C310.
Les recettes correspondantes seront constatées au Budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence :
Opération : 2011105900– Budget Principal – Nature 4582191003 – Fonction 844 – Sous-Politique : C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 025-038/19/CT

■ Approbation de la convention relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive avant réalisation des travaux de requalification du parvis de la Chapelle des Pénitents Bleus à La Ciotat DAEP 19/16954/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Ville et la Métropole Aix Marseille Provence ont engagé un projet visant à requalifier la place des maquisards et ses abords à La Ciotat, comprenant notamment le parvis de la Chapelle des Pénitents Bleus, classé Monument Historique.

Ce projet vise à traiter l'entrée Nord du Vieux La Ciotat. Il permet de compléter le traitement des voiries limitrophes ayant fait l'objet de requalification ces dernières années (bord de mer, avenues Jaurès et République)

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs de la Métropole Aix Marseille Provence, et de la Ville de La Ciotat, visant à requalifier l'espace public pour en améliorer le caractère urbain et qualitatif attendu, la Ville a délégué temporairement à la Métropole Aix Marseille Provence, la maîtrise d'ouvrage des travaux inhérents à ses compétences qui comprend également les aménagements de surface sur le parvis de la Chapelle des Pénitents, appartenant au domaine privé communal.

Préalablement à l'exécution des travaux sur ce dernier, le Conseil de Territoire Marseille Provence a saisi la Direction Régionale des Affaires Culturelles en date du 5 juillet 2018.

La DRAC a notifié en date du 20 juillet, une prescription archéologique se caractérisant par la réalisation d'un diagnostic archéologique par l'Institut National de Recherches Archéologiques.

La convention ci-annexée a pour objectif de définir les modalités de réalisation de l'opération de recherches archéologiques préventives par l'INRAP. Elle fixe les droits et les obligations respectifs des deux parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 002-1669/15/CC du 21 décembre 2015 portant sur l'affectation d'une autorisation de programme pour la restructuration des voies du Vieux La Ciotat ;
- La délibération du Bureau métropolitain n° VOI 009-462/16/BM du 30 juin 2016 portant sur l'approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de La Ciotat pour la requalification de la place des Maquisards et ses abords.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la requalification du parvis de la Chapelle des Pénitents Bleus, de la place des Maquisards et ses abords à La Ciotat ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondant à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive préalable aux travaux de voirie.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive avant réalisation des travaux de requalification du parvis de la Chapelle des Pénitents Bleus à La Ciotat.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 026-039/19/CT

■ Approbation de la convention relative au déplacement des réseaux de communications électroniques concernant l'aménagement des avenues Ritt et Roumanille dans le cadre du projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille Maurelle Matagots à La Ciotat DAEP 19/16971/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a procédé à la requalification des avenues Ritt et Roumanille dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain du quartier de l'Abeille Maurelle Matagots à La Ciotat

Les travaux se sont déroulés entre décembre 2016 et décembre 2018 et sont à présent achevés.

Les prestations comprenaient notamment l'enfouissement d'un réseau aérien existant de la société Orange.

Une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune de La Ciotat a permis que cette thématique soit portée temporairement par le Conseil de Territoire.

Ainsi, les travaux pris en charge par le Conseil de Territoire Marseille Provence, qui seront refacturés à la commune de La Ciotat, concernent la réalisation du génie civil enterré de communications électroniques et comprennent la fourniture et la mise en place de chambres et de fourreaux.

Les travaux de déplacement du réseau aérien, le câblage dans les fourreaux ainsi que les raccordements nécessaires sont réalisés par la société Orange.

Il convient par conséquent d'approuver la convention avec la société Orange ci-annexée afin de rétrocéder officiellement à cette dernière le génie civil réalisé par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° RNO V 005-1710/09/CC du 18 décembre 2009 portant sur l'approbation de la convention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine d'une autorisation de programme à l'opération ANRU de La Ciotat ;
- La délibération du Bureau de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 005-314/11/BC du 8 juillet 2011 portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la ville de La Ciotat et la Communauté Urbaine dans le cadre du PRU du quartier de l'Abeille ;
- La délibération du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° VOI 006-793/16/BM du 19 septembre portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à convention n°11/1229 de maîtrise d'ouvrage unique avec la ville ;
- La délibération du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° VOI 002-1722/17/BM du 30 mars 2017 portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à convention n°11/1229 de maîtrise d'ouvrage unique avec la ville.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de mettre en œuvre le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille/Maurelle/Matagots à La Ciotat ;

- Qu'il convient d'approuver la convention correspondant aux travaux de réseaux de communications électroniques.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au déplacement en souterrain des réseaux de communications électroniques concernant l'aménagement des avenues Ritt et Roumanille dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille Maurelle Matagots à La Ciotat

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 027-040/19/CT

■ **Approbation de la convention relative au déplacement en souterrain des réseaux de communications électroniques dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Marcel Pagnol à Allauch**

DAEP 19/16957/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération a pour objectifs de créer un cheminement piéton sécurisé, de limiter les vitesses des véhicules, d'organiser, optimiser ou interdire le stationnement, et de valoriser l'espace public, en continuité du centre-ville.

Les travaux sont actuellement en cours et comprennent notamment l'enfouissement d'un réseau aérien de la société Orange existant.

Une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune d'Allauch a permis que cette thématique soit portée temporairement par le Conseil de Territoire.

Ainsi, les travaux pris en charge par le Conseil de Territoire Marseille Provence, qui seront refacturés à la commune d'Allauch, concernent la réalisation du génie civil enterré de communications électroniques et comprennent la fourniture et la mise en place de chambres et de fourreaux.

Les travaux de déplacement du réseau aérien, le câblage dans les fourreaux ainsi que les raccordements nécessaires sont réalisés par la société Orange.

Il convient par conséquent d'approuver la convention avec la société Orange ci-annexée afin de rétrocéder officiellement à cette dernière le génie civil réalisé par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 008-246/11/CC du 28 mars 2011 portant sur l'affectation d'une autorisation de programme pour l'aménagement de l'avenue Marcel Pagnol à Allauch.

- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 007-534/12/BC du 26 octobre 2012 portant sur l'approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune d'Allauch pour l'aménagement de l'avenue Marcel Pagnol.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'aménager l'avenue Marcel Pagnol à Allauch,
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondant aux travaux de réseaux de communications électroniques.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au déplacement en souterrain des réseaux de communications électroniques dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Marcel Pagnol à Allauch.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 028-041/19/CT

■ Approbation de la convention relative au déplacement en souterrain des réseaux de communications électroniques dans le cadre de la création d'une voie nouvelle au quartier des Aubagnens à Allauch DAEP 19/16953/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a procédé à la création d'une voie nouvelle de 300 mètres linéaires environ, située au quartier des Aubagnens sur la commune d'Allauch.

Les travaux se sont déroulés entre mars et août 2018 et sont à présent achevés.

Les prestations comprenaient notamment l'enfouissement d'un réseau aérien de la société Orange existant.

Une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune d'Allauch a permis que cette thématique soit portée temporairement par le Conseil de Territoire.

Ainsi, les travaux pris en charge par le Conseil de Territoire Marseille Provence, qui seront refacturés à la commune d'Allauch, concernent la réalisation du génie civil enterré de communications électroniques et comprend la fourniture et la mise en place de chambres et de fourreaux.

Les travaux de déplacement du réseau aérien, le câblage dans les fourreaux ainsi que les raccordements nécessaires sont réalisés par la société Orange.

Il convient par conséquent d'approuver la convention avec la société Orange ci-annexée afin de rétrocéder officiellement à cette dernière le génie civil réalisé par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 003-602/14/CC du 19 décembre 2014 portant sur l'affectation d'une autorisation de programme pour la création d'une voie nouvelle au quartier des Aubagnens à Allauch ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 003-872/15/BC du 10 avril 2015 portant sur l'approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune d'Allauch pour la création d'une voie nouvelle au quartier des Aubagnens.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de créer une voie nouvelle au quartier des Aubagnens pour desservir des équipements publics existant (Centre Technique Municipal) et à venir (cuisine centrale, caserne des pompiers) ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondant aux travaux de réseaux de communications électroniques.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au déplacement en souterrain des réseaux de communications électroniques dans le cadre de la création d'une voie nouvelle au quartier des Aubagnens à Allauch.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 029-042/19/CT

**■ Approbation d'une convention avec GRDF relative aux études et travaux de dévoiement et de modification du réseau de distribution de gaz naturel dans le cadre de la requalification du centre-ville de Marseille
DIFRA 19/16985/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans la continuité des aménagements réalisés dans le centre-ville de Marseille (Vieux-Port, rue de Rome, partie basse de la rue Paradis...), la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de poursuivre la requalification du centre-ville dans une vision globale et hiérarchisée au travers de l'opération globale de redynamisation «Ambition Centre-Ville», afin d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer à court terme un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

Ainsi par délibération n° VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de Territoire a approuvé le programme de la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille. Ce projet décomposé en 23 secteurs opérationnels vise à améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et à créer à court terme un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité des emprises du projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Après analyse des plans réseaux fournis par GRDF dans le périmètre de l'opération, il apparaît qu'une partie du réseau de distribution publique de gaz naturel situé dans l'emprise du projet est impactée par les travaux de requalification sur la rue Beauvau et la Canebière.

La requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille sur ce secteur nécessite donc le dévoiement ou la modification d'une partie du réseau de distribution publique de gaz naturel, afin de le rendre compatible avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, GRDF doit réaliser les études relatives aux dévoiements et aux modifications de son propre réseau, en vue de la réalisation des travaux correspondants.

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'ensemble des études et des travaux de

déplacement du réseau de distribution publique de gaz naturel sont portées par GRDF.

Le montant de ces déviations de réseaux à charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 31 435,00 € HT.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, il a été établi la convention ci annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les délégations de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le programme synthétique de la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ainsi que l'affectation de l'opération d'investissement relative à ce projet.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de requalification des espaces publics du centre-ville, le déplacement de certains réseaux de gaz s'avère nécessaire sur la rue Beauvau et la Canebière ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de déplacement de réseaux correspondante avec GRDF.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec GRDF relative aux études et aux travaux de dévoiement et de modification du réseau de distribution publique de gaz naturel dans le cadre de la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille, sur la rue Beauvau et la Canebière.

Le montant à la charge de la Métropole est de 31 435,00 € HT.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'état spécial du Territoire Marseille Provence sous le numéro d'opération : 2018102100 - Nature : 4581181021 pour compte de tiers - Fonction : 851 - Sous-Politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

PROX 030-043/19/CT

■ Approbation d'une convention relative à l'entretien et à la maintenance des bornes automatiques de la Place Henri Verneuil sur la commune de Marseille 2ème arrondissement DRM 19/17033/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'établissement Public Euroméditerranée (EPAEM) a mis en place des bornes automatiques sur la place Henri Verneuil à Marseille (13002), pour réguler l'accès des véhicules au complexe Euromed Center. La Foncière des Régions est le gestionnaire de l'ensemble immobilier Euromed Center.

Les bornes sont installées sur 2 sites :

- Une entrée côté rue des Docks, équipée d'un totem avec feux de signalisation, lecteur de badge, digicode et interphone, 3 bornes automatiques et 2 boucles de détection.
- Une sortie côté boulevard du littoral, équipée d'un totem avec feux de signalisation, 3

bornes automatiques et 2 boucles de détection.

Lors de la réunion du 15 mars 2015 entre l'EPAEM, la Foncière des Régions et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, il a été convenu que la Foncière des Régions en assurerait l'entretien et la maintenance.

A l'issue des travaux d'installation de ces bornes automatiques, la propriété de ces matériels a été transférée par l'EPAEM à la Métropole Aix Marseille Provence (MAMP), qui a succédé à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au 1er janvier 2016.

L'Association Syndicale Libre EMC (ASL) a succédé à la Foncière des Régions, et a confié un mandat de gestion à la société BNPP REPM France SAS le 6 juillet 2018.

L'ensemble de ces bornes est piloté depuis la conciergerie de l'hôtel d'Euromed Center, et alimenté électriquement depuis un local technique de ce même bâtiment.

L'entretien de l'ensemble des bornes de la place Henri Verneuil sera réalisé par l'ASL, ou par un tiers mandaté par elle.

Afin de définir les modalités techniques, administratives et financières de l'entretien et de la maintenance de ces bornes automatiques, les parties concernées ont convenu de la présente convention ci-annexée.

L'ensemble des frais occasionnés par les prestations décrites dans la présente convention sont à la charge de l'ASL. La Métropole Aix-Marseille Provence ne versera aucune redevance ou contribution financière à l'ASL.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la mise en place des bornes automatiques sur la place Henri Verneuil à Marseille (13002) nécessite que soient établies leurs modalités techniques, administratives et financières de l'entretien et de la maintenance.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec l'Association Syndicale Libre EMC relative à l'entretien et à la maintenance des bornes automatiques de la Place Henri Verneuil sur la commune de Marseille (13002).

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 031-044/19/CT

■ Présentation du rapport annuel 2017 du délégataire de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DRM 19/16956/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Afin d'assurer la fluidité et la sécurité de la circulation dans les tunnels, il est nécessaire d'organiser dans les meilleurs délais l'enlèvement des véhicules en panne ou accidentés dans les ouvrages et leurs accès.

L'objet de la délégation gérée par la société Gibbes Pharo est l'enlèvement des véhicules légers (et de leur annexe tractée) en panne ou accidentés dans les tunnels routiers à fort trafic exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence, à savoir le tunnel du Vieux Port, le tunnel de la Major, le tunnel Joliette et le tunnel St Charles.

Le contrat de délégation de service public n°12/087, modifié par un avenant du 30 juin 2017, a été notifié à la société Gibbes Pharo le 18 juillet 2012. Sa durée est de 6 ans à compter de la date de notification. Il arrivera à échéance le 17 juillet 2018.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Une synthèse du rapport du délégataire est jointe à la présente délibération.

Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, le nombre total d'intervention (198) dans les tunnels a été le suivant :

- Pour le tunnel de la Major : 30 interventions
- Pour le tunnel Joliette : 48 interventions
- Pour le tunnel Saint-Charles : 15 interventions
- Pour le tunnel du Vieux Port : 105 interventions.

Le compte d'exploitation 2017 fait apparaître un chiffre d'affaires de 17 252 euros et des charges d'exploitation de 13 276 euros soit un bénéfice d'exploitation de 3 976 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport annuel du délégataire pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, remis par la société Gibbes Pharo, titulaire du contrat de délégation relatif à l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence.

PROX 032-045/19/CT

■ Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire DAJASV 19/17042/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Huit dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 14 963.23 euros (Quatorze mille neuf cent soixante-trois euros et vingt-trois centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. COMERY Stéphane – sinistre du 03 octobre 2016 – montant : 388.12 euros,
- Mme VINCENTELLI Paule – sinistre du 20 janvier 2018 – montant : 851.40 euros,
- M. FRATANI Thierry – sinistre du 19 avril 2018 – montant : 373.02 euros,
- M. BOREL Anthony – sinistre du 13 juin 2018 – montant : 4 818, 69 euros,
- M. ROUX David – sinistre du 14 juin 2018 – montant : 948.00 euros,
- M. ROMEI Patrick – sinistre du 15 juin 2018 – montant : 432.00 euros,
- SCI ROSE – sinistre août 2018 – montant : 5 508.00 euros,
- Mme BEYSENS Lara – sinistre du 1^{er} octobre 2018 – montant : 1644.00 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

PROX 052-065/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération DECI Marseille Provence - Etat Spécial de Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DVDPAG 19/17034/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Dans un souci de continuité du service public et de respect des engagements envers les habitants, la Métropole a poursuivi les opérations initiées par les communes. Il convient donc d'affecter les moyens nécessaires pour financer les dépenses engagées.

Dans le cadre du transfert de la compétence de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) à la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est proposé d'ouvrir une autorisation de programme.

Les crédits de paiement relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Suite à l'évaluation définitive de la Commission locale d'évaluation des charges transférées du 10 septembre 2018 et au recensement des besoins auprès des communes dans le cadre des conventions de gestion, le coût total de l'opération doit être acté.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n° 2018107800 - DECI Marseille Provence - inscrite à l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence pour un montant de 1 025 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération "DECI Marseille Provence" - Etat Spécial de Marseille Provence d'un montant de 1 025 000 euros TTC.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération "DECI Marseille Provence" - Etat Spécial de Marseille Provence d'un montant de 1 025 000 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

PROX 033-046/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour les travaux de bâtiments, génie civil et renforcement de la sécurité sur la réserve d'eau brute de Vallon Dol

Information du Conseil de Territoire DEASV 19/16776/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sur proposition du Président délégué de Commission, soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'usine de potabilisation de Vallon Dol, propriété de la Métropole, est alimentée en eau brute à partir du barrage dit de « Vallon Dol », appartenant la Société du Canal de Provence (SCP).

Le contrat n°618 de fourniture d'eau réciproque « Canal de Provence / Canal de Marseille » et de réalisation et d'exploitation de la réserve du Vallon Dol » qui lie la SCP, la Métropole et la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), prévoit :

- D'une part, la participation de la Métropole aux frais de maintenance courante du génie civil, des canalisations et des bâtiments, qui fait l'objet d'une redevance forfaitaire annuelle ;
- D'autre part, la participation de la Métropole à des opérations dites exceptionnelles qui peuvent être de trois sortes : des travaux complémentaires (mise en place d'éléments nouveaux rendus nécessaires), des opérations de rénovations significatives, l'extraction et le traitement éventuel des boues de fond de réserve.

Pour la période 2019-2020, la SCP a proposé à la Métropole les opérations exceptionnelles suivantes :

- La mise aux normes et la rénovation complète d'un logement occupé par un agent d'astreinte de la SEMM ;
- La construction d'un logement neuf pour un agent d'astreinte de la SCP ;
- Le renforcement de la sécurité du site ;
- La rénovation des seuils du partiteur du barrage.

Pour cela, il est nécessaire de disposer d'une opération permettant de les réaliser.

Le montant prévisionnel de cette opération est fixé à 583 000 euros HT pour la période 2019-2020. Ce montant sera ajusté en fonction des justificatifs techniques et financiers présentés par la SCP et validés par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour les travaux de « bâtiments, génie civil et renforcement de la sécurité » de la réserve d'eau brute de Vallon Dol pour un montant de 583 000 euros HT;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour les travaux de « bâtiments, génie civil et renforcement de la sécurité » de la réserve d'eau brute de Vallon Dol pour un montant de 583 000 euros HT, sur le budget annexe de l'eau du Territoire Marseille-Provence.

PROX 034-047/19/CT

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative au renforcement du réseau d'eau potable à Carnoux-en-Provence

Information du Conseil de Territoire DEASV 19/16825/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de sécuriser l'alimentation en eau potable des communes de Carnoux-en-Provence et de Roquefort-la-Bédoule, le Conseil de Territoire Marseille Provence a engagé un programme de travaux comprenant, dans une première phase, la construction d'un nouveau réservoir au niveau de la zone d'activité de la Plaine du Caire et la mise en place d'une canalisation entre ce réservoir et le centre de Carnoux.

Dans une deuxième phase, pour assurer le secours total en période de pointe, il est nécessaire de réaliser la dilatation du réseau d'eau potable existant entre le centre de Carnoux et le réservoir des Lavandes. Ces travaux comprennent la pose de 1 250 mètres de canalisations en fonte de diamètre 400 mm.

L'opération initiale votée en 2013 s'avère insuffisante compte tenu des études réalisées qui ont mis en évidence la présence d'amiante dans les enrobés de voirie et la nécessité de modifier le tracé de la canalisation.

Ces modifications qui visent à réduire les pertes de charge dans la canalisation projetée, à limiter la gêne occasionnée par les travaux et à assurer la sécurité des riverains, nécessitent d'augmenter le montant de l'opération.

Par délibération AGER 007-172/13/CC du 22 mars 2013, le Conseil de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération d'un montant de 1 086 957 euros HT.

L'opération d'investissement n° 2013 105200 inscrite au budget annexe de l'Eau du Conseil de Territoire Marseille Provence doit être revalorisée de 500 000,00 euros HT, portant ainsi le montant de l'opération à 1 586 957,00 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean Montagnac en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2013 105200 code AP 141123EA, Programme 12-EAU, relative au renforcement du réseau d'eau potable à Carnoux-en-Provence pour un montant de 500 000 euros HT.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la revalorisation et l'affectation d'autorisation de programme de l'opération d'investissement n°2013 105200, portant sur le renforcement du réseau d'eau potable de Carnoux-en-Provence pour un montant de 500 000,00 euros HT.

PROX 035-048/19/CT

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de production de Sainte Marthe à Marseille 14ème arrondissement

Information du Conseil de Territoire DEASV 19/16841/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'usine de production d'eau potable de Sainte Marthe est alimentée en eau brute par le canal de Marseille. Elle assure la distribution en eau potable de 50% de la population marseillaise. Les trois canalisations qui alimentent cette usine sont vétustes : la DN800 date de 1890, la DN1000 de 1947 et la DN1200 de 1962. En outre ces canalisations traversent un établissement scolaire qui a subi d'importants dégâts par le passé, lors de la rupture accidentelle de l'une de ces canalisations.

Il est donc nécessaire de substituer aux canalisations existantes une nouvelle adduction, constituée de deux canalisations en fonte de diamètre 1200 mm implantées sous les voies nouvelles de la ZAC de Sainte Marthe. Une première phase de travaux consistant à mettre en place ces canalisations sur un linéaire d'environ deux kilomètres a déjà été effectuée. Cette phase a dû être interrompue pour des questions d'acquisition foncière.

La SOLEAM, dans le cadre des aménagements de la ZAC de Sainte Marthe, a réglé ces problèmes. Il convient donc d'achever la réalisation de cette opération pour sécuriser l'alimentation en eau potable de la ville de Marseille et pour supprimer les risques aux personnes et aux biens, en cas de rupture d'une canalisation existante.

Ces travaux consistent en :

- La pose de deux canalisations en fonte de diamètre 1200 mm sur un linéaire d'environ 600 mètres.
- Le maillage des conduites nouvelles sur les conduites existantes à l'amont.
- Le raccordement sur l'usine de Sainte Marthe à l'aval.
- La pose de quatre robinets vanne DN 1200 mm.

Le montant prévisionnel de l'opération était initialement estimé à 1 500 000 €H.T.

Lors de la phase Avant Projet, il est apparu que nous pouvions sécuriser cette alimentation jusqu'à la prise d'eau de Four de Buse sur le canal de Marseille, soit 260 m de linéaire supplémentaire. Par ailleurs, les solutions techniques à mettre en œuvre pour permettre à l'usine de continuer à fonctionner pendant nos travaux s'avèrent plus onéreuses que prévues initialement, compte tenu des difficultés de raccordement sur l'usine et du manque de place pour effectuer les travaux.

Par délibération DEA 011-1464/16/CM du 15 Décembre 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme de 1 500 000 euros HT pour la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de Sainte Marthe.

Afin de réaliser les travaux, il est nécessaire d'augmenter l'opération d'investissement n° 2017102700 de 1 300 000 euros HT et de la porter à 2 800 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 011-1464/16/CM du 15 décembre 2016 portant création et affectation de l'autorisation de programme pour la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de Sainte Marthe ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement 2017102700 concernant la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de Sainte Marthe, pour un montant de 1 300 000 euros HT, code AP17122EA, Programme 12-EAU ;
- L'autorisation de programme serait aussi portée à 2 800 000 euros HT.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la revalorisation et l'affectation d'une autorisation de programme relative à l'opération de réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de Sainte Marthe, d'un montant de 1 300 000 euros HT.

PROX 036-049/19/CT

■ Approbation de la création et l'affectation d'une opération relative à l'aménagement hydraulique de la Basse Bédoule et de Val Fleuri à Septèmes-les-Vallons et Marseille - Budget Est Pluvial

Information du Conseil de Territoire DEASV 19/16832/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le ruisseau de la Bédoule situé sur la commune de Septèmes-les-Vallons est un affluent du ruisseau des Cadeneaux qui conflue avec les Aygalades dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille à proximité de la limite avec la commune des Pennes-Mirabeau.

En raison du développement de l'urbanisation et du gabarit du réseau hydrographique, les désordres sont fréquents lors des épisodes pluvieux sur ce secteur. Des débordements se produisent de façon récurrente sur les voiries, affectent les habitations et menacent la sécurité des personnes.

L'étude de faisabilité, réalisée en 2018, préconise d'aménager des bassins de rétention sur le ruisseau de la Bédoule sur deux emplacements réservés inscrits au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons (ER n°87 Val Fleuri et ER n°86 Basse Bédoule) et de procéder à un recalibrage du réseau hydrographique plus en aval sur la commune de Marseille. Cet aménagement permettra de réduire de manière sensible la fréquence des débordements.

L'aménagement des deux ouvrages de rétention avaient fait l'objet de deux délibérations de création d'autorisations de programme pour la réalisation de deux bassins de rétention :

- La délibération n°PEDD 007-1632/15/CC du 21 décembre 2015 « Approbation de la création d'une opération pour l'aménagement hydraulique de la Basse Bédoule à Septèmes-les-Vallons » d'un montant de 500 000,00 euros TTC, n°2015 119300
- PEDD 012-1637/15/CC du 21 décembre 2015 « Approbation de la création d'une opération pour l'aménagement d'un bassin de rétention à Val Fleury à Septèmes-les-Vallons » d'un montant de 500 000,00 euros TTC, n°2015 114300

Compte tenu des résultats de l'étude hydraulique, il apparaît opportun de supprimer ces deux opérations et d'en créer une nouvelle, d'un montant de 2 500 000,00 euros TTC, et de l'affecter pour la réalisation de l'ensemble des aménagements hydrauliques nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur :
 - l'abrogation des deux autorisations de programme existantes PEDD 007-1632/15/CC et PEDD 012-1637/15/CC du 21 décembre 2015 ;
 - la création et l'affectation d'une opération, d'un montant de 2 500 000,00 euros TTC, relative à l'aménagement hydraulique de la Basse Bédoule et de Val Fleuri à Septèmes-les-Vallons et Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relative à la suppression des deux opérations créées par les délibérations existantes PEDD 007-1632/15/CC et PEDD 012-1637/15/CC du 21 décembre 2015, et à la création et l'affectation d'une opération d'un montant de 2 500 000,0 euros TTC code AP 191190BP, Programme 19-PLUVIAL, opération 2019102800, pour l'aménagement hydraulique de la Basse Bédoule et de Val Fleuri à Septèmes-les-Vallons et Marseille

PROX 037-050/19/CT

■ Budget Annexe GEMAPI du Territoire Marseille Provence - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour des études et travaux sur le réseau GEMAPI dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques en 2024

Information du Conseil de Territoire DEASV 19/16846/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Ville de Marseille accueillera les épreuves de voile des Jeux Olympiques de 2024. La Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de ses compétences, s'associe à l'ensemble des organisateurs, pour cette manifestation.

Par ailleurs, la Ville de Marseille inscrit l'accueil des Jeux Olympiques dans un projet de développement pérenne des activités nautiques sur le Parc balnéaire du Prado avec notamment l'organisation annuelle de la coupe du monde de voile.

Les événements pluvieux de l'été 2018 ont montré la vulnérabilité du Parc Balnéaire du Prado, relativement aux pollutions bactériennes et à la présence de macro-déchets, lors des phénomènes météorologiques. En effet, ces précipitations provoquent des fermetures des zones de baignades sur plusieurs jours et gênent les activités nautiques notamment en raison de la présence de flottants. Ces pollutions et macro-déchets sont essentiellement apportés par les cours d'eau côtiers aboutissant dans la baie du Prado, ou à proximité, et en particulier l'Huveaune (et son principal affluent, le Jarret), le ruisseau de Bonneveine et le ruisseau de la Vieille Chapelle.

Par conséquent, la réalisation d'études et de travaux sur le bassin versant de ces cours d'eau méditerranéens sera nécessaire afin d'apporter une réponse adaptée à cette vulnérabilité et de protéger la qualité des eaux littorales.

Les opérations pressenties concernent :

- Sur l'Huveaune : le piégeage des macro-déchets sur le site de la Pugette, la recherche de site de piégeage sur l'affluent Gouffonne, les éventuels travaux issus de l'étude relative aux conditions de retour de l'Huveaune dans son cours naturel par temps sec.
- Sur le ruisseau de Bonneveine : le stockage d'eau temporaire dans l'ouvrage par temps de pluie, la mise en œuvre d'équipements facilitant son « nettoyage » ;
- Des campagnes de mesures et de suivi des polluants potentiels sur les cours d'eau pouvant impacter le parc balnéaire du Prado ;

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 1 000 000,00 euros TTC répartis sur les années 2019 à 2023, répartis en :

- 200 000€TTC : part études
- 800 000€TTC : part travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération, d'un montant de 1 000 000,00 euros TTC, sur le budget annexe GEMAPI du Territoire Marseille Provence: Sous-Politique A468 - Natures 2031 et 2315, pour la réalisation d'études et de travaux sur les cours d'eau côtiers méditerranéens impactant la Baie du Prado, dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques 2024 et de l'accroissement pérenne des activités sur le Parc balnéaire du Prado.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération, d'un montant de 1 000 000,00 euros TTC, sur le Budget annexe GEMAPI du Territoire Marseille-Provence (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), destinée à la réalisation d'études et de

travaux sur les cours d'eau côtiers méditerranéens impactant la Baie du Prado, dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques 2024, et de l'accroissement pérenne des activités sur le site du Parc Balnéaire du Prado.

PROX 038-051/19/CT

■ **Approbation de la convention de servitude entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône - desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphelle et Billard à Marignane et Gignac-La-Nerthe**

Information du Conseil de Territoire DEASV 19/16983/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix Marseille Provence doit réaliser la desserte sanitaire et d'alimentation en eau potable, des quartiers Bausset Raphelle et Billard sur les communes de Marignane et Gignac-La-Nerthe.

Le tracé retenu nécessite le franchissement de la ligne du chemin de fer de Pas des Lanciers à Bel'Air La Mède au Sud du site de STOGAZ, au débouché de la VSN le Bausset route de Martigues sur la commune de Marignane.

Les travaux impactant le domaine ferroviaire de Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône consisteront à réaliser un fonçage pour mettre en place un fourreau acier de 1000 mm, permettant d'accueillir une conduite gravitaire en polyéthylène de diamètre 200 mm et une conduite d'eau potable en fonte de diamètre 250 mm selon les plans annexés à la convention.

Il convient donc de valider cette occupation du domaine de la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône par la signature de la convention ci-annexée. Celle-ci donnera lieu au paiement d'une redevance libératoire de 4 470,00 euros HT et de 904,41 euros HT pour frais de dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur « Approbation de la convention de servitude entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône - desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphelle et Billard à Marignane et Gignac-La-Nerthe ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte du projet de délibération portant sur « Approbation de la convention de servitude entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône - desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphelle et Billard à Marignane et Gignac-La-Nerthe ».

PROX 039-052/19/CT

■ Approbation de l'avenant n° 3 de transfert de la convention de vente d'eau potable entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban

Information du Conseil de Territoire DVDPAG 19/16997/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération AGER 001-607/13CC du 31 octobre 2013 la Communauté Urbaine de Marseille a approuvé le contrat de délégation de service public de l'eau et ses annexes, établi pour une durée de 15 ans.

Dans ce cadre, il lui incombe de définir ses relations en matière de vente d'eau brute et d'eau potable par l'établissement de conventions.

Par délibération PEDD 005-191/14/CC du 26 juin 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en tant que délégant du service public de l'eau, a approuvé les conventions types de vente d'eau brute et d'eau potable. Ces conventions ont permis de définir les modalités de fourniture d'eau brute et d'eau potable, les règles applicables aux souscriptions, les conditions de mise à disposition de l'eau, des branchements et des compteurs, mais aussi, la détermination des dotations, les conditions de facturation et de règlement des redevances et enfin, leur durée.

A cet effet, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et Régie des eaux de Plan-de-Cuques ont conclu en date du 1^{er} décembre 2014 une convention n° 14/1758 de vente d'eau potable et d'eau brute.

Par délibération n° DEA 049-3357/17/CM en date du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban intégrant la Régie des eaux de Plan-de-Cuques.

Par délibération n° DEA 016-4691/18/CM en date du 18 octobre 2018, la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban a intégré les communes de Gémenos (partie villageoise) et Plan-de-Cuques.

Il appartient donc à la Métropole de transférer par avenant la convention conclue initialement avec la

Régie des eaux de Plan-de-Cuques à la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban.

Le présent avenant n° 3 a pour objet de mettre en œuvre ce mécanisme de substitution sans apporter aucune autre modification à la convention initialement conclue et ses avenants n° 1 et n° 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n° 3 de transfert de la convention n° 14/1758 de vente d'eau potable entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 3 de substitution de la convention n° 14/1758 de vente d'eau potable entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban.

PROX 040-053/19/CT

■ **Approbation d'une convention de raccordement de la Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban pour les effluents de Gémenos - partie villageoise - et de Plan-de-Cuques à la station d'épuration de Marseille et modalités administratives et financières**

Information du Conseil de Territoire DGECE 19/17013/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° 61/374/SP du 10 juillet 1961, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé d'une part, la convention avec la commune de Plan-de-Cuques relative au raccordement de son réseau d'assainissement à la station d'épuration de Marseille. D'autre part, par délibération n° 91/015/E du 28 janvier 1991, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé la convention n° 91/059 avec la commune de Gémenos relative au raccordement de son réseau d'assainissement à la station d'épuration de Marseille.

Ces conventions fixent les conditions administratives et financières par lesquelles les communes de Plan-de-Cuques et Gémenos participent à l'exploitation de la station d'épuration de Marseille.

Les compétences dans le domaine de l'assainissement ont été transférées à MPM en date du 31/12/2000. A compter du 01/01/2016, date de sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à MPM pour l'exercice de ces compétences.

Par ailleurs, par délibération n° 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban ».

La Régie a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable et le service de l'assainissement sur une partie du périmètre métropolitain.

Enfin, par délibération n°016-4691/18/CM du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, à compter du 1^{er} janvier 2019, l'extension du périmètre de la régie aux communes de Plan-de-Cuques et de Gémenos et les modifications des statuts de la régie.

Il est donc proposé qu'une nouvelle convention relative au raccordement des réseaux d'assainissement des communes de Plan-de-Cuques et de Gémenos à la station d'épuration de Marseille fixe les conditions administratives et financières par lesquelles la Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban participe à l'exploitation et aux travaux de modernisation et de gros entretien de la station d'épuration de Marseille.

En contrepartie des charges d'exploitation qui incombent au délégataire, celui-ci percevra auprès de la Régie une redevance fixée à 0,6161 € HT/m3 au 1^{er} janvier 2019 (cf. article 87.5 du contrat de DSP).

D'autre part, en contrepartie des frais liés notamment au suivi du contrat de DSP, aux travaux de modernisation et de gros entretien et au suivi du milieu marin, supportés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, le SERAMM percevra, pour le compte de cette dernière, une surtaxe fixée annuellement par délibération de la Métropole (Surtaxe communes extérieures au périmètre de la DSP Marseille centre). Sa valeur au 1^{er} janvier 2019 est de 0,1000 € HT/m3.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La convention de raccordement de la commune de Plan-de-Cuques au réseau d'assainissement de Marseille du 23 août 1961 et ses 2 avenants ;
- La convention n°91/059 du 21 mars 1991 autorisant le raccordement du réseau d'assainissement de la commune de Gémenos à celui de la commune de Marseille ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone Centre attribuée à la SERAMM par délibération AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur la création de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » ;
- La délibération n°016-4691/18/CM du 18 octobre 2018, portant sur l'extension du périmètre de la « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » aux communes de Plan-de-Cuques et de Gémenos et les modifications des statuts de la régie.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention relative aux conditions administratives et financières de raccordement des réseaux d'assainissement des communes de Plan-de-Cuques et de Gémenos à la station d'épuration de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'établissement d'une convention conclue avec la Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban et le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM) relative à la participation de la Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban aux frais d'exploitation et aux travaux de modernisation et de gros entretien de la station d'épuration de Marseille pour les effluents de Gémenos (partie villageoise) et de Plan-de-Cuques.

PROX 041-054/19/CT

■ **Approbation de la convention pour la pose d'un réseau d'eau de la Métropole et des réseaux souterrains de communications électroniques d'Orange**

Information du Conseil de Territoire DEASV 19/17014/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en qualité de Maître d'ouvrage projette le raccordement des réseaux d'assainissement de la Vesse et de Niolon au noyau villageois du Rove via une chaîne de pompage de transfert.

La longueur de ce réseau de l'ordre de 2800 mètres, entre dans le champ d'application des dispositions de l'art. L. 49 nouveaux du code des postes et communications électroniques, issue de la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009, art. 27 (JO du 18 décembre 2009) et du décret n° 2010-726 du 28 juin 2010

ORANGE, opérateur de communications électroniques déclaré au sens de l'art. L. 33-1 du code des postes et communications électroniques, a manifesté son intérêt par l'opération de création ou de renforcement de réseau et a adressé une demande motivée à la Collectivité pour construire son propre réseau concomitamment à celui de la Métropole.

Conformément à l'obligation légale, la Métropole est tenue d'accueillir les Installations de ORANGE en souterrain ou ses Infrastructures en aérien.

Pour mémoire, cet article est rédigé comme suit : (loi n°2009-1572 du 17 décembre 2009 - art. 27)

« Art. L. 49 du CPCE : Le maître d'ouvrage d'une opération de travaux d'installation ou de renforcement d'infrastructures de réseaux d'une longueur significative sur le domaine public est tenu d'informer la collectivité ou le groupement de collectivités désigné par le schéma directeur territorial d'aménagement numérique prévu à l'article L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales ou, en l'absence de schéma directeur, le représentant de l'État dans la région, dès la programmation de ces travaux :

- pour les aménagements de surface, lorsque l'opération nécessite un décapage du revêtement et sa refaçon ultérieure ;
- pour les réseaux aériens, lorsque l'opération nécessite la mise en place ou le remplacement d'appuis ;
- pour les réseaux souterrains, lorsque l'opération nécessite la réalisation de tranchées.

Le destinataire de l'information assure sans délai la publicité de celle-ci auprès des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales concernés ainsi que des opérateurs de réseaux de communications électroniques au sens du 15° de l'article L. 32 du présent code.

Sur demande motivée d'une collectivité territoriale, d'un groupement de collectivités territoriales ou d'un opérateur de communications électroniques, le maître d'ouvrage de l'opération est tenu d'accueillir dans ses tranchées les infrastructures d'accueil de câbles de communications électroniques réalisées par eux ou pour leur compte, ou de dimensionner ses appuis de manière à permettre l'accroche de câbles de communications électroniques, sous réserve de la compatibilité de l'opération avec les règles de sécurité et le fonctionnement normal du réseau pour lequel les travaux sont initialement prévus.

Sauf accord du maître d'ouvrage de l'opération initiale sur un mode de prise en charge différent, le demandeur prend en charge les coûts supplémentaires supportés par le maître d'ouvrage de l'opération initiale à raison de la réalisation de ces infrastructures et une part équitable des coûts communs.

Les conditions techniques, organisationnelles et financières de réalisation de ces infrastructures sont définies par une convention entre le maître d'ouvrage de l'opération et le demandeur.

Les infrastructures souterraines ainsi réalisées deviennent, à la fin de l'opération de travaux, la propriété du demandeur. Dans le cas d'infrastructures aériennes, le demandeur dispose d'un droit d'usage de l'appui pour l'accroche de câbles de communications électroniques.

Un décret détermine les modalités d'application du présent article, notamment la longueur significative des opérations visées au premier alinéa, le délai dans lequel doit intervenir la demande visée au sixième alinéa et les modalités de détermination, en fonction de la nature de l'opération, de la quote-part des coûts communs visés au septième alinéa. »

La présente convention a pour objet d'organiser les conditions techniques, administratives et financières, aux termes desquelles les deux parties vont procéder :
. en souterrain, à la construction coordonnée du nouveau réseau sis le Chemin de la Bergerie RD48-Route de Niolon sur une longueur de l'ordre de 2800 m.

A cet effet, il convient de présenter au Bureau de Métropole la convention relative à la pose la pose coordonnée d'un réseau d'eau de la Métropole et des réseaux souterrains de communications électroniques d'Orange.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'approuver une convention pour la pose d'un réseau d'eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des réseaux souterrains de communications électroniques d'Orange, sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la convention pour la pose d'un réseau d'eau de la Métropole et des réseaux souterrains de communications électroniques d'Orange.

PROX 042-055/19/CT

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies - Formule Cycle de l'Eau et paiement de la cotisation 2019

Information du Conseil de Territoire DGECE 19/16959/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant les collectivités publiques dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) agit en faveur de l'évolution du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ses représentants siègent, à ce titre, dans diverses instances de concertation, de décision ou d'échange qui constituent autant d'occasions pour les adhérents de mettre en commun leurs idées et leurs expériences.

Par ailleurs, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies édite également des ouvrages de référence ou des lettres d'informations périodiques à l'intention de ses adhérents, et réalise des enquêtes sur le prix de l'eau.

C'est la raison pour laquelle il est souhaitable que la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère, pour l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et de l'assainissement et l'évolution du droit sur l'eau, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit en effet répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016.

Il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation 2019 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 7 650 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FCT 001-013/07/17 du 13/07/2017 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de son adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et de payer la cotisation 2019 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 7 650 euros.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et sur le paiement de la cotisation 2019 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 7 650 euros.

PROX 043-056/19/CT

■ Réforme d'engins , de poids lourds , de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Information du Conseil de Territoire
DMT 19/17003/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est ci-dessous, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 044-057/19/CT

■ Approbation du plan d'actions 2019 de l'Association Régionale des Ressourceries et attribution d'une subvention DGPROP 19/17006/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a délibéré le 6 juillet 2017 (PGD 004-798/17/CT) sur l'approbation d'une convention avec l'Association Régionale des Ressourceries pour la période 2017-2019. L'objectif de ce partenariat est de promouvoir le réemploi/réutilisation auprès des habitants du territoire de Marseille Provence afin de faire évoluer leurs pratiques et ainsi diminuer les déchets produits.

Ce partenariat est une des actions prévues dans le « *Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire* » (CODEC) signé avec l'ADEME pour la période 2017-2019. Ce CODEC, doté d'une subvention pour les 3 années de 450 000 euros, est la concrétisation de l'appel à projet « *Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspi* » pour lequel Marseille Provence est lauréat.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre du projet LIFE IP Smart Waste PACA/ LIFE16IPEFR005.

Au cours de la deuxième année du partenariat avec l'Association Régionale des Ressourceries l'ensemble des actions prévues dans le plan d'actions 2018 ont été réalisées ce qui a permis de sensibiliser environ 2 000 personnes et de collecter 150 kg d'objets lors des 3 opérations de sensibilisation / collectes de proximité.

Les 4 ressourceries* présentes sur le territoire de Marseille Provence ont participé à la réalisation de ce plan d'actions en organisant des actions à destination de nombreuses cibles (habitants, enfants, étudiants) lors d'actions sur le terrain (* *Recyclodrome 13001, Croix rouge insertion - Impulse toit 13006 et 13015, Histoire sans fin 13002, Evolio 13240*) :

- 2 jours d'animation au centre commercial Le Centre Bourse les 26 et 27 novembre 2018 en partenariat avec les artisans labélisés Repar'acteurs de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat;
- Tenue d'un stand au Salon Anti Gaspi les 5 et 6 octobre et intervention à la conférence «économie circulaire» ;
- 4 journées portes ouvertes au sein des ressourceries pendant la semaine Européenne de réduction des déchets;

- 2 animations au sein de bibliothèques du territoire dans le cadre de la « Semaine pour agir » en partenariat avec Aix Marseille Université;
- 1 animation dans le cadre de « Jour de la Terre »

ACTIONS PREVUES	OBJECTIFS	ACTIONS REALISEES	BILAN
Temps fort sur le réemploi : organisation d'un événement à destination des professionnels/collaborateurs (type colloque/table ronde) et du grand public (type expo/vente).	500 personnes sensibilisées	1) Evénement « RIEN NE SE PERD » au Centre Bourse les 26/27 octobre en partenariat avec la CRMA. Déroulé : conférence de presse / stands Ressources et artisans / défilé de mode. 2) Salon Anti Gaspi : tenue d'un stand les 5/6 octobre « intervention à la conférence « Economie circulaire »	Estimation : 500 personnes sur les stands Ressources, 1500 personnes au total sur les 2 jours.
Semaine Européenne de Réduction des Déchets 2018 : organisation d'une journée portes ouvertes dans chaque Ressourcerie du territoire (Recyclodrome, Histoire Sans Fin, CRIT, Evolio).	300 personnes sensibilisées	SERD 18 / Journées portes ouvertes le 17 novembre à Recyclodrome, HSF et Evolio. Pour des raisons de sécurité (manifestation), CRIT l'a réalisé le 24 novembre.	400 personnes
4 opérations collecte / sensibilisation : - sur des marchés, des bibliothèques ou autres espaces publics - Efor - en lien avec expérimentation déchetterie mobile de AMP	200 personnes sensibilisées 300 kg de déchets collectés	Opération Jour de la Terre : participation à la réunion du 20/02 « collecte de proximité le 22 avril dans le cadre des "48h de l'agriculture urbaine" au Cours Joseph Thierry par Recyclodrome. Semaine Agir Ensemble : action à la BU St Jérôme le 21/11 par CRIT, puis à la BU Saint Charles le 23/11 par HSF. DREAL (non prévu) : animation/collecte auprès du personnel de la DREAL pendant la SERD par HSF le 21/11.	150 personnes 150 kg
13 actions	1 000 personnes sensibilisées	13 actions	2 000 personnes sensibilisées

En complément de ces actions sur le terrain l'association a contribué à la promotion du réemploi en :

- Consolidant les informations des Ressourceries pour faciliter la mise à jour du guide de tri MAMP ;
- Synthétisant des indicateurs de suivi au sein de l'Observatoire des Ressourceries de la Métropole. Pour l'année 2017, les 5 ressourceries présentes sur le territoire de la Métropole ont collecté 741 tonnes dont 57.5% ont été réemployées et 39% recyclées grâce au travail de 144 salariés représentant 110 Equivalents Temps Plein.
- Facilitant la coopération entre les Ressourceries du territoire.

Pour la troisième et dernière année de ce partenariat (2019) un plan d'actions spécifiques répondant aux deux axes de la convention et une subvention d'un montant de 15 000 euros sont proposés.

Les actions 2019 proposées sont les suivantes :

- Mise en place d'actions pour mobiliser et sensibiliser les habitants et les collaborateurs au réemploi / réutilisation des objets :
 - Organisation d'un temps fort sur le réemploi dédié à la promotion des filières favorisant l'allongement de durée de vie des objets : réemploi, réutilisation et réparation.
 - Opérations de sensibilisation du grand public à la réduction des déchets par la mise en œuvre d'actions de collectes de proximité.
 - Journée portes ouvertes au sein des ressourceries du territoire à l'occasion de la Semaine

Européenne de Réduction des Déchets 2019.

- Sensibilisation des éco-ambassadeurs du Conseil de territoire Marseille Provence à la filière réemploi ;
- Consolidation des données des Ressourceries du territoire afin de faciliter l'accès à l'information, sur les solutions locales de réemploi, pour les habitants et réflexion sur la construction d'une offre commune
 - Déclinaison de l'observatoire régional des Ressourceries de la Région PACA sur le territoire de la Métropole Aix Marseille Provence avec un zoom CT1
 - Accompagner les Ressourceries à coopérer pour tendre vers une offre commune et favoriser un changement d'échelle
- Coordination globale du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT

du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME ;

- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-653/17/CT du 17 mai 2017 sur l'approbation d'une convention avec l'Association Régionale des Ressourceries pour la période 2017-2019.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sensibilisation des habitants au réemploi des objets représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 15 000 euros à l'Association Régionale des Ressourceries pour le plan d'actions 2019 annexé à la convention.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2019 du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 - Nature 65748 – Sous-Politique G130 – Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 045-058/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association La Nouvelle Mine pour l'année 2019 et approbation d'une convention

Information du Conseil de Territoire DGPROP 19/17011/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) fixe les objectifs et les mesures en matière de prévention des déchets sur la période 2014-2020. Ce plan est renforcé par la loi n°2015-992 « transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015.

Afin d'optimiser la gestion des déchets au sein des territoires et atteindre les objectifs réglementaires, la Métropole a mis en place, par délibération du 19 octobre 2017, son schéma Métropolitain de Gestion des déchets. La prévention des déchets est un des axes principaux de ce schéma.

L'association « la Nouvelle Mine » basée sur la commune de Gréasque développe des actions en

matière de réduction, de réemploi et de valorisation des déchets.

Par ces opérations, « La nouvelle mine » souhaite faire évoluer les comportements des citoyens en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire et de réemploi.

Dans cette optique, l'association sollicite, pour l'année 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus particulièrement les territoires de Marseille Provence (CT1) et du Pays d'Aix (CT2) pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de 39 000€ concernant deux actions :

Numéro	Nature de l'action	Montant CT1 Territoire Marseille Provence	Montant CT2 Territoire Pays d'Aix	Montant total sollicité Aix-Marseille-Provence
Action n°1	Foyers « zéro déchets »	15 000 €	15 000 €	30 000 €
Action n°2	Rayon « anti gaspi »	4 500 €	4 500 €	9 000€
Total cumulé pour 2019		19 500€	19 500€	39 000€

Présentation de l'action n°1 : Défi famille zéro déchets

Une première expérience « Défi Famille (presque) zéro déchet » du Pays d'Aix, lancée en 2017 avec le soutien de la fondation de France, relayé par les médias locaux, a confirmé que de nombreuses familles sont prêtes à changer les choses en matière de production de déchets, mais qu'elles manquent de méthode. Certaines se découragent face aux contraintes du quotidien (manque de temps, d'organisation, d'information) quand d'autres ayant expérimentées seules de nouvelles pratiques, se sentent stagner, ne savent pas comment faire pour aller plus loin.

Pour 2019/2020, l'association propose de lancer cette action auprès de 25 foyers sur le territoire du Pays d'Aix et 25 foyers sur celui du territoire de Marseille-Provence. Soit au total une moyenne de 150 participants.

Un équilibre de la représentation des différents types de foyers sera réalisé: familles nombreuses, monoparentales, couples sans enfant, colocations d'étudiants, retraités etc. provenant de milieux sociaux différents. Un questionnaire de pré-inscription permettra de sélectionner une variété de profils. Si besoin, un relais communication sera mis en place avec des bailleurs sociaux pour atteindre des personnes bénéficiaires de minima sociaux.

Ainsi, pendant 6 mois, à partir du mois de mars 2019, un coaching participatif, permettra d'accompagner ces foyers dans la mise en place d'un plan d'actions personnalisé (3 défis par mois choisis par les familles au sein d'un thème), des échanges d'astuces et retour d'expériences entre foyers et ambassadeurs du zéro déchet, des ateliers de fabrication de produits du quotidien zéro déchet, des ateliers de compostage, et des sorties inspirantes. Il est également proposé un partage d'expérience via une websérie.

Il sera proposé un programme de sorties/visites: Centre d'enfouissement de l'Arbois et/ou du site multifilières EveRé en début de défi, conférence de Jérémie Pichon auteur de « famille zéro déchets -ze guide » atelier de compostage, autre sortie en fonction de l'actualité (à titre d'exemple en 2017 visite de l'expo "vies d'ordures" au Mucem). Des rendez vous collectifs seront organisés par territoire tous les mois.

Concernant les bénéficiaires indirects, d'après l'association, il est possible de compter en moyenne 10 personnes proches du réseau de chaque foyer, étant sensibilisée, par ricochet, à la démarche zéro déchet (collègues, amis, famille), soit 500 bénéficiaires indirects, sans compter les internautes suivant la websérie.

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	26 260 €	Ventes (participations famille achats des balances)	440 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	3 697 €	Subvention projet innovants (DRJSCS)	8 000 €
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, missions, cotisations, formations, frais postaux)	8 062 €	Formation des bénévoles (DRJSCS)	750 €
Charges de personnels (rémunérations, charges sociales...)	25 972 €	Département des BDR	10 000 €
		Territoire du Pays d'Aix	15 000 €
		Territoire de Marseille	15 000 €
		Commune de Gréasque	2 000 €
		Cotisations	1 500€
		Fondations	11 301 €
Total charges	63 991 €	Total Recettes	63 991 €

Pour la mise en œuvre de cette action, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 30 000 €.

Numéro	Nature de l'action	Montant CT1 Territoire-Marseille	Montant CT2 Territoire Pays d'Aix	Montant total sollicité Aix-Marseille- Provence
Action n°1	Foyers « zéro déchets »	15 000 €	15 000 €	30 000 €

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

Pour le territoire de Marseille :

N° GU	Manifestation / action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2019_00567	Sensibilisation à la réduction des déchets	La nouvelle mine	Réduction des déchets	—	63 991	15 000 €	15 000 €	OUI

Pour le territoire du Pays d'Aix :

N° GU	Manifestation / action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2019_00567	Sensibilisation à la réduction des déchets	La nouvelle mine	Réduction des déchets	—	63 991	15 000 €	15 000 €	OUI

Présentation de l'action n°2 : Etude de faisabilité de rayons anti-gaspi en magasin de bricolage.

Il existe encore très peu de matériaux de récupération, (particuliers comme professionnels), pour des projets de création, de bricolage, d'aménagements d'espaces, et de rénovation de l'habitat. Quelques initiatives ont vu le jour mais elles restent très locales et n'existent pas sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette action vise à étudier les conditions de faisabilité pour le développement de nouveaux débouchés pour la revente au sein de la grande distribution du bricolage de matériaux ou de matériels de récupération collectés par des acteurs du réemploi du Territoire de la Métropole d'Aix-Marseille. Cette action se réalisera en partenariat avec le Leroy Merlin de Cabries.

Plus spécifiquement, l'étude, objet de la présente convention, portera sur la dernière phase permettant d'étudier son impact et réaliser une phase test de premières mises en rayons anti gaspi suivi d'actions de promotion du surcyclage au sein de Leroy Merlin de Cabriès. Enfin, il sera préconisé un plan d'actions pour envisager un futur développement .

Objectifs spécifiques de l'étude :

> Faire l'état des lieux du gisement de matériaux de récupération revalorisables via la mise en place de rayon anti-gaspi et promotion du surcyclage au sein du magasin Leroy Merlin Cabries (magasin de bricolage pilote)

> Analyser les opportunités et les freins actuels liés aux contraintes de la grande distribution, pour la mise en place de rayons anti-gaspi et la promotion du surcyclage, et y apporter des solutions alternatives

> Analyser les opportunités et les freins actuels concernant la collecte des gisements identifiés, de leur préparation et de leur acheminement vers le magasin de bricolage.

> Analyser l'impact économique, environnemental et l'impact social

> Préciser et qualifier l'articulation, la complémentarité et les moyens d'actions entre le lancement des rayons anti-gaspi et la création de corners de vente spécial surcyclage ainsi que la mise en place d'actions de sensibilisation auprès du grand public pour accompagner le lancement d'une phase test ultérieure.

> Proposer en conclusion un plan d'action de la phase test ultérieure regroupant les moyens nécessaires à la faisabilité de son lancement (moyens techniques, humains, financiers) ainsi que les critères et processus d'évaluation à mettre en oeuvre pour en mesurer l'impact environnemental, économique et social avant déploiement.

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	11 400 €	Ventes (participations famille achats des balances)	4 129 €
Services extérieurs (locations, assurances..)	16 924 €	Subventions : ADEME filidéchet	45 000€
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, missions, cotisations, formations, frais postaux)	10 9210 €	Subvention Territoire du Pays d'Aix	4 500 €
Charges de personnels (rémunérations, charges sociales...)	35 069 €	Subvention : Territoire de Marseille	4 500 €
		Commune de Gréasque	2 000 €
		Autres produits de gestions courantes : dons, cotisations (1 500€, Leroy Merlin (3000€), fondations (9 685€)	14 185 €
Total charges	74 314 €	Total Recettes	74 314 €

Pour la mise en œuvre de cette action, l'association sollicite la métropole à hauteur de 9 000 €.

Numéro	Nature de l'action	Montant CT1 Territoire-Marseille	Montant CT2 Territoire Pays d'Aix	Montant total sollicité Aix-Marseille- Provence
Action n°1	Foyers « zéro déchets »	4 500€	4 500 €	9 000€

Il est proposé de ne pas répondre favorablement à cette demande de subvention. La priorité étant donnée aux actions de prévention touchant directement les ménages.

Pour le territoire de Marseille :

L'opération ne se passant pas sur la zone géographique du territoire de Marseille, le CT1 ne participera pas financièrement.

N° GU	Manifestation / action	Association	Domaine d'activités	Svbention année N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2019_00566	Sensibilisation à la réduction des déchets	La nouvelle mine	Réduction des déchets	—		4 500 €	0 €	-

Pour le territoire du Pays d'Aix :

N° GU	Manifestation / action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2019_00566	Sensibilisation à la réduction des déchets	La nouvelle mine	Réduction des déchets	—		4 500 €	0 €	oui

Entendues les conclusions du rapporteur,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le projet de sensibilisation des habitants à la réduction des déchets et à l'économie de la ressource représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte du projet de rapport en vue de l'attribution d'une subvention à l'association La Nouvelle Mine pour l'organisation du défi famille zéro déchet et pour l'approbation de la convention d'objectifs.

PROX 046-059/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°5 au contrat de délégation de service portant sur le financement, la conception, la réalisation et l'exploitation d'un ensemble de traitement des déchets ménagers et assimilés

**Information du Conseil de Territoire
DTD 19/17016/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Il est préalablement rappelé que par délibération du 20 décembre 2003, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a validé le principe du recours à la délégation de service public comme mode de gestion de la future unité de valorisation énergétique des déchets.

Une convention de délégation de service public a été conclue à cet effet (ci-après « la Convention ») le 18 juillet 2005 avec un groupement d'entreprises composé des sociétés URBASER SA et VALORGA International.

Le contrat de délégation de service public et ses annexes administratives, techniques et financières portent sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés situé à Fos-sur-Mer.

Le groupement d'entreprises attributaire a, conformément à ce qui était prévu par la Convention, créé une société dédiée à l'exploitation du site, EVERE qui est donc le Déléataire.

Depuis sa conclusion, la Convention a fait l'objet de quatre avenants qui ont été signés entre les Parties respectivement les 18 décembre 2009, 21 décembre 2010, 27 juin 2011 et 22 juillet 2015.

Aujourd'hui, de nouvelles dispositions législatives viennent modifier le régime fiscal de la taxe générale sur les activités polluantes - incinération (dite « TGAP Incinération »).

Plus précisément, alors que les récentes lois de finances prévoient une augmentation progressive de son montant dès 2019 et jusqu'à 2025, dans le même temps elles prévoient un mécanisme incitatif pour les exploitants d'incinérateurs en vue d'augmenter la performance environnementale de leurs installations grâce à l'introduction de taux réduits pour les installations mettant en place des équipements réduisant leurs nuisances environnementales (par exemple certification selon la norme ISO 50001 ou encore réduction des taux d'émission de certains rejets, à savoir les NOx).

Globalement, en ce qui concerne l'installation dont le Déléataire à la charge dans le cadre de la Convention, une TGAP Incinération à taux plein – dont il est contractuellement prévu le remboursement par le Déléant – représentera, selon le projet de loi de finances 2019, un montant annuel de plus de 4,32 M€ en 2019 et jusqu'à 9 M€ en 2025. Or, le respect des objectifs de performance environnementale permettra l'application d'un taux réduit et, ce faisant, une réduction très importante du montant annuel de TGAP Incinération, de 2,43 M€ en 2019 jusqu'à 3,6 M€ en 2025.

Compte tenu de l'enjeu pour les finances de la collectivité dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint, la Métropole s'est rapprochée de son délégataire afin de trouver un accord permettant d'éviter que celle-ci subisse cette augmentation des taux de TGAP. L'objet de la négociation a été d'étudier les conditions de réalisation des

investissements indispensables pour bénéficier du taux de TGAP réduit et ce, dès l'année 2019.

L'ensemble des coûts d'investissement et des coûts d'exploitation/maintenance induits par ces mesures sera pris en charge par le délégataire qui assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux. En contrepartie, la Métropole versera au délégataire un complément de redevance dit CPF3 d'un montant annuel de 985 387€.

Ainsi, la conclusion de l'avenant 5 permet à la Métropole de réaliser plus de 26 M€ d'économie en incluant le versement du CPF3 sur les douze années restantes du contrat de délégation de service public.

Afin de mettre à jour la Convention des récentes évolutions réglementaires précitées, de clarifier les obligations respectives des Parties sur ces points et donc d'améliorer les relations contractuelles, les Parties ont décidé de la conclusion d'un avenant n° 5.

L'avenant n° 5 a pour objet :

- d'ajuster la rédaction de l'article 26 relatif à la mise en conformité des ouvrages et/ou des conditions d'exploitation ;
- d'instituer un CPF3 (Complément de Partie Fixe n°3) en contrepartie des incidences financières liées à la mise en place des dispositifs d'optimisation de cette taxe afin que, suite aux dernières évolutions réglementaires du Code des Douanes, le DELEGANT bénéficie d'un tarif optimisé de la TGAP Incinération;
- de définir les modalités d'indexation de ce CPF3 ;
- de mettre à jour la rédaction de l'article 35 relatif au régime fiscal, au regard des dernières évolutions réglementaires et notamment celles relatives à la TGAP Incinération ;
- de définir les modalités d'information du DELEGANT dans le cadre de la mise en œuvre des actions « ISO 50001 » ;
- de compléter les informations à fournir par le DELEGATAIRE au DELEGANT dans le cadre des comptes-rendus techniques, afin d'y ajouter les données de suivi pertinentes au regard de la TGAP Incinération (« haute performance énergétique » et pesée commerciale).

Enfin, en application des articles 26 et 39 de la Convention, le présent avenant a également pour objet de prendre en compte les incidences financières de la mise en conformité réalisée suite à une évolution réglementaire relative aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2910-B de la nomenclature ICPE. Ainsi, le montant de l'investissement remboursé au délégataire par la Métropole s'élève à 219 580,82€HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de délégation de service public conclue entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et le groupement d'entreprises composé d'URBASER SA et de VALORGA INTERNATIONAL auquel s'est substituée la société dédiée EVERE et ses avenants n°1, 2, 3 et 4 en date respectivement des 18 décembre 2009, 21 décembre 2010, 27 juin 2011 et 22 juillet 2015 ;
- La délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Abrogation de la délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 » approuvée le 13 décembre dernier ;
- L'avis de la commission prévue à l'article L. 1411-5 du CGCT ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 *relative aux contrats de concession* et son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que des évolutions réglementaires sont intervenues en ce qui concerne la fiscalité (contribution économique territoriale ; taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité ; taxe communale ; taxe générale sur les activités polluantes - incinération) et l'économie circulaire qui favorise le réemploi et l'utilisation des matériaux issus du traitement des déchets ;
- Qu'en particulier le bénéfice d'un taux réduit de taxe générale sur les activités polluantes - incinération permettra au Délégué de réduire significativement le montant de cette taxe ;
- Qu'il y a lieu de mettre à jour la Convention de ces récentes évolutions réglementaires, de clarifier les obligations respectives des Parties et d'améliorer leurs relations contractuelles.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte de l'avenant n° 5 à la Convention de délégation de service public signée entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la société EVERE.

PROX 047-060/19/CT

■ Approbation de la revalorisation des opérations d'investissements relatives à la réalisation des lignes de Bus à Haut Niveau de Service entre le technopôle de Château Gombert et l'université Saint Jérôme à Marseille 13ème et 14ème arrondissements, et entre la station de Métro Bougainville et Saint Antoine Vallon des Tuves à Marseille 15ème et 16ème arrondissements

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 19/16851/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération DTUP 002-2284/10/CC du 1er octobre 2010, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le projet de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre le technopôle de Château Gombert et l'université de Saint Jérôme à Marseille (13ème et 14ème arrondissements).

L'objectif de cette opération était d'améliorer la desserte en transports en commun du technopôle de Château Gombert et de l'université de Saint-Jérôme, conformément aux mesures d'accompagnement du Plan Campus auxquelles s'est engagée la Communauté Urbaine.

Par délibération DTUP 002-111/12/CC du 13 février 2012, le Conseil de Communauté a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme « BHNS ligne St Jérôme – Château Gombert » d'un montant de 45 150 501,67 H.T qui a fait l'objet d'une révision positive de 6 688 963,21 H.T portant le montant de l'opération à 51 839 464,88 H.T. par délibération N° VOI 003-156/13/CC en date du 22 mars 2013 du Conseil de la Communauté urbaine de Marseille

Une première section de cette ligne BHNS dénommée ligne «B3» a été mise en service en septembre 2014 ; elle concerne les deux parties comprises de part et d'autre des noyaux villageois de Saint Jérôme et de la Rose (rue Pèbre d'Ail/carrefour chemin du Merlan-Boulevard Lavéran d'une part ; métro la Rose et Boulevard Bara d'autre part), Cette réalisation a permis de relier l'université de Saint-Jérôme à la station de métro Malpassé et le technopole de Château Gombert à la station de métro la Rose.

La seconde section correspondant au tronçon central passant à proximité des noyaux villageois de Saint-Jérôme et de La Rose n'a pas été réalisée, compte tenu des difficultés d'insertion d'un BHNS au droit de l'établissement privé Sevigné.

Depuis, l'Agenda de la Mobilité de la Métropole a été approuvé en décembre 2016 ; il prévoit notamment la réalisation de la ligne de BHNS dénommée ligne «B4» entre le pôle multimodal Gèze et le métro la Fourragère. Son tracé s'inscrira notamment au-dessus des dalles des tranchées couvertes de la rocade L2Nord, mais également entre l'échangeur Wresinski et l'échangeur de Frais Vallon, permettant ainsi de réaliser une partie du tronçon central de la ligne «B3».

De façon globale, il convient dès lors de procéder à une diminution du montant de l'opération «B3» à hauteur de 7 000 000 €.

Par ailleurs, par délibération DTUP 001-2283/10/CC du 1er octobre 2010, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le projet de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS B2), entre la station de métro Bougainville et Saint-Antoine (Vallon des Tuves) à Marseille (15ème et 16ème arrondissements

L'objectif de cette opération était d'améliorer la desserte en transports en commun du secteur Nord de Marseille, en substituant à l'ancienne ligne de bus n°26, une ligne de Bus à Haut Niveau de Service performante.

Par délibération DTUP 001-110/12/CC du 13 février 2012, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 23 411 371,24 H.T.€.

Par délibération DTUP 007-131/13/CC du 22 Mars 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé l'affectation de la revalorisation de l'autorisation de programme pour un montant de 4 180 602.00 portant l'opération à 27 591 973,24 H.T. concernant la ligne de BHNS «B2».

Cette ligne a été mise en service le 1^{er} septembre 2014. Cependant, il convient de procéder à une revalorisation à la hausse d'un montant de 5 300 000 euros afin de solder les paiements de la totalité de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 002-2284/10/CC du 1er octobre 2010 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DTUP 001-2283/10/CC du 1er octobre 2010 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;

- La délibération DTUP 002-111/12/CC du 13 février 2012 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DTUP 001-110/12/CC du 13 février 2012 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DTUP 007-131/13/CC du 22 Mars 2013 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 003-156/13/CC du 22 mars du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018, relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la diminution du montant de l'opération d'investissement « réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre le technopôle de Château Gombert et l'université de Saint Jérôme à Marseille (13ème et 14ème arrondissements) » ;
- Qu'il convient de procéder à la revalorisation du montant de l'opération d'investissement « de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la station de métro Bougainville et Saint-Antoine (Vallon des Tuves) à Marseille (15ème et 16ème arrondissements) » ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la revalorisation des opérations d'investissements relatives à la réalisation des lignes de Bus à Haut Niveau de Service entre le technopôle de Château Gombert et l'université Saint Jérôme à Marseille 13ème et 14ème arrondissements, et entre la station de Métro Bougainville et Saint Antoine Vallon des Tuves à Marseille 15ème et 16ème arrondissements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 048-061/19/CT

■ Autorisation de dépôt du dossier d'enquête publique pour la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille, et la création d'un dépôt de tramway et de parcs relais

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/16980/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a pris la décision de lancer la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille, au Nord de la station Arenc jusqu'à Gèze et au Sud de Castellane jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer le partage modal des déplacements au profit des transports en commun.

Par délibération DTM 009-583/14CC du 19 décembre 2014, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la constitution d'un dossier de saisine de la Commission Nationale de Débat Public (CNDP), se rapportant à l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille du Nord au Sud.

Par délibération DTM 019-767/15CC du 19 février 2015 ce même Conseil de Communauté a approuvé la création et l'affectation de l'opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord Sud, Gèze-La Gaye, pour un montant de 14 100 000 euros HT.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, ce même Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye, incluant création d'un dépôt de tramway et d'un parc relais sur le site Dromel/Montfuron ainsi que d'un parc relais au niveau de l'intersection avec le Boulevard Urbain Sud à La Gaye.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, ce même Conseil de Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement de l'extension du réseau de Tramway Nord-Sud de Marseille première phase et de son affectation pour un montant total de 320 M€.

Ce projet présente un intérêt stratégique pour l'agglomération à plusieurs titres.

Il entre pleinement dans l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de développement de son réseau de transports collectifs en site propre (TCSP) et contribue au rééquilibrage de la desserte des populations sur une aire urbaine plus vaste.

Il accompagnera l'extension de 170 hectares, vers le nord de Marseille, du périmètre de l'opération d'intérêt national portée par l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée et dont l'objectif majeur est d'étendre le grand centre-ville de Marseille. Ce projet contribuera également au rayonnement du Pôle d'échanges de Gèze.

Il permettra vers le sud, la desserte de la ZAC de la Capelette et des hôpitaux et désenclavera certains des quartiers les plus densément peuplés de la ville. D'autre part l'extension du réseau de tramway au sud contribuera à la création de deux pôles d'échanges multimodaux, l'un à la station Sainte-Marguerite Dromel, l'autre à la jonction avec le projet de Boulevard Urbain Sud, boulevard de la Gaye. Cette extension augmentera le rayonnement et l'efficacité de l'ensemble du réseau de TCSP de l'agglomération.

Il permet en outre, par densification du maillage des transports collectifs, une desserte améliorée et facilitée de grands équipements publics : hôpital, équipements culturels et de loisirs à rayonnement métropolitain.

La desserte Nord/Sud, essentielle pour un développement harmonieux du territoire marseillais, sera améliorée. La croissance du réseau de tramway s'articulera avec la mise en service du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) Nord jusqu'à l'hôpital Nord, et du BHNS Sud jusqu'à Luminy.

La part modale des transports en commun sera augmentée, la circulation automobile sera apaisée, l'espace urbain gagnera en qualité.

Le centre-ville étendra son rayonnement et son accessibilité sera largement améliorée.

Ce projet a été retenu dans sa phase 1, du Boulevard Capitaine Gèze à Arenc et de Castellane à La Gaye, dans le cadre de l'appel à projets Transports Collectifs et Mobilité Durable de l'Etat.

Le projet répond aux orientations des politiques d'aménagement du territoire national exprimées par les Lois D'engagement National pour l'Environnement qui visent à favoriser la création des transports en communs.

Par ailleurs, il s'intègre pleinement dans les objectifs du Plan de Déplacements Urbains d'agglomération pour la période 2013 à 2023. Il figure également parmi les objectifs prioritaires du programme d'investissements en Transports en Commun en

Commun en Site Propre de l'Agenda Mobilité métropolitain approuvé par le Conseil de la Métropole en décembre 2016.

Le prolongement porte sur la phase 1 de l'extension et représente :

- pour le Nord un linéaire supplémentaire de : 1,8 km (Arenc – Gèze)
- pour le Sud un linéaire supplémentaire de : 4,2 km (Castellane-La Gaye)

Cette double extension implique l'augmentation de la flotte de matériel roulant tramway afin de maintenir le niveau de service en TCSP. De nouvelles rames seront mises en service. Afin de permettre leur remisage et leur maintenance, il est nécessaire de réaliser un nouveau dépôt, celui de St Pierre ne pouvant en accueillir davantage. Il est ainsi prévu de construire un centre de remisage supplémentaire sur le site de Montfuron, au nord de la station de Métro Sainte-Marguerite Dromel, le long du boulevard Schloësing.

Par délibération TRA 001-368/16/BM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le lancement de la concertation préalable de ce projet.

Au terme de cette concertation dont le bilan a été acté par délibération TRA 022-4617/18/CM du 18 octobre 2018, il est apparu que le projet d'extension du TCSP a reçu un accueil favorable de la population. Les conclusions de ce bilan ont conforté la Métropole dans ses intentions de poursuivre les études sur le projet.

1- Projet de Référence

Les études préliminaires et d'avant-projet menées par le groupement de maîtrise d'œuvre ont permis de fixer le tracé, l'implantation et les caractéristiques essentielles des ouvrages dont les constructions connexes indispensables au bon fonctionnement de l'extension du tramway que sont notamment le site de maintenance et de remisage et les parkings relais.

Le projet de référence comprend :

- L'extension du tramway Nord Sud sur un linéaire de 6.2km ainsi que stations et aménagements de voirie connexes contribuant à l'insertion de son tracé dans le tissu urbain et viaire constitué ou en projet. Pour le tronçon nord, le tracé retenu s'étend sur les 2^{ème}, 3^{ème} et 15^{ème} arrondissements de Marseille, sur un linéaire de 1,8 km. Le tramway emprunte le boulevard de Paris et le Cours d'Anthoine. Les deux voies se dissocieront ensuite : du sud vers le nord la voie tramway est insérée sur la traverse du Bachas et la rue du Marché et du nord vers le sud la voie tramway est insérée sur l'avenue Salengro. Les deux voies sont enfin regroupées au nord de l'avenue Salengro et

la rue de Lyon jusqu'au carrefour avec le boulevard du Capitaine Gèze, terminus de l'extension nord.

Pour le tronçon sud, le tracé retenu s'étend sur les 6^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille, sur un linéaire de 4,4 km. Le tramway traverse la Place Castellane, puis emprunte l'avenue Jules Cantini, traverse la place du Général Ferrié, emprunte le boulevard Schloesing, la rue Augustin Aubert, l'avenue Viton, et trouve son terminus au début du chemin de la Colline Saint-Joseph.

- Un centre de remisage et d'entretien des rames, accompagné d'un parking relais en lien avec le pôle d'échange Sainte-Marguerite Dromel
- Un parking relais en fin de ligne Sud (terminus provisoire de la phase 1)

En outre, il favorisera l'amélioration du réseau TC existant par les réaménagements des pôles multimodaux de Castellane et de Dromel.

Le projet prévoit également un confortement des aménagements en faveur des modes doux.

En outre l'insertion du tramway nécessite des aménagements routiers pour permettre de maintenir des conditions de circulation satisfaisantes.

Au-delà de l'insertion d'une plateforme TCSP performante, une ambition forte de corrélérer le projet transport à une revalorisation de l'espace public est portée. Le long du linéaire, le projet permet un réaménagement urbain de façade à façade, le réaménagement de surface du pôle mobilité ainsi que la requalification des places Castellane et Ferrié au profit d'un espace public revalorisé, recomposé, pacifié et très largement végétalisé.

Les principales attentes de ce projet se déclinent comme suit :

- Une population desservie de 84 800 habitants situés à moins de 500 mètres d'une station du prolongement en 2023 ;
- La création de 12 stations avec une distance inter station moyenne de 445 mètres ;
- Une fréquentation journalière estimée à 93 300 voyageurs sur la ligne T3 en 2023 ;
- Une accessibilité complète pour les personnes à mobilité réduite.

Une date prévisionnelle de mise en service est fixée en 2023.

2- Coût

Le coût prévisionnel de ce projet est estimé à 320 M€ H.T. avec un financement assuré par la Métropole

Aix-Marseille-Provence. Ce coût comprend les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, les acquisitions foncières, les travaux d'infrastructure d'espaces publics et paysagers, de voirie et ferroviaire, les équipements, locaux et systèmes nécessaires à l'exploitation, le matériel roulant, le centre de maintenance et de remisage, les parcs relais et comprend également les mesures compensatoires et de réduction d'impact.

3- Les procédures administratives à lancer

Afin de mettre en œuvre ce projet, il est nécessaire de conduire ou faire conduire par les services de l'Etat compétent un certain nombre de procédures.

Bien qu'inscrit essentiellement sur le domaine public routier, un certain nombre d'acquisitions foncières sont nécessaires. Des négociations sont actuellement en cours avec les propriétaires concernés. Tout en privilégiant les procédures amiables, dans l'hypothèse ou celles-ci n'auraient pu aboutir, il pourra s'avérer nécessaire de recourir à la procédure d'expropriation. Une procédure de déclaration d'utilité publique devant être conduite, un dossier a été constitué en ce sens conformément au code de l'expropriation.

Le ou les dossiers d'enquête parcellaire nécessaire à un arrêté de cessibilité sera(ont) réalisé(s) ultérieurement afin de privilégier les négociations amiables.

Par ailleurs, l'extension Nord et Sud du tramway de Marseille s'inscrit dans le cadre réglementaire qui implique l'organisation de diverses procédures explicitées ci-après.

Impact sur l'environnement :

Le projet étant soumis à évaluation environnementale (conformément à l'annexe R. 122-2 du code de l'environnement), il doit faire l'objet d'une enquête publique régie par le code de l'environnement (article L. 123-2 du code de l'environnement).

Conformité avec les documents d'urbanisme :

Le projet n'étant actuellement pas compatible avec les dispositions du Plan Local d'Urbanisme de Marseille, et dans l'attente de la finalisation du PLUi, une mise en compatibilité du document d'urbanisme par voie de DUP est prévue, en application du L153-54 du Code de l'Urbanisme. La DUP emportera mise en compatibilité du PLU.

Autorisation environnementale :

Les mesures de gestion des eaux mises en place dans le cadre de l'opération soumettent le projet à autorisation environnementale au titre de la Loi sur l'Eau (articles L. 214-1 à 214-6 du code de l'environnement). Ce dossier doit être instruit par les services de l'Etat en vue d'obtenir l'autorisation de réaliser les travaux.

Au regard des dispositions conjointes du code de l'environnement et du code de l'expropriation, la mise en œuvre de l'extension Nord Sud du tramway de Marseille nécessite l'ouverture d'une enquête publique préalable à la fois à la Déclaration d'Utilité Publique et aux autorisations de travaux.

Il convient à ce stade du projet, de solliciter le Préfet des Bouches du Rhône pour instruire les différents dossiers liés aux travaux et à l'utilité publique et organiser l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

4- Contenu du dossier :

Conformément aux sujétions du code de l'expropriation et notamment l'article R11-3 I, le dossier d'enquête publique sera constitué des pièces suivantes :

- Une notice explicative ;
- Le plan de situation ;
- Le plan général des travaux ;
- Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- L'appréciation sommaire des dépenses ;
- L'étude d'impact
- L'évaluation socio-économique du projet
- Le dossier de mise en compatibilité du PLU de Marseille
- Un résumé non technique

Des annexes comprenant notamment délibérations, procès-verbal d'examen conjoint...

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- Le code de l'urbanisme,
- Le code de l'environnement,
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole DTM 009-583/14CC du 19 décembre 2014 approuvant la constitution d'un dossier de saisine de la Commission Nationale de Débat Public, se rapportant à l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille du Nord au Sud ;
- La délibération de ce même Conseil de Communauté DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze-La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération de ce même Conseil de Communauté DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence TRA 001-368/16/BM du 30 juin 2016 approuvant le lancement de la concertation préalable de la première phase du projet d'extension Nord-Sud du tramway ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence TRA 022-4617/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant le bilan de la concertation préalable ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant la révision de l'opération d'investissement de l'extension du réseau de Tramway Nord-Sud de Marseille première phase et de son affectation pour un montant total de 320 M€.
- Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et son volet relatif à la mise en compatibilité du PLU de Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter le Préfet des Bouches-du-Rhône pour instruire les différents dossiers liés aux travaux et à l'utilité publique et organiser l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole, relatif à l'autorisation de dépôt du dossier d'enquête publique en Préfecture pour la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye, et la création d'un dépôt de tramway et de parcs relais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 049-062/19/CT

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Colas Midi Méditerranée / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS concernant le marché - Infrastructures, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain- Prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane**

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/16978/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

En date du 27 août 2013, le marché de travaux n° 13/139 portant sur les travaux d'Infrastructure, Génie Civil, Voie Ferrée et Mobilier Urbain (dit M4) dans le cadre de l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille depuis la Canebière jusqu'à la place Castellane en empruntant la rue de Rome, a été notifié au groupement d'entreprises solidaires constitué des sociétés Colas Midi Méditerranée / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS.

Le montant du Marché initial tel qu'il résulte du détail estimatif est de 18 280 421,46 euros HT (en valeur avril 2013).

Les évolutions suivantes ont été apportées au montant du marché :

Par avenant n°1 signé par le Groupement en date du 22 septembre 2014, le montant initial du Marché a été augmenté de 1 438 009,31 euros HT, soit 7,87 % du montant initial du Marché. L'avenant a été notifié le 27 octobre 2014.

Par courrier référencé 032-141027-110524-SM reçu par le maître d'œuvre le 27/10/2014, dans le cadre de l'article 15.4 du CCAG-Travaux, le titulaire du marché annonçait qu'il atteindrait la masse initiale des travaux fin novembre 2014.

Par avenant n°2 signé par le Groupement en date du 29 janvier 2015 d'un montant de 1 511 565,02 euros HT, le montant contractuel a été porté à 21 229 995,79 euros HT, soit une augmentation cumulée de 2 949 574,33 euros représentant 16,13 % du montant initial du Marché. L'avenant a été notifié le 25 février 2015.

En date du 20 juillet 2016, le Groupement a produit un projet de décompte final établi à 22 375 817,01 euros HT base marché.

Par décision du représentant du pouvoir adjudicateur en date du 15 septembre 2016, en application de l'article 15.4 du CCAG-Travaux, un dépassement des quantités de la masse contractuelle du marché a été autorisé dans le cadre de l'établissement du décompte général, de 399 440,61 euros HT, soit 1,88 % de la masse contractuelle du marché modifiée à l'issue de l'avenant 2. Le montant des travaux à régler au Groupement a été arrêté dans le décompte général à 21 629 436,40 euros HT base marché, soit un dépassement cumulé de 18,32 % au regard du montant initial du marché.

Le délai contractuel est le suivant :

L'article 6 de l'Acte d'engagement fixe le délai global d'exécution à 16 mois qui se décompose en :

Délai d'exécution : 14 mois à compter de l'ordre de service de démarrage dont un délai de préparation de 2 mois ;

Délai de repli des installations de chantier : 2 mois à compter de la notification de l'ordre de service correspondant.

Par ordre de service n°1, la CUMPM et la Maîtrise d'œuvre ont notifié le démarrage des travaux à compter du 2 septembre 2013 fixant ainsi un achèvement des travaux au 2 novembre 2014 et un repliement au 2 janvier 2015.

L'article 6 de l'avenant n°1 fixe le délai d'exécution des travaux à 16 mois, soit une date d'achèvement au 2 janvier 2015.

Par Ordre de service n°87, la Maîtrise d'œuvre a notifié avec signature du Représentant du Pouvoir Adjudicateur la suspension des travaux à compter du 20 décembre 2014 pendant 2 semaines, fixant ainsi une date d'achèvement des travaux au 16 janvier 2015.

Par ordre de service n°88, la Maîtrise d'œuvre a notifié avec signature du Représentant du Pouvoir Adjudicateur une prolongation de délai de 2 semaines fixant ainsi la date contractuelle d'achèvement des travaux au 30 janvier 2015.

Le mandataire du groupement M4 a transmis le 26 Juillet 2016 au maître d'œuvre un mémoire intitulé « Demande de rémunération complémentaire des surcoûts et des préjudices subis et liés aux modifications dans les conditions d'exécution du contrat » pour un montant de 9 345 619.86 euros HT (y compris demande de remboursement des retenues et pénalités).

Après analyse de la réclamation, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage évaluaient respectivement le complément de rémunération à verser au Groupement à hauteur de 1 485 656.09 euros HT (Maître d'œuvre) et 644 014.21 euros HT (Maître d'ouvrage).

Compte tenu de ce désaccord, les parties ont soumis leur différend au CCIRAL de Marseille, dans le cadre de l'affaire enregistrée sous le n° 2017-28, en produisant des mémoires développant l'argumentaire justifiant leurs conclusions respectives, en vue d'obtenir son avis.

Parallèlement a été déposé par le groupement, une requête auprès du Tribunal administratif le 20/10/2017 en vue d'une procédure contentieuse.

Après instruction et séance en date du 23/11/2018, le CCIRAL de Marseille notifiait un avis au terme duquel il préconisait aux parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement d'une indemnité transactionnelle intégrant les concessions réciproques des parties, à hauteur de 2 400 000 euros HT (soit 2 880 000 euros TTC).

Les parties se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, via un protocole dont les conditions et modalités font l'objet de la transaction, en se rangeant à l'avis du CCIRAL, précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG CM du 13 décembre 2018 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n° 13/139 relatif aux infrastructures, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain passé dans le cadre du prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane.
- La réclamation présentée par le groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 23 novembre 2018 concernant l'affaire n° 2017-28, relative à la réclamation du groupement susvisé, portant sur le marché de travaux n° 13/139 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence ;

- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Colas Midi Méditerranée/ Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS concernant le marché n° 13-139 (dit M4) - Infrastructures, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain- Prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de prendre en compte l'avis du CCIRAL en date du 23 novembre 2018, dans l'affaire n° 2017-28 en se prononçant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS, relatif au marché dit M4 – Marché n°13-139.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce sujet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Colas Midi Méditerranée/ Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS concernant le marché n° 13-139 (dit M4) - Infrastructures, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain- Prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 050-063/19/CT

■ Approbation d'une convention de partenariat avec Enedis pour le développement de l'électromobilité

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 19/17145/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique.

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

L'opération baptisée « larecharge » prévoit un déploiement maximum de 275 bornes à deux points de charge (puissance 22KVA par point de charge) pour un investissement de 3 millions d'euros HT inscrit au budget annexe des transports publics. Ce service permet aux automobilistes de recharger leur véhicule électrique.

Pour l'installation de chaque borne de recharge, il est nécessaire de réaliser une demande de raccordement au réseau électrique. Ces démarches doivent être réalisées auprès d'ENEDIS, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité pour le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'objet de la présente convention est de faciliter la procédure de raccordement par notamment la mise à disposition, par ENEDIS, d'un outil internet permettant de connaître directement la faisabilité technique du raccordement au réseau électrique.

Le territoire de la Métropole est découpé par ENEDIS en trois secteurs géographiques. Un chargé d'affaire sera désigné par ENEDIS pour chaque secteur géographique et sera la porte d'entrée unique de la Métropole. Il sera informé du projet et des spécifications techniques et administratives de ces raccordements (différents des raccordements classiques). Il permettra aussi une meilleure coordination des travaux.

La présente convention de partenariat est sans incidence financière. Elle est conclue pour une période de 3 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de partenariat avec Enedis pour le développement de l'électromobilité.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver une convention de partenariat avec ENEDIS pour accélérer le déploiement des bornes de recharge pour véhicules électriques ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de partenariat avec Enedis pour le développement de l'électromobilité.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 051-064/19/CT

■ Approbation du renouvellement d'une convention d'occupation du domaine public ferroviaire non constitutive de droits réels en gare de Marseille Saint Charles

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17153/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire assure la gestion de la gare routière de Marseille Saint-Charles. Elle s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, qui était en charge de la gestion de l'équipement depuis le 1^{er} janvier 2012.

Dans ce cadre, une convention de location d'emplacements pour l'exploitation de la gare routière Saint Charles a été conclue le 11 avril 2013 avec Gares et Connexions. Elle définit les locaux mis à disposition ainsi que le montant de la redevance. Pour des raisons de restructuration, cette convention arrivée à échéance le 10 avril 2018, a été prolongée d'un an jusqu'au 10 avril 2019.

Marseille Provence Métropole a sollicité la SNCF GARES & CONNEXIONS afin de renouveler cette convention pour la mise à disposition des mêmes locaux situés dans le terminal voyageur en vue de l'exploitation de la gare routière Marseille Saint Charles.

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-3 1° du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la délivrance de la présente convention portant occupation du domaine public ferroviaire est

exempté de procédure de sélection préalable et de mesures de publicité préalable prévue à l'article L2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques car une seule personne est en droit d'occuper la dépendance du domaine public en cause. En effet, l'exploitation de la gare routière relève de la compétence exclusive de la Métropole.

Les locaux ont différentes destinations :

- Un usage commercial (billetterie nationale et internationale) ;
- Un usage de bureaux, archives, sanitaires, vestiaires, salle de conducteurs et hall de stockage ;
- Un usage d'accueil et d'information du public.

Cette convention porte sur deux emplacements d'une superficie totale de 547 m² environ.

Les principaux éléments d'occupation de cette convention sont :

- Un emplacement au bout de la halle Honnorat – côté université, sur 3 niveaux, d'une superficie totale de 378 m².
- Un emplacement au centre de la Halle Honnorat sur 2 niveaux, d'une superficie totale de 169 m².

Le détail de ces emplacements est énoncé dans la convention jointe.

Modalités d'occupation des emplacements

1 – Durée du contrat :

La convention est consentie pour une durée ferme de cinq ans à compter du 11 avril 2019 pour se terminer le 10 avril 2024. Cependant, par dérogation à l'article 31 des conditions générales, la Métropole pourra dénoncer la convention à tout moment en prévenant SNCF GARE & CONNEXIONS au moins (12) mois à l'avance par pli recommandé avec accusé réception.

2 - Redevance :

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit s'acquitter d'une redevance d'occupation fixée par la SNCF GARE & CONNEXIONS d'un montant annuel de :
208 766.20 € HT (conditions économiques 2019)

3 - Montant du forfait de charges liées à l'utilisation des parties communes :

Montant du forfait de charges 90 799, 28 € HT

2 - Impôts et taxes :

Le montant annuel du forfait est fixé à : 10 741 € de taxe foncière. Ce forfait sera ajusté après production des titres d'imposition.

3 – Frais d'étude et de constitution de dossier

La Métropole rembourse à SNCF GARES & CONNEXIONS, au titre des frais d'étude et de constitution de dossier, une somme de 500 € HT.

4 – Dépôt de garantie

La Métropole s'engage à verser par virement la somme de 17 397 € correspondant à 1 mois de la redevance annuelle HT.

Les modalités de cette mise à disposition sont précisées dans le cadre de la convention d'occupation temporaire du domaine public, à conclure entre la Métropole et la SNCF GARES & CONNEXIONS annexée au présent rapport. Etant donnée les spécificités du domaine ferroviaire, cette convention d'occupation temporaire est non constitutive de droit réel.

A cette fin, il convient pour La Métropole et la SNCF GARES & CONNEXIONS de conclure la présente convention.

Il vous est proposé d'approuver la convention relative à l'occupation temporaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du renouvellement d'une convention d'occupation du domaine public ferroviaire non constitutive de droits réels en gare de Marseille Saint Charles.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du renouvellement d'une convention d'occupation du domaine public ferroviaire non constitutive de droits réels en gare de Marseille Saint Charles.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Vie Economique"

VECO 001-066/19/CT

■ **Approbation des Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2019 - Territoire Marseille Provence**

**Information du Conseil de Territoire
 DIPOR 19/17037/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, Le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains; 2 situés sur le Territoire d'Istres-Ouest-Provence et 2 sur celui du Pays salonnais.

Ces ports font l'objet de 2 budgets annexes ; l'un dédié aux ports issus du Territoire Marseille-Provence, l'autre concernant les ports transférés des communes.

L'occupation des terrains et plans d'eau situés sur le domaine public portuaire transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que les prestations annexes, donnent lieu au paiement de redevances par les usagers dont les montants sont fixés annuellement par cette dernière.

Ces redevances sont essentielles au budget annexe des ports du territoire Marseille-Provence.

La fixation de leur montant a fait l'objet d'une délibération du Conseil de Métropole en date du 13 décembre 2018 afin de permettre leur application au 1^{er} janvier 2019.

Toutefois, le quorum de 6 des 8 conseils portuaires saisis obligatoirement pour avis préalable n'avait pas été atteint.

Aussi, afin de se prémunir des conséquences d'un éventuel recours en annulation, il convient de retirer la délibération du 13 décembre dernier et d'approuver à nouveau les redevances pour l'année 2019 et de régulariser la procédure d'approbation de ces tarifs ; étant précisé qu'ils demeurent inchangés.

En vertu de l'arrêt dit « Aéroport de Paris » du Conseil d'Etat du 19 mars 2010, cette seconde délibération pourra avoir un effet rétroactif afin d'assurer la continuité du fonctionnement du service public.

Pour rappel, afin de compenser l'évolution mécanique des dépenses (inflation annuelle), il est proposé d'appliquer pour 2019 aux redevances d'occupation une augmentation minimale de 2,1%.

Cette augmentation portera sur l'ensemble des redevances à savoir : occupation annuelle de postes à flot, terre-plein, carénage et prestations diverses.

Sur les redevances afférentes au passage et à l'occupation des postes à flot, l'augmentation s'applique sans pouvoir excéder le tarif actuel le plus élevé.

L'ensemble de ces redevances a été à nouveau présenté aux Conseils Portuaires sans condition de quorum conformément à l'article R 5314-23 3° du code des Transports ; les observations émises ont été prises en compte.

Enfin et pour information, les périmètres et services portuaires dont la gestion a été déléguée ne sont pas concernés par cette démarche, les montants des redevances les concernant étant définis par contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le CG3P ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° MER 001- 5265/18/CM du 13 décembre 2018 portant approbation des Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2019 - Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VECO 007-496/18/CT du 10 décembre 2018 portant avis sur les

Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2019 - Territoire Marseille-Provence ;

- Les documents joints en annexe.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance ;
- Qu'il convient de donner un avis sur les redevances d'occupation du domaine public portuaire du Territoire Marseille Provence relevant de la compétence de la Métropole Aix-Marseille Provence pour l'année 2019 ;
- Les avis émis par les Conseillers portuaires ;

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif aux redevances d'occupation du domaine public maritime portuaire et prestations annexes 2019.

VECO 002-067/19/CT

■ Approbation du principe d'une délégation de service public pour l'avitaillement du Vieux-Port de Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DIPOR 19/16991/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, Le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire

Marseille Provence. En outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser le service public d'avitaillement des bateaux des usagers des ports.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine et poursuivie par la Métropole, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Le service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille est actuellement assuré par une société privée qui dispose d'une autorisation d'occupation temporaire. La Métropole souhaite aujourd'hui instaurer un service public d'avitaillement dont elle envisage de déléguer l'exploitation sous son contrôle étroit.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil de la Métropole sur les modes de gestion possible pour ce service et de lui proposer de se prononcer sur le principe d'une délégation de service public.

En effet, la délégation de service public paraît être la solution la plus adaptée dans la mesure où elle permet de confier de manière globale la responsabilité de la gestion à un opérateur spécialisé.

Le délégataire sera choisi au terme de la procédure prévue par les dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les caractéristiques des prestations demandées au délégataire sont indiquées dans le rapport de présentation annexé et peuvent être résumées ainsi :

- le droit exclusif d'assurer sur le port, le service de distribution de carburants aux usagers du Vieux-Port de Marseille, ce qui inclut également la distribution aux bateaux et aux engins de servitude de la Métropole.

La Métropole met à la disposition du délégataire les cuves et pompes nécessaires à cette activité dont elle assurera la mise aux normes.

- la responsabilité de la garde, du stockage et de la distribution du carburant livré par la Métropole pour le fonctionnement des engins et bateaux de la capitainerie.

- la réalisation de toutes les installations nécessaires à l'exploitation de ces activités (hors mise aux normes).

- l'exploitation technique, l'entretien courant, la sécurité et le gardiennage des installations et outillages mis à disposition dans le respect des normes environnementales et techniques en vigueur.

- l'exécution des contrôles et vérifications réglementaires applicables aux installations et outillages d'exploitation.

- la prise en charge des dispositifs anti-pollution, conformément à la réglementation en vigueur.

Il est envisagé de fixer la durée de la délégation de service public à cinq ans.

Au vu du rapport de présentation susvisé, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le principe de déléguer l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance du Vieux-Port de Marseille par voie d'affermage.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L 1413-1 Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des prestations demandées au délégataire ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis sur le projet de délibération métropolitaine « Approbation du principe d'une délégation de service public pour l'avitaillement du Vieux-Port de Marseille ».

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération métropolitaine « Approbation du principe d'une délégation de service public pour l'avitaillement du Vieux-Port de Marseille ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 003-068/19/CT

■ Approbation du principe d'une délégation de service public pour l'avitaillement du Port de la Pointe Rouge à Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DIPOR 19/16989/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence. En outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains; 2 situés sur le Territoire d'Istres-Ouest Provence et 2 sur celui du Pays Salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser le service public d'avitaillement des bateaux des usagers des ports.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine et poursuivie par la Métropole, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Par délibération n° POR 002-493/11/CC du 08 juillet 2011, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait décidé de déléguer la gestion de l'avitaillement du port de la Pointe Rouge.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service : en conséquence, il est envisagé de reconduire ce mode de gestion.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil de Métropole sur les modes de gestion possible pour ce service et de lui proposer de se prononcer sur le principe d'une délégation de service public.

Le délégataire sera choisi au terme de la procédure prévue par les dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les caractéristiques des prestations demandées au délégataire sont indiquées dans le rapport de présentation annexé et peuvent être résumées ainsi :

- le droit exclusif d'assurer sur le port, le service de distribution de carburants aux usagers du Port de la Pointe Rouge, ce qui inclut également la distribution aux bateaux et engins de servitude de la Métropole.

La Métropole met à la disposition du délégataire les cuves et pompes nécessaires à cette activité dont elle assurera la mise aux normes.

- la responsabilité de la garde, du stockage et de la distribution du carburant livré par la Métropole pour le fonctionnement des engins et bateaux de la capitainerie.

- la réalisation de toutes les installations nécessaires à l'exploitation de ces activités (hors mise aux normes).

- l'exploitation technique, l'entretien courant, la sécurité et le gardiennage des installations et outillages mis à disposition dans le respect des normes environnementales et techniques en vigueur.

- l'exécution des contrôles et vérifications réglementaires applicables aux installations et outillages d'exploitation.

- la prise en charge des dispositifs anti-pollution, conformément à la réglementation en vigueur.

Il est envisagé de fixer la durée de la délégation de service public à cinq ans.

Au vu du rapport de présentation susvisé, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le principe de déléguer l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge par voie d'affermage.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L 1413-1 Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des prestations demandées au délégataire ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis sur le projet de délibération métropolitaine « Approbation du principe d'une délégation de service public pour l'avitaillement du Port de la Pointe Rouge à Marseille ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération métropolitaine « Approbation du principe d'une délégation de service public pour l'avitaillement du Port de la Pointe Rouge à Marseille ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 004-069/19/CT

■ Approbation du principe d'une délégation de service public pour l'avitaillement et le carénage du Port de Carry-le-Rouet

Avis du Conseil de Territoire DIPOR 19/16990/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, Le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence. En outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains; 2 situés sur le Territoire d'Istres-Ouest Provence et 2 sur celui du Pays Salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser les services publics d'avitaillement et de carénage des bateaux des usagers des ports.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine et poursuivie par la Métropole, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Par délibération n° POR-002-690/11/CC du 21 octobre 2011, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait décidé de déléguer la gestion des services d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service : en conséquence, il est envisagé de reconduire ce mode de gestion.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil de Métropole sur les modes de gestion possible pour ce service et de lui proposer de se prononcer sur le principe d'une délégation de service public.

Le délégataire sera choisi au terme de la procédure prévue par les dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les caractéristiques des prestations demandées au délégataire sont indiquées dans le rapport de présentation annexé et peuvent être résumées ainsi :

- le droit exclusif d'assurer sur le port, le service de distribution de carburants aux usagers du Port de Carry-le-Rouet, ce qui inclut également la distribution aux bateaux et engins de servitude de la Métropole. La Métropole mettra à la disposition du délégataire les cuves et pompes nécessaires à cette activité dont elle assurera la mise aux normes.

- le droit exclusif d'assurer sur le port le service de grutage et de carénage pour l'entretien des bateaux des usagers, et des bateaux et engins de servitude de la Métropole. Pour ce faire, la Métropole mettra à disposition une grue de charge moyenne de 12 T à entretenir par le délégataire. En revanche, son remplacement sera pris en charge par la Métropole.

- la réalisation de toutes les installations nécessaires à l'exploitation de ces activités, notamment le local technique (hors mise aux normes)

- l'exploitation technique, l'entretien courant, la sécurité, le gardiennage des installations et outillages mis à disposition dans le respect des normes environnementales et techniques en vigueur, tant pour l'aire de carénage que pour la station d'avitaillement.

- l'exécution des contrôles et vérifications réglementaires applicables aux installations et outillages d'exploitation.

- la prise en charge des dispositifs anti-pollution, conformément à la réglementation en vigueur.

Il est envisagé de fixer la durée de la délégation de service public à cinq ans.

Au vu du rapport de présentation susvisé, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le principe de déléguer l'exploitation des services d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet par voie d'affermage.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L 1413-1 Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L’ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des prestations demandées au délégataire ;
- L’avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis sur le projet de délibération métropolitaine « Approbation du principe d’une délégation de service public pour l’avitaillement et le carénage du Port de Carry-le-Rouet ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération métropolitaine « Approbation du principe d’une délégation de service public pour l’avitaillement et le carénage du Port de Carry-le-Rouet ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 005-070/19/CT

■ Approbation du principe d'une délégation de service public en vue de l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les éditions de 2021 à 2025

Avis du Conseil de Territoire DEE 19/17020/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis 2003, la Métropole Aix-Marseille-Provence accueille au sein du territoire Marseille-Provence, sur le domaine public du port de plaisance de La Ciotat, le Salon Nautique « Les Nauticales ». Dans le cadre de sa politique favorisant un plus grand dynamisme des activités nautiques traduite au sein de son Livre Bleu, ainsi que le développement de services d'excellence pour ses citoyens, la Métropole a souhaité pérenniser la tenue de son salon nautique. Fort de ses 200 exposants, d'un site exceptionnel de 30 000 mètres carrés en plein centre-ville de la Ciotat, le prestige et l'affluence de ce salon classent ce dernier à la quatrième place des salons nautiques de France.

Depuis 2010, l'organisation du salon nautique est assurée dans le cadre d'une délégation de service public, sous le contrôle de la collectivité. Le renouvellement en 2015 de la DSP a vu retenir le groupement GRAND PAVOIS /SAFIM en qualité de délégataire pour assurer les éditions 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020.

Le contrat d'affermage prend fin le 12 novembre 2020. Compte tenu du bilan qualitatif positif des dernières éditions, et de l'intérêt à poursuivre la valorisation de cet événement qui promeut une image forte du pôle plaisance de la Métropole Aix-Marseille-Provence et génère des retombées économiques, il apparaît opportun que la collectivité poursuive son implication dans l'organisation et le contrôle de cette manifestation.

L'organisation de cet événement doit permettre de :

- promouvoir au plan national et à l'international le premier pôle national de plaisance que constituent les 28 ports de plaisance gérés par la Métropole Aix-Marseille-Provence et favoriser la promotion de la politique métropolitaine dans ce domaine,
- promouvoir l'ensemble des activités économiques, industrielles, commerciales et tertiaires liées au nautisme, à la plaisance et aux loisirs marins, contribuer au développement économique dans le domaine des activités de la plaisance et en particulier à l'animation du port de La Ciotat.
- favoriser la sensibilisation aux politiques publiques, les rencontres et la concertation entre tous les acteurs du monde de la plaisance et de la mer.

La réalisation de ces objectifs implique de professionnaliser la gestion et d'en assurer le contrôle.

Il convient, en particulier, que toutes les exigences en termes de qualité de gestion et d'exploitation puissent être satisfaites en recourant aux meilleurs professionnels dans les missions qui participeront à son attractivité : négociations commerciales, marketing, accueil, promotion événementielle, prestations techniques associées. Pour atteindre les objectifs de développement ci-dessus indiqués et le niveau de service attendu, il convient de décider du mode de gestion le plus approprié.

Conformément à l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport joint en annexe analyse les différents modes de gestion possibles et présente les raisons pour lesquelles il est proposé au Conseil de la Métropole de recourir à la délégation de service public sous la forme d'un affermage, à savoir notamment :

- la nécessité de recourir à un professionnel disposant d'une compétence et d'un savoir-faire propres à cette activité essentiellement commerciale, la Métropole ne disposant pas de moyens adaptés;
- la prise en charge d'une partie du risque d'exploitation par le délégataire ;

- la motivation du délégataire pour une finalité de service optimale du fait qu'il se rémunère directement par les recettes de l'exploitation et qu'il supporte les risques de sa gestion, à l'inverse du titulaire d'un marché public qui ne supporte aucun risque et qui n'est pas incité à une gestion performante.

Le contrat serait conclu pour une durée de cinq ans, permettant l'organisation du Salon « les Nauticales » pour les éditions 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025.

A l'occasion de chacune de ces éditions, la Métropole mettra à la disposition du délégataire, les espaces nécessaires du bassin des Capucins à La Ciotat, soit 28 000 m² de terre-plein d'exposition et 17 300 m² de plan d'eau.

Les principales missions assurées par le délégataire seront :

- concevoir l'organisation et l'aménagement du salon dans le respect des objectifs fixés par la collectivité délégante ;
- prendre à sa charge l'aménagement de l'espace Métropole AMP sous la direction de l'autorité délégante ;
- gérer les installations et les équipements nécessaires à l'accueil des exposants ;
- assurer la commercialisation des espaces à terre et à flot du salon notamment lors du Salon Nautique de Paris ;
- coordonner l'intervention des associations, clubs, professionnels, sportifs ou scientifiques pour l'organisation de l'animation du Salon ;
- proposer et mettre en œuvre tout au long de l'année, un ou plusieurs événements sur la façade maritime, lagunaire, littorale et/ou portuaire de la Métropole, dont l'objectif est de permettre d'accentuer la visibilité et l'attractivité du salon « Les Nauticales » ;
- assurer la communication (plan média, identité visuelle) et le service de presse du Salon. De façon spécifique, le délégataire devra intégrer dans sa proposition un plan de communication intégrant la préparation du ou des événements métropolitains, destinée à la promotion du salon, ainsi que l'action du délégataire au sein du salon nautique ;
- prendre en charge l'ensemble des dépenses et notamment celles occasionnées par la libération du plan d'eau ;
- encaisser les recettes auprès des usagers ;
- organiser la mise en place du salon, en installant les équipements, les accessoires et les commodités

nécessaires et en coordonnant l'installation des exposants et autres participants ;

- exploiter le Salon durant les journées d'ouverture ;

- déployer des moyens humains en vue d'assurer une coordination locale du Salon tout au long de l'année.

Ces missions seront assurées dans le respect des objectifs fixés par la collectivité délégante. Compte tenu des contraintes de fonctionnement imposées au délégataire la collectivité se réserve la faculté de contribuer aux dépenses du service dans le cadre des dispositions de l'article 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les caractéristiques détaillées des prestations seront précisées dans le dossier de consultation des entreprises.

Au vu du rapport de présentation, joint en annexe, Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence propose au Conseil de la Métropole d'approuver le principe d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage, d'une durée de cinq ans

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitaine « Approbation du principe d'une délégation de service public en vue de l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les éditions de 2021 à 2025 »

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération métropolitaine « Approbation du renouvellement du principe d'une délégation de service public en vue de l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les éditions de 2021 à 2025 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 006-071/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Pays d'Aix Développement - Abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPEAT 19/17027/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération n°ECO 002-4587/18/CM en date du 18 octobre 2018, la Métropole a créé le dispositif « Aix-Marseille-Provence Amorçage » (AMPA), visant à octroyer un prêt d'honneur aux porteurs de projets technologiques innovants dans l'objectif de favoriser l'émergence et l'ancrage territorial d'entreprises prometteuses.

Il convient de rappeler que ce nouveau dispositif métropolitain a été mis en place à partir de l'expérience réussie du « Dispositif d'Amorçage de Provence » (DAP) instaurée pendant quinze ans sur le Territoire du Pays d'Aix.

A cet égard, il est important de revenir sur quelques chiffres clés du dispositif d'amorçage depuis sa création :

- Financements (fonds de reconversion + participation des collectivités) ayant abondé le dispositif : 2.795.366 €
- 111 projets retenus propulsés
- 94 entreprises créées
- 551 emplois créés et pérennisés
- 232 dossiers présentés en Comités de Sélection
- Depuis 2004, 10 échecs seulement pour un montant de 264.054 €
- 1.128 507 € remboursés par les porteurs de projet depuis le démarrage

Au regard de ce bilan très positif sur un seul territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de déployer le nouveau dispositif AMPA sur l'ensemble de son périmètre afin qu'il puisse bénéficier aux porteurs de projets métropolitains. La hausse des dotations financières permettra à minima de doubler le nombre d'entreprises créées soit environ une quinzaine par an.

Le dispositif d'amorçage interviendra sous forme de prêt à taux 0 d'un montant maximum de 40 000 € versés en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation.

S'agissant d'un prêt personnel attribué à un porteur de projet avant création d'entreprise, la mise en œuvre du dispositif est déléguée à un opérateur privé. La Métropole a confié cette mission à l'association PAD qui bénéficie déjà d'une grande expertise en la matière.

Le déploiement du dispositif AMPA consiste ainsi à abonder un fonds, moyennant une subvention annuelle de la Métropole à l'association Pays d'Aix Développement. Cet opérateur, au regard de son objet social et de son expertise assurera la gestion et le fonctionnement des prêts personnels à un porteur de projet.

Aussi, il est proposé à chaque territoire, via les états spéciaux, de participer à ce dispositif en fonction de son « poids économique » lequel a été calculé pour chaque territoire en fonction du nombre d'entreprises, du nombre d'emplois et de la CET versée par les entreprises.

Pour le budget 2019, il est par conséquent proposé les participations suivantes :

- 138 000 € pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 20 800 € pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais
- 20 800 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- 27 600 € pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence
- 13 800 € pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Soit au total, une participation financière de la Métropole à hauteur de 321 000 €.

Le fonds sera par ailleurs alimenté par les remboursements des prêts octroyés aux porteurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'ambition de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation ;
- La pertinence de compléter la chaîne de l'innovation en amont, par la mise en place d'un fonds d'amorçage qui puisse contribuer à attirer des projets innovants à forte potentialité de développement et à favoriser ainsi l'émergence et l'ancrage territorial d'entreprises nouvelles ;
- L'expérience probante menée par le Pays d'Aix dans le cadre du Dispositif d'Amorçage de Provence ;
- L'intérêt de déployer le dispositif sur l'ensemble du territoire métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pays d'Aix Développement – abondement du dispositif « Aix-Marseille-Provence Amorçage ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 007-072/19/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pays d'Aix Développement - Approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
DPEAT 19/17028/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Présentation des missions de l'association Pays d'Aix Développement (PAD)

Créée en 1996 à l'initiative de la Communauté du Pays d'Aix, Pays d'Aix Développement (PAD) est un acteur majeur en matière de dynamique d'implantation des entreprises et de promotion économique du territoire.

Une action globale au service du développement économique du territoire

L'action de PAD est structurée autour de quatre axes essentiels :

- Une mission d'accueil des entreprises et de facilitation de leur implantation (mobilisation des aides financières, proposition de terrains et de locaux, problématique du recrutement et de la formation, suivi de l'implantation), qui s'est traduite par le suivi d'environ 400 à 450 dossiers par an.

- Une mission d'accompagnement au développement endogène des entreprises existantes (développement d'entreprises déjà présentes sur le territoire) et exogène des entreprises existantes (demandes d'entreprises émanant de l'extérieur en recherche d'implantations). Dans le cadre de sa mission de développement endogène, PAD apporte conseils et informations auprès des entreprises matures déjà implantées sur le territoire.

- Une mission de promotion du territoire et de prospection d'entreprises, afin d'attirer de nouvelles entreprises en Pays d'Aix. Pour ce faire, PAD utilise un large panel d'actions publicitaires de marketing territorial : affichage dans les aéroports, publicité presse, radio et internet, site internet PAD, réseaux sociaux, édition de plaquettes et magazine « Les Énergies de la Victoire », organisation des rencontres du Club Entreprises des Énergies de la Victoire, participation à des salons et colloques professionnels...

- Une mission de soutien à la création d'entreprises innovantes et technologiques à travers la gestion du Dispositif d'Amorçage Provençal qui est devenu, suite à la délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA).

Ce dispositif d'amorçage est destiné à financer les premiers besoins (études de marché, études techniques, prototypes...) d'un projet technologique ou innovant sous forme d'un prêt d'honneur plafonné à 40.000 € à taux zéro. Ces projets ont vocation à intégrer ultérieurement les pépinières et hôtels d'entreprise du territoire ou l'un des espaces économiques éligibles.

Historiquement, ce dispositif concernait uniquement les communes du bassin minier ; depuis 2012, suite à

un premier abondement par la collectivité, ce dispositif est étendu à l'ensemble des communes du Pays d'Aix.

Depuis sa création, le dispositif d'amorçage comptabilise 2.795.366 € de subventions ayant abondé le dispositif, 111 projets propulsés, 94 entreprises créées, près de 551 emplois créés et pérennisés.

L'élargissement de ce dispositif à l'échelle de la Métropole mobilise des moyens humains et financiers accrus. C'est la raison pour laquelle une participation financière complémentaire est sollicitée.

Le pré-bilan 2018 arrêté au 31 août 2018 fourni par PAD fait apparaître les éléments suivants :

- 335 dossiers suivis
- 123 implantations représentant 2.050 emplois, dont :
 - 57 nouvelles entreprises implantées, soit 881 emplois créés ou transférés sur le territoire du Pays d'Aix,
 - 66 entreprises qui se sont développées de manière significative sur le territoire, soit 1.169 emplois créés et maintenus,
 - 39 dossiers ont été suivis en amont par PAD et 84 dossiers ont été suivis après la prise de décision d'implantation.

Les implantations se répartissent de la façon suivante :

- 62 % dans le secteur des services,
- 20 % dans celui de l'industrie,
- 15 % dans le commerce,
- 3 % dans le transport et la logistique.

Transactions bureaux et locaux d'activités au 31 août 2018 : 84.476 m² placés, soit :

- 56.471 m² de locaux d'activités sur le premier semestre (alors que la moyenne annuelle se situe autour de 70.274 m²), dont 9.864 m² sur Vitrolles, 11.171 m² sur Aix-en-Provence et 22.300 m² sur Rousset,
- 28.005 m² de bureaux, dont la quasi-totalité sur Aix-en-Provence.

Ces chiffres correspondent aux 123 implantations suivies par PAD et les commercialisateurs partenaires au 31 août 2018.

La commercialisation des terrains publics sur la ZAC de Lenfant (Aix-en-Provence), de La Bertoire II (Lambesc), du Parc d'activités Morandat (Gardanne), des Vergeras (Saint-Estève-Janson, de la Burlière (Trets), du Carreau de la Mine (Meyreuil) et La Roque

d'Anthéron II, mais aussi les opérations initiées sur la commune de Vitrolles qui devraient permettre de maintenir un bon niveau de transactions dans les prochaines années.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement en 2019 d'un montant total de 498 000 € à l'association Pays d'Aix Développement afin de poursuivre l'ensemble des actions engagées, telles que précisées plus haut.

soit

- Pour le Territoire du Pays d'Aix
- Pour le Territoire Marseille Provence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les

principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pays d'Aix Développement – Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 008-073/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'Ecole Centrale Marseille pour la gestion du dispositif de surveillance en 2019 des accès autorisés des organismes du Technopôle de Château-Gombert - Approbation d'une convention DPEATSV 19/17004/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage du développement et de l'aménagement du Technopole de Château-Gombert, l'une des têtes de ponts de la recherche et de l'innovation sur le territoire métropolitain, 1er pôle français de recherche en mécanique-énergétique après Paris, qui rassemble 8 laboratoires de recherche, plus de 600 chercheurs, 2600 étudiants, 170 entreprises (Cybermétix, Traxens, CMR, ERAS...) 4000 salariés et un écosystème complet de soutien à l'innovation (Incubateur, pépinières, pôles de compétitivité).

En 2016, les usagers du Technopôle de Château-Gombert ont dû faire face à une recrudescence d'incidents graves sur le périmètre du cœur de site, qui regroupe en particulier les écoles Centrale Marseille et Polytech Marseille, les résidences étudiantes et plusieurs laboratoires de recherche.

Afin de lutter contre la survenue de tels actes, un travail collectif réunissant les directeurs des différentes structures concernées, les services de la police municipale, nationale et la Direction Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône a permis de définir une série de mesures préventives.

Conformément à « l'Etude Sûreté » réalisée par la section Prévention situationnelle de la Direction Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, un dispositif de surveillance des accès autorisés des différents organismes du Technopole a été mis en place sur le périmètre concerné aux heures de faible fréquentation.

Financé conjointement par Centrale Marseille, la Métropole Aix-Marseille Provence et Aix-Marseille Université, ce dispositif a été géré de septembre 2016 à décembre 2018 par Centrale Marseille, qui dispose déjà d'un PC sécurité.

L'efficacité de ce dispositif, associé à la mobilisation de la police nationale et municipale dont la fréquence des rondes a été augmentée dans le secteur, a permis d'enrayer la spirale de violence qui semblait installée.

Comme l'avait anticipé l'étude « Sûreté », ce contrôle des différentes entrées d'établissements aux heures de faible fréquentation « participe à la dissuasion des actes de malveillance et envoie un signal fort à la fois aux usagers et aux individus malveillants ».

Le budget prévisionnel pour 2019 de cette prestation de renfort opérée par Centrale Marseille est de 44 668,28 €.

Budget prévisionnel 2019

Ronde cynophile

Entreprise	Période	coût TTC
HCH	06 janvier au 31 janvier	4 137,13 €
HCH	01 au 15 puis du 24 au 28 février	3 180,67 €
HCH	01 au 31 mars	4 939,06 €
HCH	01 au 05 puis du 14 au 30 avril	3 671,88 €
HCH	01 au 31 mai	5 366,89 €
HCH	01 au 30 juin	4 937,53 €
HCH	01 au 08 juillet	1 270,02 €
HCH	28 au 31 aout	629,38 €
HCH	01 au 30 septembre	4 780,02 €
HCH	01 au 25 octobre	3 966,83 €
HCH	03 au 30 novembre	4 608,20 €
HCH	01 au 20 décembre	3 180,67 €
Total 2019		44 668,28 €

Financement	
Métropole	15 000,00 €
AMU	14 000,00 €
ECM	15 668,28 €

hors coûts de structure (PC de sécurité) et
de gestion du contrat

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt d'assurer la surveillance des accès autorisés des structures du Technopole de Château-Gombert en-dehors des heures d'affluence ;
- L'enjeu du maintien de la sécurité sur le site en termes d'image et de réputation pour le Technopole, site d'excellence académique et entrepreneuriale, et pour le territoire ;
- La cohérence de ces actions avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence inscrites dans son *Agenda du développement économique* délibéré en 2017.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention spécifique de 15 000 euros à l'Ecole Centrale Marseille au titre de l'année 2019 pour la gestion du dispositif de surveillance des accès autorisés des organismes du Technopole.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec l'Ecole Centrale Marseille ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est habilité à signer la dite convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B320- Chapitre 67- Article 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 009-074/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'Association Grand Luminy pour la gestion d'une pépinière Biotech pour l'année 2019 et approbation d'une convention DPEATSV 19/17010/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le domaine technologique, aux côtés de l'aéronautique-mécanique, du maritime, de la logistique, des industries numériques et créatives, de l'environnement et l'énergie, la santé est une des filières d'excellence du territoire, dont le soutien est priorisé au sein de la stratégie de développement économique métropolitaine.

Les biotechnologies et plus particulièrement l'immunologie sont au cœur d'un marché en forte croissance, porté par des enjeux à la fois scientifiques et économiques.

Le potentiel de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est remarquable dans ce domaine, en particulier sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy, qui a vu la naissance de nombreuses start-up ces dernières années (Innate Pharma – HalioDx – Oz Biosciences – Biotech Germande, Bilhi Genetics, Click4Tag, Coral Biome...).

Afin d'offrir un environnement favorable à la filière santé, et plus spécifiquement le développement des biotechnologies, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence met en œuvre une offre d'immobilier d'entreprises adaptée aux jeunes entreprises de biotechnologie sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy (les bâtiments Luminy Biotech I, II, III et bâtiment Beret Delaage)

ainsi qu'un dispositif d'appui à l'innovation à travers le soutien du pôle de compétitivité Eurobiomed pour les projets de R&D collaboratifs, le cluster à vocation mondiale Marseille Immunopôle pour la recherche publique et sa valorisation, l'incubateur inter-universitaire Impulse et l'Association Grand Luminy pour l'appui à la création d'entreprises et l'animation de l'écosystème du Technopole de Luminy.

L'Association Grand Luminy comporte 54 membres (33 membres associés et 21 membres adhérents) issus de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'entreprise. Elle est organisée en deux départements :

- Grand Luminy Communication assure des actions d'animation, de communication et de promotion sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy. Ces actions prennent la forme de publications (la Lettre de Grand Luminy, revue de presse, site internet, annuaire du site) ainsi que l'organisation et la participation à de nombreuses manifestations scientifiques.
- Grand Luminy Entrepreneuriat qui assure une mission de pépinière d'entreprises de biotechnologie.

La pépinière propose aux sociétés laboratoires, bureaux, plateformes mutualisées, services administratifs et une large gamme de services spécialisés autour des activités de R&D, dispensés par du personnel dédié.

A ce dispositif permettant aux entreprises de concentrer leurs ressources sur le cœur de métier, vient s'ajouter un accompagnement stratégique dispensé par des chargés de mission spécialistes de ce secteur d'activité pour travailler sur les questions de modèles économiques, Business Plan, recherche de financements, marketing & communication, etc.

Les entreprises hébergées bénéficient également de l'accès au réseau de professionnels de Grand Luminy, et aux différentes opérations organisées tout au long de l'année (interventions d'experts, réunions d'information, formations mutualisées, etc.).

L'année 2018 a été marquée par le bilan de la deuxième édition du programme d'accélération de croissance des start-up « Go4Biobusiness » copiloté avec le Pôle Eurobiomed, par des actions de sensibilisation à la création d'entreprises et par une large campagne de communication pour mettre en lumière les biotechs du territoire ainsi que l'excellence académique que forme l'écosystème de Luminy.

La pépinière a connu un niveau d'activité important puisque la quasi-totalité des locaux disponibles a été loué. Du fait de l'occupation presque maximale des bâtiments, la charge de travail des plateformes mutualisées a encore augmenté. L'amélioration du bâtiment Beret Delage livré en 2017 s'est poursuivie permettant une utilisation optimale de l'espace.

AGL accueille aujourd'hui dans la pépinière seize entreprises de pointe pour un effectif total de 100 salariés.

Par ailleurs, sept projets ont été détectés en 2018 en phase d'incubation et une entreprise a été accompagnée en phase de croissance au sein de l'accélérateur « Go4Biobusiness ».

Les bâtiments dédiés à l'accueil d'entreprises sont loués à 100 % et la pépinière ne peut plus accueillir pour un certain temps de nouvelles startups. Les entreprises présentes sont plus structurées et n'ont pas forcément les mêmes besoins d'accompagnement que les startups. Seule la construction de nouvelles surfaces dédiées aux entreprises de biotechnologie permettraient aux entreprises les plus anciennes de se développer dans des locaux plus grands, permettant alors à la pépinière de reprendre son cycle et d'accueillir de nouveaux projets.

Dans ce cadre, la pépinière en 2019 doit mener une réflexion afin d'établir une nouvelle stratégie à court, moyen et long terme pour rester un outil de développement performant et essentiel.

La montée en puissance et la diversification de l'offre de services aux entreprises (conseils, coaching, mise en réseau, prescripteur des différents dispositifs de financement) constitue un axe de développement prioritaire pour Grand Luminy.

L'association est par ailleurs très impliquée dans les réflexions et travaux de la Métropole sur le développement économique du Parc en relation avec le projet de MI Biopark (Luminy Biotech IV et futur programme immobilier de la SDIM avec un potentiel global de 20 000 m² SDP) et les projets porteurs du cluster Marseille Immunopôle.

Le budget prévisionnel 2019 de l'Association Grand Luminy pour la gestion de la pépinière s'élève à 907 091 euros.

PREVISIONS DE DEPENSES 2019			PREVISIONS DE RESSOURCES 2019		
POSTES	Animation & communication	Accompagnement à la création & Pépinière	TOTAL	Types de ressources	Animation & communication
					Accompagnement à la création & Pépinière
					TOTAL
Actions				Subventions	
COMMUNICATION	14 953	2 181	17 144	Ville de Marseille	40 000
ANIMATION	23 750	10 500	34 300	Métropole AMP	0
PROMOTION	0	3 000	3 000	CD 13	90 000
PLATEFORMES BIOTECH	0	65 015	65 015	CR PACA	95 000
Sous-total actions	38 703	80 706	119 459	Ss. Total Subventions	95 000
Masses salariales	92 073	246 430	338 503	Ressources pépinières et serv. antérieurs (HT)	
Frais généraux	39 295	409 834	449 129	Recherches Pég.	0
				Pres. Pég.	446 000
				Pres. Extérieures	55 000
				Autres prestations	15 000
				Ss. Total ressources	516 000
				Autres recettes	
				Collectivités Adm.	19 000
				Fer go4Bi	0
				Go4Bio sous traitance	16 200
				Ss. Total autres rec.	35 200
				Prélèvement fond de réserve AGL / Subventions à venir	60 891
TOTAL	170 071	732 020	907 091	TOTAL	114 000
					732 200
					907 091

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la pépinière d'entreprises biotech de Grand Luminy et de conforter la dynamique entrepreneuriale créée sur le site.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention de 90 000 euros à l'Association Grand Luminy pour la gestion d'une pépinière d'entreprises de biotechnologie au titre de l'année 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec l'Association Grand Luminy ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est habilité à signer la dite convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B320- Chapitre 65- Article 6574 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

VECO 010-075/19/CT

■ Convention de mandat pour la construction du bâtiment Luminy Biotech III dans le cadre de l'extension du village d'entreprises de Luminy Biotech - Quitus de la mission confiée à la SPL SOLEAM et reddition des comptes

Avis du Conseil de Territoire DPEAT 19/17005/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de sa compétence économique, la Métropole Aix-Marseille Provence - Territoire Marseille Provence - a souhaité accompagner la dynamique technopolitaine du Campus Scientifique et Technologique de Marseille Luminy (CUSTeL), notamment dans le domaine des sciences du vivant et particulièrement des biotechnologies, dont le développement est un enjeu majeur pour la recherche et l'économie de notre région.

Ces dernières années, de nombreuses entreprises de biotechnologies se sont créées sur Luminy, d'autres sont venues rejoindre Marseille Luminy, attirées par les compétences scientifiques et technologiques.

L'immobilier d'entreprises est une nécessité pour répondre notamment aux entreprises sortant de l'incubateur et aux entreprises issues de la recherche dont l'activité exige une proximité avec des laboratoires de recherche publique.

Afin d'être en mesure de répondre à la demande croissante d'entreprises de biotechnologie en développement, la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence s'est engagée dans l'extension du village d'entreprises par la construction d'un bâtiment dit Luminy Biotech III, d'une superficie de 966 m² sur 3 niveaux.

Ce bâtiment répondait précisément aux besoins de la société Biotech Germande, qui en développement, était à l'étroit dans les locaux loués sur une partie du bâtiment Luminy Biotech I.

Par délibération ECO 003-182/08/CC du 8 février 2008, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une autorisation de programme d'un montant de 2 500 000 euros TTC soit 2 090 301 euros HT (taux de TVA de 19,6%) et le lancement de l'opération, confiée par mandat n°08/00146 à Marseille Aménagement (devenue Soleam).

Dans ce cadre, le 6 janvier 2009, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a notifié à la société d'économie mixte Marseille Aménagement, une convention de mandat pour la réalisation de l'opération Luminy Biotech III, correspondant au programme défini.

Par délibération DEV 003-1631/09/CC du 9 novembre 2009, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé l'Avant Projet Détaillé et autorisé son Président ou son représentant à solliciter des subventions auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution.

Par délibération n° FCT 013-589/13/CC du 13 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole - a approuvé les transferts des contrats de SEML Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM.

La mission étant terminée, la SPL SOLEAM sollicite donc le quitus de l'opération. Conformément à l'article 11 de la convention de mandat, le quitus sera délivré après exécution complète des missions suivantes. Ainsi, l'ouvrage a fait l'objet d'une réception avec réserves en date des 29 mai et 24 juin 2013. Les dernières levées de réserves ont été constatées par la maîtrise d'œuvre le 25 novembre 2014, hormis pour le lot 2 - Gros Oeuvre (marché 11-23-2) l'entreprise titulaire de ce marché ayant déposé le bilan entre temps. Un Décompte Général Définitif à 0,00 euros a clôturé le marché de cette entreprise.

La SPL SOLEAM a remis à la Métropole la totalité des dossiers comportant tous les documents contractuels, comptables, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages ainsi que le bilan général et définitif qui a fait l'objet d'une acceptation du maître de l'ouvrage de l'opération.

Le bilan de la clôture de la convention, en date du 1^{er} octobre 2018, ci-joint, laisse apparaître un montant global de dépenses de 2 313 631,72 euros TTC (taux de TVA passé de 19,6 % à 20% en 2014) comprenant :

- les dépenses d'ordre et pour compte : 2 196 384,52 euros TTC
- la rémunération de la SPL SOLEAM : 117 247,20 euros TTC

TOTAL 2 313 631,72 euros TTC

D'autre part, le montant total des recettes s'élève à 2 500 953,61 euros TTC se ventilant comme suit :

- versement de la Métropole - Territoire Marseille Provence : 2 488 278,80 euros TTC
- Produits financiers : 12 674,81 euros TTC

TOTAL 2 500 953,61 euros TTC

Il apparaît donc un solde en faveur de la Métropole – Territoire Marseille Provence s'élevant à 187 321,89 euros TTC.

La demande de versement de la subvention d'investissement accordée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de la réalisation de cette opération est en cours d'instruction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération ECO 003-182/08/CC du 8 février 2008 approuvant l'autorisation de programme pour la construction d'un bâtiment à vocation de bureaux/laboratoires sur le village d'entreprises de Luminy Biotech ;
- La convention de mandat notifiée le 6 janvier 2009 ;
- La délibération DEV 003-1631/09/CC du 9 novembre 2009, relative à l'approbation par la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence de l'Avant-Projet-Détaillé et à l'autorisation du Président ou son représentant à solliciter des subventions auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution ;
- L'arrêté attributif d'une subvention d'investissement de 200 000 euros votée en faveur de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire Marseille Provence par délibération n° DEB 12-1153 du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ou de la Commission permanente du 27/09/2012 ;
- La délibération n° FCT 013-589/13/CC du 13 octobre 2013, relative à l'approbation par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole – du transfert des contrats de SEML Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la mission confiée à la SPL SOLEAM est terminée ;
- Qu'il y a lieu de lui donner quitus pour sa mission et d'approuver la reddition des comptes.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le rapport relatif à la clôture et à la reddition des comptes de la convention de mandat n°08/00146 pour les études et la construction du bâtiment Luminy Biotech III sur le village d'entreprises de Luminy Biotech.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.